

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



**Vers le X^e Congrès mondial
de la IV^e Internationale**

N° 110

Nouvelle série (n° 716) - Février 2022 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Notes éditoriales**
 - Dans le rapport discuté au secrétariat international de la IV^e Internationale des 3 et 4 février 2022 p. 3
- **Annexe**
 - *La Lettre de La Vérité* n^{os} 1 043 et 1 044 (6 et 23 janvier 2022) (extraits) p. 13
- **Climat, écologie, environnement :
une réunion-débat avec des jeunes.** p. 21
- **La dislocation du marché mondial
comme expression de la crise du capitalisme** p. 29
- **A propos de la situation en Chine** p. 39
- **Venezuela**
 - Et maintenant, où allons-nous ? p. 47
- **Guadeloupe, Martinique**
 - La résistance contre la barbarie capitaliste et colonialiste se poursuit p. 57

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Nous publions comme notes éditoriales d'importants extraits du rapport présenté au secrétariat international (SI) de la IV^e Internationale le 3 février 2022. Il s'agit ainsi de nous inscrire dans la préparation effective du X^e Congrès mondial de la IV^e Internationale.

Nous faisons suivre ces notes d'une annexe qui permet d'apporter un éclairage théorique et politique, revenant sur la méthode utilisée par Léon Trotsky dans sa discussion avec la section française entre 1934 et 1939.

Notes éditoriales

Dans le rapport discuté au secrétariat international de la IV^e Internationale des 3 et 4 février 2022

LA IV^e Internationale prépare son X^e Congrès mondial. Au centre : la construction du parti révolutionnaire, celle des sections de la IV^e Internationale et la manière dont cette question est posée au moment où une nouvelle situation est ouverte.

REVENIR SUR LA SITUATION MONDIALE

Pour mesurer la nature et l'ampleur des bouleversements en cours, il faut repartir de la décision prise en août 2021 par l'impérialisme américain de retirer ses troupes d'Afghanistan. Une décision matérialisant le franchissement d'une nouvelle étape dans la crise de toutes les formes de domination politique de l'impérialisme. En 1991, après l'effondrement de l'URSS, l'impérialisme américain a dû prendre en charge pour l'essentiel le maintien de l'ordre contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale. Un rôle qui concentre en son sein toutes les contradictions du système, ce qui est au-dessus de ses forces.

En signalant qu'ils n'avaient plus les moyens de garantir l'ordre mondial, les sommets de l'impérialisme le plus puissant ont par là même accéléré la dislocation de toutes les relations politiques établies depuis 1945.

A peine six mois plus tard, alors que les guerres se multiplient à travers la planète, c'est maintenant au tour de l'Europe d'être menacée de guerre sur la question de l'Ukraine. Poutine a amassé des troupes à la frontière de l'Ukraine et procède à des manœuvres militaires. Les États-Unis, suivis par l'OTAN, disposent des troupes dans les pays limitrophes à l'Ukraine. Une escalade se produit, pouvant à tout moment dérapé dans un conflit armé.

Pour Poutine, il s'agit, à travers cette opération, de préserver un espace régional sous son contrôle autour de la Russie et de défendre ainsi les privilèges des oligarques dont il est le président. En aucun cas il ne vise à restaurer l'URSS.

N'oublions pas que ce sont les chefs de la bureaucratie du Kremlin, que Poutine servait comme agent du KGB, qui portent la responsabilité de l'explosion de l'URSS.

Et Poutine, à la tête de la Russie, a poursuivi, comme tous les autres régimes des ex-républiques de l'Union soviétique, le démantèlement des conquêtes de la révolution d'Octobre à travers une privatisation massive qui a paupérisé les peuples de l'ex-Union soviétique. En recourant au nationalisme grand-russe à l'égard de l'Ukraine, Poutine vise également à détourner l'attention des peuples de la Fédération de Russie de la misère qui se répand.

Lors de la dislocation de l'URSS, sous le fallacieux prétexte de la défense européenne, les Etats-Unis, à travers le déploiement de l'OTAN et la militarisation de l'Europe, ont cherché à prendre le contrôle des ex-républiques de l'Union soviétique. Après le piteux départ d'Afghanistan, Biden cherche aussi à défendre le leadership des Etats-Unis, alors que son propre pays est marqué par une crise majeure et une fracturation sans précédent. Les Etats-Unis ne peuvent plus prétendre organiser le monde. Il n'y a pas de super-impérialisme capable de faire régner l'ordre sur le marché mondial en voie de désintégration. Ce qui ne veut pas dire que l'impérialisme américain n'en aura pas la tentation.

Le peuple ukrainien est aujourd'hui pris en otage entre les Etats-Unis, l'OTAN et Poutine. Ni le peuple russe ni le peuple ukrainien ne veulent la guerre. Ils se souviennent les uns comme les autres que le conflit dans l'est ukrainien (Donbass et Donetsk) a fait plus de 13 000 morts et a détruit toute une région.

Les aspirations nationales du peuple ukrainien ne peuvent trouver de réponse ni du côté de Poutine ni du côté des Etats-Unis : comme dans toutes les autres républiques de l'ex-URSS, la liberté et la souveraineté ne peuvent être assurées que par le combat des peuples pour se débarrasser des régimes d'oppression.

Sous les bruits de bottes, on sent l'odeur du gaz. Rappelons que la Russie fournit 40 % du gaz de l'Europe, dont 55 % en Allemagne, 66 % en Pologne et 100 % en Finlande. La Russie est également le troisième producteur mondial de pétrole derrière les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite. La Russie assure ainsi 11 % de l'offre mondiale en pétrole.

Au nom de la lutte contre la dépendance de l'Europe au gaz russe, les Etats-Unis proposent la vente de gaz liquéfié en provenance des Etats-Unis, bien entendu, mais aussi du Qatar. Comme l'écrit le journal patronal français *Les Echos* :

« La crise russe, c'est l'étincelle, mais le problème est ailleurs. Le marché pétrolier est structurellement déficitaire » (1).

C'est la crainte d'une nouvelle crise de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale. Et c'est une nouvelle fois l'expression de l'étroitesse du marché mondial, qui voit les trusts s'affronter dans une concurrence violente pour conquérir des parts de marché et organiser le pillage des matières premières.

Cette situation est à la base des guerres. L'impérialisme, c'est le militarisme et la guerre.

Au même moment, les positions occupées par l'impérialisme français en Afrique sont ébranlées par la révolte des peuples. Il y a dix ans, le président français François Hollande déclenchait l'opération Barkhane au Mali, prétexte de la prétendue guerre contre le terrorisme. Dix ans plus tard, toute la région du Sahel s'enfoncé toujours un peu plus dans la guerre, le pillage et le chaos. Des centaines de milliers d'êtres humains n'ont d'autre issue que l'exil. Pendant ce temps, les monopoles impérialistes qui se disputent le contrôle des matières premières voient leurs profits exploser. Récemment, plus de 2 millions et demi de Maliens ont manifesté aux cris de « *Dégage, l'armée française* », « *France, dégage* »... Rappelons qu'il y a soixante ans, l'impérialisme français a été contraint de céder leur indépendance aux peuples de l'Afrique de l'Ouest. Mais c'était une indépendance formelle : sous l'impulsion de De Gaulle, la « Françafrique » a été instaurée pour garder le contrôle des anciennes possessions coloniales. Aujourd'hui, sous les coups de boutoir de la révolte des peuples, c'est toute cette « Françafrique » qui est au bord de l'effondrement. L'impérialisme français cherche d'ores et déjà à exporter le chaos dans d'autres pays de la région en y renforçant sa présence militaire. Mais il est contraint de le faire dans un rapport où le moteur de la situation dans cette région est la mise en mouvement des peuples, avec la jeunesse en première ligne, pour parachever et imposer vraiment l'indépendance et la souveraineté que l'impérialisme et les gouvernements à sa solde avaient confisquées.

Une situation qui vérifie ce que nous écrivions dans la déclaration adoptée par le secrétariat international (SI) en septembre 2021 (2) :

« Une nouvelle étape vient d'être franchie : celle qui voit se clore la période ouverte en 1945, et qui voit les vieux empires se fissurer les uns après les autres sous la pression combinée de la résistance des peuples et de la classe ouvrière de leur propre pays (...). Dans cette nouvelle phase, les questions posées — et non résolues —, la question du pouvoir

(1) *Les Echos*, 15 février 2022.

(2) « Premières notes du secrétariat international préparatoires à la discussion du X^e Congrès mondial de la IV^e Internationale », 16 septembre 2021, publiées dans *La Vérité*, n° 109, septembre 2021, page 4.

vont resurgir dans toute leur puissance face à la marche à la barbarie qu'engendre le maintien du système impérialiste. »

UNE DÉCOMPOSITION DU SYSTÈME D'EXPLOITATION CAPITALISTE

A la racine de toute cette situation : la décomposition, le pourrissement du système d'exploitation capitaliste. Des masses colossales de capitaux s'accumulent qui ne trouvent pas à se valoriser sur un marché mondial trop étroit pour le capital. Tout le système étouffe dans ses contradictions. L'éditorialiste du *Point* Nicolas Baverez a écrit récemment un article (3) dans lequel il explique : en 2020, l'économie mondiale est en récession (estimée à 5 points) ; la même année, tous les indices boursiers ont littéralement explosé : l'indice *Standard and Poors* a enregistré une hausse de 18 % ; le NASDAQ, 43 %... Une augmentation de plus de 40 %. Et il conclut :

« Tous les signes d'une gigantesque secousse financière sont réunis. »

Les conditions qui ont conduit à l'explosion de la crise des *subprimes* en 2008 se sont depuis accumulées à un degré bien plus élevé, rassemblant tous les ingrédients d'un krach financier plus destructeur encore.

Le capital est face à ses contradictions insurmontables. C'est pourquoi il lui faut impérativement tenter de s'ouvrir de nouveaux marchés et, dans le même mouvement, détruire en masse les forces productives, les bases productives des nations, écraser la force de travail, étendre et généraliser le modèle d'une économie ubérisée et faire disparaître jusqu'au souvenir du moindre acquis collectif.

A titre d'exemple, les 30 et 31 octobre derniers, le G20 et la COP 26 se sont tenus en présence des chefs d'Etat des principales puissances. Biden et les autres chefs d'Etat, au nom de la défense du climat, ont proposé une « transition énergétique ». De quoi est-il question ? L'objectif du capital n'est pas de réorganiser l'économie, il est de poursuivre sa course au profit. Il n'y aura pas de « transition énergétique » : il s'agit de destruction de branches entières de l'industrie, avec à la clé des millions d'emplois détruits. La voiture électrique tant mise en avant par les tenants de la « transition énergétique » répond à la volonté d'ouvrir un nouveau

marché qui passe par l'interdiction de la voiture thermique et l'obligation (à l'horizon 2035 en Europe, par exemple) d'acheter des véhicules électriques. Le « coût » de l'opération est d'ores et déjà évalué à 100 000 emplois supprimés dans l'automobile en France, plus de 200 000 en Allemagne...

Dans cette offensive, rien ne doit subsister des systèmes de santé, d'instruction publique, des réglementations du travail et des droits collectifs qui y sont attachés... Dans ce cadre, les conquêtes démocratiques de la classe ouvrière, à commencer par l'existence d'organisations syndicales indépendantes, par le droit pour la classe de s'organiser, sont directement menacées et doivent disparaître. Elles sont incompatibles avec l'offensive destructrice qu'exige le capital financier. Ce n'est pas une perspective abstraite : les deux années qui viennent de s'écouler ont montré que la pandémie a offert une fenêtre de tir aux sommets du capital ; elle a fourni à nombre de gouvernements l'occasion pour se doter d'un arsenal liberticide et répressif renforcé dans des proportions inédites, pour décréter, sous couvert d'états d'urgence « sanitaires », des mesures d'exception dont tout indique que, contrairement aux annonces officielles, elles n'ont rien de provisoires, mais qu'elles ont vocation à perdurer et à devenir la règle.

LA RÉSISTANCE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Cette situation provoque la résistance des travailleurs et des peuples, et menace à tout moment de déboucher sur l'ouverture d'une crise révolutionnaire. Les sommets du capital financier, les institutions et les gouvernements à leur service s'en alarment. Le rapport introductif à la discussion du SI d'avril 2021 citait le Fonds monétaire international (4) :

« Le risque d'émeutes et de manifestations contre les gouvernements augmente. Le risque de crise politique grave (événements pouvant faire tomber les gouvernements qui surviennent généralement dans les deux années suivant une épidémie majeure) augmente. »

(3) Nicolas Baverez, « Editorial », *Le Point*, février 2022, consultable sur le site : www.lepoint.fr

(4) Rapport du secrétariat international d'avril 2021, cité dans *La Vérité*, n° 109, sept. 2021, page 6.

Ils n'ont pas oublié les processus révolutionnaires qui ont eu lieu en Algérie, au Liban, en Irak, à Hong Kong, au Chili, en Equateur... Des soulèvements dirigés contre les régimes au pouvoir, contre toutes les forces attachées au maintien du régime, du système, pour qu'ils « dégagent tous ». Des processus auxquels, bien qu'avec une moindre ampleur, faisait écho le mouvement des gilets jaunes en France la même année. Autant de soulèvements qui ont surgi et se sont développés en dehors des partis traditionnels, largement discrédités et rejetés. Mais autant de soulèvements qui n'ont pas abouti, posant par là même la question du pouvoir de manière encore plus aiguë, et donc la question du regroupement politique de l'avant-garde pour aider les masses à s'ouvrir une issue.

Ces processus ne sont pas effacés, comme le montrent en 2021 la mobilisation des masses en Colombie, le soulèvement de tout le peuple palestinien et aujourd'hui les manifestations de masse au Mali et dans de nombreux pays du Sahel.

En Guadeloupe et en Martinique, l'obligation vaccinale a été l'étincelle qui a fait exploser la colère accumulée dans les peuples de ces dernières colonies françaises contre les conséquences de l'oppression et de la domination coloniales.

Et même si cela n'a pas la même ampleur, depuis plusieurs mois, dans de nombreux pays d'Europe et récemment au Canada, des manifestations venues d'en bas, en dehors des organisations traditionnelles, ont lieu, dirigées contre les restrictions et les mesures coercitives des états d'urgence prétendument sanitaires. Des développements sporadiques à cette étape, mais qui donnent une indication de ce qui mûrit dans les profondeurs de la classe.

Littéralement terrorisés par l'ampleur des réactions que leurs plans destructeurs ne peuvent que provoquer dans de larges couches, les sommets du capital financier et de l'impérialisme, instrumentalisant cyniquement la pandémie, orchestrent depuis deux ans une véritable campagne de terreur et cherchent à instaurer le consensus, dans l'objectif de museler la classe ouvrière et de s'assujettir les directions des organisations de classe dans une union nationale d'un nouveau genre.

Ce consensus pour lequel tous les moyens sont bons (la pandémie, le climat...) répond à un besoin d'autant plus impérieux que les par-

tis traditionnels qui se réclamaient de la classe ouvrière, et qui, pendant des décennies, ont encadré le mouvement ouvrier, canalisé et fait barrage au mouvement de la classe, sont en crise, voire en voie d'effondrement.

En 2016, dans la déclaration adoptée au IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, nous écrivions (5) :

« Dans une tentative désespérée de sauver le système d'exploitation barbare qui étouffe sous le poids de ses contradictions fondamentales, l'impérialisme (incluant toutes ses composantes concurrentes) a décidé, de la façon la plus cynique, de mettre en scène les horreurs qu'il a organisées. Cela afin de terrifier les travailleurs et les peuples du monde entier, pour essayer de se donner les moyens de dynamiter les principales conquêtes sociales et politiques arrachées par la lutte séculaire du prolétariat, ce qu'il n'a jamais réussi à faire... »

Il a décidé de tenter, dans ce même mouvement, le dynamitage de toutes les conquêtes démocratiques obtenues par la lutte émancipatrice des peuples arrachant leur souveraineté des mains des puissances coloniales. Pressé par la crise financière d'une ampleur sans précédent dans son histoire, l'impérialisme a décidé de tenter le tout pour le tout. »

Nous y sommes. En 2020, la pandémie de Covid se répand. Les mêmes gouvernements qui n'ont eu de cesse de détruire pan par pan les systèmes de santé publique, et qui, de ce fait, sont coupables de l'ampleur des dégâts et du désastre sanitaires, ont immédiatement déclaré « *Nous sommes en guerre* ». Ils ont décrété que l'urgent était de « *Tous s'unir contre le virus* ». La référence à la guerre ne doit rien au hasard : à « l'union sacrée » pour défendre la patrie en temps de guerre devrait désormais se substituer le consensus contre le virus. Et dans de très nombreux pays, les partis de « gauche » comme de droite ont apporté leur concours à cette opération. Quant aux directions des organisations de classe, elles se sont pour la plupart adaptées, ont mis leur activité en veilleuse, quand elles n'ont pas tout simplement appelé leurs militants à rester chez eux, au moment même où, sous couvert d'une situation d'urgence, les gouvernements décrétaient des mesures d'exception et opéraient un véritable coup de force à froid...

(5) « Déclaration du IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, 8, 9 et 10 février 2016 », *La Vérité*, n° 89, mars 2016, page 7.

L'obligation vaccinale, ouverte ou déguisée, a ainsi été l'instrument pour imposer des mesures destinées à tétaniser les travailleurs, l'outil pour licencier brutalement et au mépris de toutes les réglementations existantes des dizaines de milliers de salariés, en premier lieu les soignants. Force est de constater que les directions syndicales sont restées l'arme au pied et ont consenti au coup de force...

A l'opposé exact du consensus qui est la négation de la lutte de classe, ou, pour le dire autrement, un corporatisme mis au goût du jour, pour la IV^e Internationale les choses sont claires : une ligne de délimitation nette sépare ceux qui acceptent d'accompagner la destruction des bases productives de la société et ceux qui refusent, qui résistent, qui disent non. Nous sommes avec notre classe, du côté de la majorité exploitée contre la minorité exploiteuse.

Notre ligne fondamentale, c'est celle de l'indépendance de classe : aucun consensus, aucun soutien aux mesures du capital et de ses gouvernements.

Sur cette orientation, la IV^e Internationale combat avec et aux côtés des nombreux militants syndicalistes qui cherchent à se réapproprier leurs organisations syndicales contre la politique d'accompagnement des sommets, avec et aux côtés de tous les groupements, les militants qui se dégagent du carcan dans lequel les appareils cherchent à les enfermer.

Dans la nouvelle situation qui est ouverte, de nouvelles forces se dégagent, imposant aux militants révolutionnaires de ne pas rester enfermés dans la routine, de se tourner résolument vers ces nouvelles couches pour assurer la continuité du combat émancipateur et, ce faisant, se lier à une large avant-garde. C'est tout le contenu de la discussion préparatoire au X^e Congrès mondial.

Pour l'alimenter, nous venons à cette discussion la contribution de la section française qui a réuni, les 29 et 30 janvier derniers, une conférence nationale du courant communiste internationaliste (CCI), section française de la IV^e Internationale.

Extraits du rapport introductif fait le 29 janvier 2022 à la conférence nationale du courant communiste internationaliste du POI

« **L** A conférence nationale du CCI a été convoquée pour que les camarades présents au congrès du CCI, tenu il y a sept mois, puissent discuter la signification de la décision prise par la direction d'être partie intégrante du parlement de l'Union populaire, puissent en tirer les conséquences, en apprécier le bien-fondé (ou non), en la soumettant à l'épreuve des faits, à l'activité concrète des militants du CCI.

Rappelons brièvement la chronologie des faits et ce qu'est l'Union populaire qui a été constituée.

La direction nationale du CCI, en octobre dernier, a pris la décision de s'engager pleinement dans la campagne pour le vote Mélenchon. Parce que ce candidat, dans les conditions qui sont celles que l'on connaît aujourd'hui dans ce pays, incarne de fait une orientation de rupture. Nous partons d'une appréciation qui concentre notre orientation : dans ce contexte de fragilité, d'instabilité extrêmes, des millions décidant de s'engouffrer dans le vote Mélenchon, ce serait une modification en profondeur de toute la situation politique du pays, une modification des conditions mêmes de la lutte de classe. Nous nous engageons totalement pour que ce basculement ait lieu. Nous engageons pleinement cette campagne, confirmée par le dernier congrès du POI qui y a adopté une *"Lettre aux abstentionnistes, à tous ceux qui résistent"* pour le vote Mélenchon, qui est notre passeport politique dans cette campagne.

Le 5 décembre dernier, le parlement de l'Union populaire de Mélenchon, regroupant des militants et des personnalités d'origines diverses, s'est réuni à Paris. Nous avons décidé d'en être.

Je pense que cette décision s'inscrit totalement dans la continuité de notre stratégie de construction du parti révolutionnaire sur la ligne de la transition.

Nous avons publié des extraits des textes de Léon Trotsky sur son attitude en 1934 vis-à-vis de la SFIO, et en 1938 vis-à-vis du PSOP de Marceau Pivert (6). Des textes qui s'inscrivent dans la bataille qu'il engage à partir de 1933 pour construire la IV^e Internationale. Les conditions historiques sont différentes, mais retenons la méthode : à l'opposé de toute conception autoproclamatoire du parti, Trotsky mène un combat incessant pour dégager à chaque étape les voies, les moyens pour se lier à l'avant-garde. Pour cela, il est amené à ajuster à chaque fois la tactique en fonction de la situation, du mouvement réel de la lutte de classe dans le mouvement ouvrier, de l'évolution des rapports entre la classe et les directions, entre l'avant-garde et les appareils, entre la classe et l'avant-garde. Revenant sur le combat des bolcheviks-léninistes pour la IV^e Internationale, un article de *La Vérité* de 1987 (7) précise :

« Le rôle de la fraction des bolcheviks-léninistes n'est pas, ne peut pas être, de se développer jusqu'à devenir eux-mêmes et dans tous les pays le parti révolutionnaire et la IV^e Internationale. Il est bien plutôt d'être "la fraction la plus résolue", qui rassemblera avec elle, sinon autour d'elle, les courants communiste et socialiste en rupture avec le réformisme et le stalinisme, élément indispensable donc, mais pas pour autant hégémonique. Encore qu'il s'agisse de gagner ces courants dans le cours de la lutte commune aux principes et à la stratégie que concentrera plus tard le *Programme de transition*. »

Cette méthode est celle de Trotsky, c'est celle de la IV^e Internationale, c'est la nôtre.

S'inspirant de la méthode de Trotsky, la première matérialisation de la ligne de la transition en matière de construction du parti, avant même qu'elle ne soit formalisée dans une résolution, c'est, en 1958, la décision prise par le groupe Lambert de publier *Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte de classe. *Informations ouvrières*, publié par les trotskystes, mais qui ouvre ses colonnes à des militants qui ne le sont pas, à qui on ne pose pas comme condition de rejoindre la IV^e Internationale, d'adhérer à son programme, mais qui se retrouvent avec nous, à égalité, sur un terrain commun, celui de la lutte de classe, de l'indépendance de classe.

Il y a eu plusieurs formes de regroupement politique : dans la région de Nantes, le Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière (CLADO), puis les comités pour l'Alliance ouvrière et bien d'autres formes correspondant à une même recherche, une même orientation, débouchant sur la formalisation de la ligne de la Ligue ouvrière révolutionnaire. Une ligne qui vise à chaque fois à se lier à la couche de militants qui cherchent à se dégager des appareils, pour les organiser sur un terrain d'indépendance de classe ; des militants qui ne vont pas du jour au lendemain adhérer à la IV^e Internationale mais avec qui il faut, pas à pas, trouver les formes d'organisation, à égalité avec les trotskystes, pour combattre ensemble. Cette orientation a débouché, comme on le sait, sur le Mouvement pour un Parti des travailleurs, le Parti des travailleurs, le POI, etc. Et à l'Entente internationale des travailleurs, constituée en 1991, à la conférence de Barcelone.

Certes, le pronostic que nous avons fait, selon lequel des pans entiers du PS et du PCF se détacheraient de leurs appareils, ouvrant la voie à de larges regroupements incarnant la ligne de la transition, ne s'est pas vérifiée. Mais s'arrêter à ce constat procéderait d'un point de vue formaliste. Ces partis, le PS comme le PCF, se sont effondrés. On le voit aujourd'hui. Ils ne se relèveront pas, ce qui est une très bonne nouvelle. Et cela correspond à une situation où de nouvelles forces, de nouvelles couches se dégagent.

Et tout au long de ces années, même si nous n'avons pas eu le succès que nous espérons, nous n'avons pas plié, nous n'avons rien lâché sur notre orientation, celle de la IV^e Internationale : l'internationalisme et la lutte de classe. Nous ne sommes

(6) Référence à deux numéros de *La Lettre de La Vérité* : n° 1 043 (6 janvier 2022) et n° 1044 (20 janvier 2022). Nous reproduisons, en annexe de ces notes, des extraits de ces deux numéros de la publication de la section française de la IV^e Internationale (cf. pages 13 à 20).

(7) Lucien Gauthier, « Sur la fondation de la IV^e Internationale », *La Vérité*, n° 600, juin 1987, page 105.

plus des exilés au sein de notre propre classe : nous avons arraché de haute lutte la place que nous occupons dans le mouvement ouvrier. Nous avons réussi à nous implanter, à prendre notre place à égalité avec les autres cadres ouvriers dans les organisations de classe, dans le mouvement syndical.

Je donnerai un exemple : nous menons en ce moment bataille pour la défense d'Elie Domota. Cette bataille, c'est la place de la IV^e Internationale, c'est la défense de l'indépendance de classe, c'est le combat contre l'impérialisme et, en l'occurrence, contre notre propre impérialisme. Depuis plusieurs semaines, des prises de position sont adoptées à l'échelle internationale, en France, prises de position qu'il faut encore nettement amplifier. Cette campagne s'inscrit dans la continuité de celle que nous avons menée pour la libération de Louisa Hanoune. Et l'ampleur de cette bataille indique la place que la IV^e Internationale et ses militants occupent aujourd'hui.

Le bien-fondé de notre orientation depuis des années

La mise en place de l'Union populaire répond au besoin de larges regroupements sur une ligne de rupture. La constitution de l'Union populaire n'est pas à notre initiative. Elle n'emprunte pas exactement les voies que de nous-mêmes nous aurions choisies ou pour lesquelles de nous-mêmes nous aurions opté. Mais ne perdons pas de vue ce qui est d'ores et déjà le contenu de l'Union populaire. Un regroupement et un cadre larges, qui ne se limitent pas à la France insoumise, mais qui se veulent ouverts à de nombreuses composantes, à des groupes, des militants d'origines très diverses, aux parcours, aux expériences très différentes — dont plusieurs ne font pas partie de la « surface » qui est habituellement la nôtre — tous rassemblés sur une orientation de rupture avec la politique de Macron, avec les gouvernements successifs de la V^e République. Une orientation revendiquée en permanence de refus de tous les rafistolages avec les débris de l'Union de la gauche.

Une mécanique est enclenchée. Comment va-t-elle évoluer ? Jusqu'où va-t-elle aller ? A cette étape, nous ne pouvons pas le dire. Mais nous savons que nous avons un rôle à jouer. Et cette mécanique, même si ce n'est pas nous qui l'avons impulsée, s'appuie aussi sur notre existence, sur les positions et les combats de la IV^e Internationale, sur la place qui est la nôtre, et dont *Informations ouvrières* est l'expression concentrée (...).

Le parlement de l'Union populaire, pour sa deuxième session, s'est réuni dans les locaux qui sont ceux des trotskystes. C'est une expression des nouveaux rapports et de la place que peut y occuper la section française (...). C'est la reconnaissance de notre apport spécifique, et donc de la place que nous devons être capables d'occuper dans la mécanique qui s'est mise en œuvre.

Et donc, il n'y a pas, du point de vue de l'orientation de la IV^e Internationale, de sa section française, de « tournant », de « changement » stratégiques. C'est toujours la ligne de la transition, mais appuyée sur une tactique adaptée, ajustée aux conditions du moment, c'est-à-dire à la nouvelle situation politique et aux développements en cours dans le mouvement ouvrier.

Au risque d'être schématisés, on pourrait dire que pendant des décennies, parce que cela correspondait aux conditions politiques de la période, nous avons combattu sur la perspective que des pans, des fragments, des militants se détacheraient des organisations traditionnelles pour venir dans les organisations dans lesquelles nous sommes, pour rejoindre les rangs de la IV^e Internationale se construisant sur la ligne de la transition.

Aujourd'hui, une situation nouvelle se présente à nous, qu'aucune génération de militants de la section française de la IV^e Internationale n'a connue jusque-là : prendre notre place dans un regroupement initié par d'autres.

Insistons sur un point : la campagne que nous avons engagée à partir de la direction nationale (DN) du mois d'octobre, qui a ensuite été confirmée et approfondie par

le congrès du POI de décembre, n'est pas comparable avec le vote Mitterrand en 1981. La bataille pour le vote Mitterrand, c'était une bataille pour le front unique des partis ouvriers qu'étaient le PS et le PCF, pour un vote inconditionnel, au-delà du programme de Mitterrand, pour chasser Giscard, et ouvrir la voie à la mobilisation des masses sur leur propre plan.

Aujourd'hui, notre engagement dans l'Union populaire n'a rien d'inconditionnel : ce qui le détermine, c'est ce qu'est l'Union populaire et ce qu'ont fait concrètement les militants et dirigeants de LFI tout au long du quinquennat de Macron, sur une ligne de rupture.

Un exemple (qui s'inscrit dans la continuité de l'attitude de Mélenchon face aux mesures liberticides de l'état d'urgence, de son refus affirmé de participer à la manifestation des policiers en direction de l'Assemblée nationale...) : la position continue de Mélenchon, de La France insoumise sur le passe sanitaire et sur le passe vaccinal. Dans cette situation de crise prétendument sanitaire qui donne lieu depuis deux ans à une gigantesque manipulation, où s'exerce une pression incroyable pour imposer ou tenter d'imposer un consensus, pour museler la classe, se soumettre les directions des organisations de classe, les positions de La France insoumise et de Mélenchon, sur lesquelles ils n'ont jamais lâché, sont un aspect majeur (...).

Dans quel contexte cela s'inscrit-il ? Les résolutions adoptées il y a sept mois par le dernier congrès du CCI sont d'une actualité totale. Pour caractériser la situation, nous avons établi que tous les processus à l'œuvre « *conduisaient à une polarisation, une radicalisation des forces de classe en présence* ». Au moment où nous sommes, dans ce qui reste des colonies françaises, en Guadeloupe et en Martinique, face au soulèvement contre les conséquences de la domination et de l'oppression coloniales, l'Etat français, l'impérialisme français déchaînent la répression, multiplient les coups tordus, les pires provocations, et déclenchent la chasse aux sorcières. Bien sûr, il faut se garder de toute analogie. La situation en Guadeloupe, c'est la situation d'un peuple qui subit la domination coloniale. Mais tous les ingrédients réunis ici même conduisent à une situation du même type. Un fait est très significatif : juste après la provocation de Macron (« *J'emmerde les non-vaccinés* »), quelques jours plus tard, il y a le 13 janvier, c'est-à-dire cette explosion de révolte venue d'en bas, débouchant sur le raz-de-marée de la grève des enseignants, avec un contenu très politique, directement dirigé contre Macron, contre son ministre Blanquer et contre sa politique. Au même moment, de multiples conflits éclatent, dans quantité de secteurs, dans l'industrie, les transports notamment. Et plusieurs de ces grèves ont les mêmes caractéristiques que le 13 janvier. Cette résistance, cette recherche par la classe ouvrière des moyens pour s'ouvrir une issue, c'est ce qui marque toute la situation (...).

La situation aujourd'hui, c'est l'obligation pour les travailleurs de se défendre contre une désagrégation sans précédent de la classe ouvrière et de toute la société. Une situation qui peut déboucher à tout moment sur l'ouverture d'une crise révolutionnaire. Et c'est, d'abord et avant tout, la résistance aux plans du capital. Dans cette situation où les partis qui, des décennies durant, ont encadré la classe, encadré le mouvement ouvrier, s'effondrent, de nouvelles forces et de nouvelles couches se mettent en mouvement. Notre ligne, c'est d'aider, par la bataille que nous avons engagée, à regrouper tous ceux qui résistent, tous ceux qui refusent (quelles que soient par ailleurs les illusions électoralistes que certains peuvent avoir...) et qui se retrouvent de fait sur une ligne diamétralement opposée au consensus dans lequel le capital et son gouvernement, avec l'aval des directions, voudraient encamisoler la classe ouvrière. Se regrouper, se lier à tous ceux qui résistent et tous ceux qui refusent, c'est notre fil à plomb, et nous nous engageons dans cette bataille avec toutes nos forces et sans aucune réticence. Et nous nous y engageons avec ce qui fait ce que nous sommes, c'est-à-dire la IV^e Internationale (...).

Dans la réunion du parlement de l'Union populaire qui s'est tenue dans notre local, Mélenchon dit : « *Chacun doit rester ce qu'il est, chacun garde sa particularité.* » Cette question est essentielle : notre particularité, c'est l'internationalisme, c'est

la lutte de classe, c'est le mouvement ouvrier (...). De ce point de vue, est-ce que le vote Mélenchon n'est pas un enjeu également pour les militants et les cadres syndicalistes ? De nombreux militants et responsables syndicaux cherchent, sur le terrain de la lutte de classe, à aider les travailleurs dans leurs secteurs contre la politique du gouvernement Macron. Les mêmes, au sein de leurs organisations, refusent le consensus, l'accompagnement des plans gouvernementaux, et cherchent à défendre l'indépendance de leurs organisations syndicales. Regrouper ces militants dans un appel de militants syndicalistes pour le vote Mélenchon les engage sur une ligne politique de rupture, qui s'exprimera au plan électoral mais aussi sur le terrain de la lutte des classes. C'est un point d'appui pour combattre pour la défense de l'indépendance des organisations de classe.

Dans les deux mois qui viennent, qu'avons-nous à faire ? La campagne que nous avons décidée pour organiser le vote Mélenchon, et notre intervention dans la lutte de classe.

Nos tâches de construction dans cette campagne se concentrent sur trois points. L'élargissement de l'utilisation, en premier lieu en direction des militants du mouvement ouvrier, des militants syndicalistes, de la « *Lettre aux abstentionnistes, à ceux qui résistent, qui veulent que ça s'arrête* » pour contribuer au vote Mélenchon, et dans cette bataille aider à regrouper, à organiser une force (...). En relation avec cette bataille, en nous appuyant sur la décision du bureau national du POI d'engager une campagne d'abonnements à *Informations ouvrières*, est-ce que nous gagnons des centaines et des centaines d'abonnements supplémentaires ? (...) Et bien évidemment, notre renforcement, la construction de la IV^e Internationale, impliquant un plan centralisé de réunions publiques, de recrutement, pour gagner à la IV^e Internationale toute une couche de nouveaux militants ?

Nous ne savons pas comment la situation va évoluer. Cela ne sert donc à rien de faire des supputations, ni sur le POI ni sur le CNRR : c'est la combinaison entre l'évolution de la lutte de classe, le résultat des élections, l'évolution, dans ce cadre, de l'Union populaire, c'est la combinaison de tous ces facteurs qui nous permettra d'y réfléchir. Et c'est la raison pour laquelle je sou mets la proposition suivante : organiser au mois de juin une nouvelle conférence nationale pour faire le bilan et tirer les leçons de ce que nous avons engagé. »

UNE PÉRIODE SE CLÔT, UNE NOUVELLE S'OUVRE...

Cette discussion qui a eu lieu à la conférence nationale du CCI, il ne s'agit pas d'en faire un modèle : c'est une contribution de la section française à la discussion préparatoire du X^e Congrès mondial. Chaque situation nationale a ses caractéristiques propres. Mais, répétons-le, une période, celle issue de 1945, se referme. Une nouvelle situation s'ouvre à l'échelle mondiale qui nécessite d'ajuster à chaque fois...

La préparation du X^e Congrès mondial de la IV^e Internationale s'organise autour de la discussion sur la construction de la IV^e Internationale et des partis révolutionnaires. Bien évidemment, c'est dans la continuité de la ligne de la transition en matière de cons-

truction du parti révolutionnaire. Cette orientation générale doit intégrer le nouveau cours de la situation mondiale et de la situation du mouvement ouvrier pour définir les tactiques adéquates à ces développements.

C'est cette discussion qui doit se mener dans chaque section de la IV^e Internationale pour trouver les voies et les moyens de nous lier à ces nouvelles forces qui se dégagent.

Dans une note du secrétariat international (8), nous écrivions :

« Une nouvelle situation s'est ouverte, le paysage politique de tous les pays est bouleversé. Des forces nouvelles se libèrent de la tutelle des vieilles organisations, elles exigent que les révolutionnaires surmontent la routine, inévitablement produite par des décennies de com-

(8) Note préparatoire au SI des 3 et 4 février 2022. Extrait cité dans la résolution adoptée par ce SI.

bat pour la construction du parti révolutionnaire dans une situation de relative stabilité, pour leur ouvrir les portes du X^e Congrès mondial de la IV^e Internationale. »

Rappelons ce qu'expliquait Léon Trotsky en 1934 (9) :

« La période préparatoire de propagande nous a fourni les cadres sans lesquels nous ne pouvions avancer d'un pas, mais nous en avons hérité le fait que puissent s'exprimer à l'intérieur de l'organisation des conceptions tout à fait abstraites de la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale (...).

Ces sectaires ajoutent souvent que les événements révolutionnaires poussent inéluctablement les travailleurs vers nous. Cette expectative passive, couverte d'un messianisme idéaliste, n'a rien de commun avec le marxisme. Les événements révolutionnaires passent toujours et inéluctablement par-dessus les têtes de toutes les sectes. On peut, au moyen d'une littérature propagandiste, si elle est bonne, éduquer les premiers cadres, mais on ne peut pas gagner l'avant-garde prolétarienne qui ne vit ni dans un cercle ni dans une salle de classe, mais dans une société de classe, dans une usine, dans les organisations de masse, une avant-garde à laquelle on doit savoir parler dans le langage de ses expériences. Les cadres propagandistes les mieux préparés ne peuvent que se désintégrer s'ils n'entrent pas en contact avec la lutte quotidienne des masses. L'attente des bordiguistes (10) que les événements révolutionnaires poussent d'eux-

mêmes les masses vers eux en récompense de leurs idées "justes" est la plus cruelle de leurs illusions.

Pendant les événements révolutionnaires, les masses ne cherchent pas l'adresse de telle ou telle secte, mais passent par-dessus. Pour grandir plus vite pendant la période de flux, pendant la période préparatoire, il faut savoir où l'on trouvera des points de contact dans la conscience de larges cercles de travailleurs. Il faut établir des relations adéquates avec les organisations de masse. Il faut trouver le point de départ juste, correspondant aux conditions concrètes de l'avant-garde prolétarienne dans la personne des divers groupes. Et, pour cela, il faut non seulement ne pas se prendre pour un palliatif en guise du nouveau parti, mais seulement pour l'instrument de sa création. »

Jérôme Legavre
17 février 2022

(9) Léon Trotsky, « D'un groupe propagandiste au travail de masse », octobre 1934, *Œuvres*, tome 4, éd. EDI, pages 225-232.

(10) Partisans de Amadeo Bordiga (1899-1970), dirigeant du Parti communiste italien à partir de 1921, chef de file d'une tendance refusant la tactique du Front unique ouvrier. Opposé à Staline, il est évincé de l'Internationale communiste, puis de la direction du PCI en 1926. Par la suite, il s'est opposé à la IV^e Internationale et a développé un courant sectaire connu sous le nom de bordiguisme.

ANNEXE

La Lettre de La Vérité, n^{os} 1 043 et 1 044, 6 et 23 janvier 2022 (extraits)

SI toute analogie historique a ses limites, il n'en demeure pas moins que la méthode utilisée par Léon Trotsky dans les années 1934 à 1939 pour sortir les bolcheviks-léninistes de leur relatif isolement s'avère d'une brûlante actualité.

« Sans analogie historique, il est impossible d'apprendre de l'histoire. Mais une analogie doit être concrète : les ressemblances ne doivent pas faire oublier les différences » (Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 5, page 82).

DÉFINIR À CHAQUE ÉTAPE LES VOIES ET LES MOYENS DE SE LIER

Pour Trotsky, le parti n'est pas une catégorie abstraite ; la construction d'un parti ne procède pas d'une série d'affirmations justes qui mèneraient les masses à affluer vers celui-ci. A l'inverse, pour Trotsky, il s'agit de définir à chaque étape les voies et les moyens de se lier, non pas aux masses en général, mais à l'avant-garde pour trouver le chemin des masses et ainsi avancer sur un terrain de construction.

A chaque étape, car pour Trotsky, les voies et les moyens sont déterminés par la lutte des classes, la situation concrète. C'est ainsi qu'il n'y a pas une forme unique, abstraite. Tout au long de l'histoire de la IV^e Internationale, les formes pratiques ont varié, mais l'axe — la construction de la IV^e Internationale — demeure.

Cette méthode de Trotsky est la nôtre. Comment, aujourd'hui, en fonction des développements actuels de la lutte des classes, de la situation mondiale, formuler

concrètement la tâche de la construction du parti révolutionnaire ? Ce n'est pas une question simple.

Les processus sont complexes, et il nous faut à la fois développer des positions justes adaptées à la situation, à la maturation au sein de la classe ouvrière, aux différenciations qui s'opèrent au sein du mouvement ouvrier, et trouver les formes organisées permettant de se lier à la large avant-garde qui se dégage, en se dégageant soi-même de toute idée qu'il suffirait d'affirmer la nécessité du parti pour que celui-ci se construise. Il faut, à chaque étape, définir les formes d'intervention en fonction de la situation actuelle, en s'appuyant sur l'expérience accumulée depuis la fondation de la IV^e Internationale.

Rappelons les circonstances particulières, inédites et très difficiles, dans lesquelles interviennent ceux qui se regroupent dans l'Opposition internationale avec Trotsky à partir de 1929. La II^e Internationale a trahi en août 1914 et soutenu l'Union sacrée pendant la grande guerre de 1914-1918.

La III^e Internationale s'est construite entre 1919 et 1924 dans une vague révolutionnaire commencée avec la victoire de la révolution russe en 1917, mais suivie par des défaites en Allemagne, Italie, Autriche, Hongrie, etc. Lénine résume le problème : la bourgeoisie n'a pas réussi par la guerre civile à nous détruire, mais elle nous a affaiblis de sorte que nous avons un Etat ouvrier à tendance bureaucratique. La bureaucratie qui prend le contrôle du Parti bolchevique et de l'Etat gangrène l'URSS entre 1924 et 1929, brise toute discussion dans l'Internationale et impose en 1930-1933 une politique qui impuissante la classe ouvrière allemande et fraye la voie à Hitler.

L'Opposition communiste internationale regroupée autour de Trotsky tire le bilan de la catastrophe allemande et engage le combat pour une nouvelle Internationale. En France, le groupe des bolcheviks-léninistes doit dépasser l'état d'un groupe de propagande qui a défendu le combat de Trotsky en URSS, puis son analyse de la dégénérescence de l'Internationale communiste (Chine, Allemagne), mais qui se trouve isolé par la campagne d'insultes et de calomnies staliennes, en particulier des ouvriers du Parti communiste français (PCF), alors qu'il était une opposition dans le PCF. La terrible répression nazie en Allemagne conduit les militants de la SFIO (PS) à se radicaliser. Des courants de gauche s'y constituent. Dans le PCF, toute discussion est impossible, et ceux qui veulent se battre se tournent vers la SFIO. Le 6 février 1934, la manifestation fasciste tente un coup qui ne va pas jusqu'au bout mais fait basculer le gouvernement parlementaire sur une composition plus réactionnaire. Les bolcheviks-léninistes ont fortement combattu pour l'unité PCF-SFIO et joué un rôle important qui aboutit à l'appel à la grève et à la manifestation du 12 février 1934, où les deux cortèges fusionnent dans la rue sous la pression des masses ouvrières. La situation a changé, que faire ?

LE "TOURNANT FRANÇAIS"

Examinons la proposition de Léon Trotsky en 1934. Il propose en France (d'où le nom de « *tournant français* ») d'entrer dans la SFIO (il va étendre cette orientation à d'autres pays). Trotsky n'a aucune illusion dans la social-démocratie, qui représentait à l'époque un puissant parti ouvrier.

Mais après l'écrasement du prolétariat allemand en 1933 du fait de la politique conjointe du stalinisme et de la social-démocratie, Trotsky dénonce la faillite de la III^e Internationale et dégage de cela la nécessité de combattre pour la IV^e Internationale. Les groupes de l'Opposition de gauche étaient jusque-là des groupes de propagande en direction des militants des partis communistes. Là, il s'agit d'un tournant : les cercles propagandistes doivent passer à l'action concrète de construction de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale.

Avec le choc de la victoire d'Hitler, des couches entières de travailleurs, notamment de jeunes, se radicalisent et, en opposition au monolithisme stalinien, entrent à la SFIO en

France, au PSOE en Espagne, etc., au sein desquels la crise a ouvert des failles.

Le 29 juin 1934, Léon Trotsky lance la discussion :

« Par sa politique de "sécurité collective", l'accélération de ses armements, l'impérialisme français est en train de faire ouvertement ses préparatifs pour la guerre qui vient (...).

Les masses travailleuses, lourdement frappées par le gouvernement de trêve, n'ont pu, du fait de leurs organisations, résister efficacement sur le terrain économique. Mais sur le plan politique, leur effervescence est manifeste : la bataille tend à s'élargir sur un rythme rapide. Nous sommes entrés dans une période de combat prérévolutionnaire ardent où les regroupements décisifs pour toute une période s'effectueront dans les masses (...).

La conscience politique de couches importantes de militants se modifiera rapidement dans l'action, les résistances conservatrices des bureaucraties seront affaiblies par l'action (...). Tout cela crée pour notre avant-garde une situation tout à fait nouvelle, et qui exige un sérieux examen de nos tâches » (« Contribution à la discussion sur la situation de la Ligue et ses tâches », 29 juin 1934, *Œuvres*, tome 4, pages 113 à 116).

Après avoir fait une analyse des forces et faiblesses de la Ligue communiste, il poursuit :

« Il faut franchir une étape décisive, nous rapprocher d'un groupe d'ouvriers qui évolue vers des idées révolutionnaires, lui servir de catalyseur, augmentant ainsi nos possibilités.

Sans renier aucune de nos positions et sans nous dissoudre, il nous faut porter le combat au cœur même de ce groupe en pleine évolution. Nous avons retracé plus haut le tableau de nos difficultés et de nos faiblesses particulières, *mais nous ne devons pas sous-estimer la valeur de nos noyaux propagandistes et de leurs capacités*. Il suffit que nous les placions au bon endroit pour que leurs lents progrès se transforment en bonds en avant décisifs.

Où ? L'accès dans le parti SFIC (PCF) nous est interdit par son régime interne. Et il ne saurait aucunement être question de capituler.

Reste la SFIO. Sa situation interne nous donne la possibilité d'y entrer sous notre propre drapeau (...). Il n'est pas question de nous dissoudre : *nous entrons en tant que fraction bolchevique-léniniste, nos liens d'organisations restent les mêmes, notre presse subsiste, exactement comme la Bataille socialiste* et d'autres (...).

Avant de proposer des modalités, je tiens à souligner que l'ensemble de cette orientation dépend directement de notre caractérisation politique de la crise actuelle et des rapports de force à l'intérieur du mouvement prolétarien » (*Ibidem*, pages 121-122).

Pour Léon Trotsky, entrer dans ces partis vise précisément à ce que les groupes nécessairement propagandistes se lient à ces secteurs d'avant-garde pour avancer dans la construction du parti. Il ne s'agit pas, pour Léon Trotsky, d'entrer à vie dans les PS, mais d'y entrer pour gagner cette avant-garde. Léon Trotsky va se heurter dans les rangs de ses partisans à de nombreuses résistances : l'incapacité à rompre avec le propagandisme, la « pureté doctrinale » et le sectarisme sont autant d'expressions d'un profond opportunisme de ceux qui s'opposent au tournant vers la IV^e Internationale.

Répondant à ces objections, Léon Trotsky écrit :

« Pourtant, n'avons-nous pas proclamé la nécessité de créer un nouveau parti et une nouvelle Internationale ? Ce programme demeure intégralement valable. Mais nous ne nous sommes jamais engagés à ne plus rien faire que contempler notre nombril jusqu'au moment où la IV^e Internationale se rassemblerait autour de nous. Nous avons toujours dit que les voies de sa constitution seraient complexes et ne revêtraient pas les mêmes caractères dans tous les pays (...) » (« La Ligue devant un tournant », 3-10 juillet 1934, *Œuvres*, tome 4, page 129).

Pour Trotsky, il faut trouver dans la situation qui s'annonce les voies et les moyens de se lier avec cette avant-garde ouvrière qui rejette le stalinisme et s'oppose à la direction de la SFIO, pour l'orienter dans la voie du combat véritable contre le fascisme, le combat pour le front unique ouvrier.

Pour lui, c'est non par des déclarations que l'on s'oppose aux appareils dirigeant le mouvement ouvrier, mais par l'action consciente de construction et d'intervention dans la lutte des classes. Il répond vertement à ceux qui ne cessent de mettre en avant les « appareils dirigeants » pour s'opposer au « tournant français » :

« Certains camarades, dans leur appréciation du parti socialiste, s'orientent vers des formules toutes faites : "réformisme", "II^e Internationale", "soutien politique à la bourgeoisie". Ces définitions sont-elles justes ? Oui et non. Plutôt non que oui » (« L'évolution du parti socialiste SFIO », 10 juillet 1934, *Œuvres*, tome 4, page 134).

Bien évidemment, Léon Trotsky sait mieux que tout le monde que la II^e Internationale a failli en 1914. Mais pour lui, la politique de construction du parti est concrète, en fonction d'une situation concrète.

En Espagne dans les années 1930, par exemple, comment agir à la veille d'une explosion révolutionnaire qui voit le PSOE faire un mouvement à gauche comme produit de la radicalisation de ses militants et des travailleurs, et qui, de ce fait, attire de larges secteurs de l'avant-garde ouvrière ?

En juillet, il précise les arguments et répond aux objections ou réticences en 20 points, dans un texte où il ouvre avec ses camarades français la discussion autour du « tournant français », l'entrée dans la SFIO, une question qui se posait à lui depuis plusieurs mois, mais qui revêt désormais à ses yeux une exceptionnelle urgence (« La Ligue devant un tournant », entre le 3 et le 10 juillet, *Œuvres*, tome 4, pages 125 à 131) :

« Nous reconnaissons seulement en toute honnêteté que notre organisation est trop faible pour prétendre à un rôle pratique indépendant dans les combats qui s'annoncent devant nous. Et, en même temps, en bons révolutionnaires que nous sommes, nous ne voulons pas rester sur la touche (...). Il faut modifier le rapport des forces, non le dissimuler. Il est nécessaire d'aller aux masses. Il faut trouver une place dans le cadre du front unique, c'est-à-dire dans le cadre de l'un des deux partis qui le constituent. Pratiquement, cela veut dire dans le cadre de la SFIO » (page 128).

En août 1934, Trotsky appelle les bolcheviks-léninistes à entrer dans la SFIO. Il écrit :

« Il n'est nul besoin d'idéaliser la SFIO, c'est-à-dire de la faire passer, avec toutes ses contradictions actuelles, pour le parti révolutionnaire du prolétariat. Mais on peut et on doit considérer ses contradictions internes comme une garantie de son évolution ultérieure et, partant, comme un point d'appui pour le levier marxiste.

La Ligue peut et doit montrer l'exemple à ces milliers et à ces dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires, d'instituteurs, etc., qui risquent, dans les conditions actuelles, de rester en dehors du courant de la lutte. En entrant dans le parti socialiste, ils renforceront extraordinairement l'aile gauche, féconderont toute l'évolution du parti, constitueront un centre d'attraction puissant pour les éléments révolutionnaires du parti dit "communiste" et faciliteront ainsi considérablement le débouché du prolétariat sur la voie de la révolution.

Sans renoncer à son passé et à ses idées, mais aussi sans de quelconques arrière-pensées de cercle, en disant ce qui est, il faut entrer dans le parti socialiste : nullement pour des exhibitions, nullement pour des expériences, mais pour un sérieux travail révolutionnaire sous le drapeau du marxisme. Août 1934. Le CC. » (« SFIO et SFIC : La voie du débouché », 21 août 1934, publié dans le recueil : Léon Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, pages 433 à 442).

Ce texte accompagne la déclaration de la Conférence nationale de la Ligue communiste du 24 août 1934 : « *Pourquoi nous adhérons à la SFIO ?* », publiée dans le numéro 220 de *La Vérité* de septembre 1934, qui mérite d'être redonnée entièrement ici :

« **Pourquoi nous adhérons à la SFIO – Déclaration.** Dans la 3^e conférence nationale de la Ligue communiste, les bolcheviks-léninistes de France ont, par l'examen de la situation politique française et internationale et de l'état du mouvement ouvrier, raffermi leur conviction que le programme et les méthodes du léninisme qui furent à la base de leur action sont plus nécessaires que jamais au prolétariat pour résister au fascisme, abattre le régime capitaliste et marcher vers la société socialiste.

Les bolcheviks-léninistes constatent que, depuis les événements de février, les deux grandes formations se réclamant de la classe ouvrière ont accepté le mot d'ordre de front unique, pour lequel nous luttons depuis des années, sans lui donner d'ailleurs le contenu actif qu'impose la menace réactionnaire. Toutefois, un regroupement radical et profond de la classe ouvrière en France a commencé, la délimitation politique s'opérant au travers d'un processus d'unification. Les bolcheviks-léninistes veulent prendre la part la plus large dans ce regroupement vers un seul parti révolutionnaire du prolétariat qui ne peut s'opérer que dans l'action, dans l'élaboration et la critique de l'action.

Dans les conditions présentes, continuer comme petit groupement indépendant ne permettrait pas de jouer notre rôle avec l'efficacité que réclame la gravité de la situation. C'est pourquoi nous avons décidé d'entrer, tels que nous sommes, avec notre programme et nos idées, dans le parti socialiste.

Dans les rangs des sections du parti socialiste, côte à côte avec ses travailleurs révolutionnaires, avec la classe ouvrière de France, nous voulons dans le combat commun contre la bourgeoisie, **élaborer avec eux les meilleurs moyens, la meilleure méthode pour se libérer des chaînes du capitalisme.**

Les bolcheviks-léninistes, en entrant dans les rangs du parti socialiste, ne demandent que le droit de participer à son action, celui de défendre, à l'égal de toute autre tendance, les idées qu'ils se sont forgées dans les années de lutte ; ils s'engagent à être disciplinés dans l'action révolutionnaire.

Les bolcheviks-léninistes demandent à tous leurs sympathisants de transformer leur sympathie en adhésion, en s'associant à ce pas décisif.

Camarades, joignez-vous à nous dans les rangs du parti socialiste pour la lutte révolutionnaire du prolétariat !

Sans renoncer à notre passé et à nos idées, mais aussi sans arrière-pensées quelconques de cercle, en disant ce qui est, il faut entrer dans le parti socialiste : nullement pour des exhibitions, nullement pour des expériences, mais pour un sérieux travail révolutionnaire sous le drapeau du marxisme.

La Conférence nationale de la Ligue communiste, le 24 août 1934. »

Les premiers résultats de ce que les trotskystes appelleront le « tournant français » sont encourageants. Disposant de leur journal de tendance *La Vérité*, qui s'intitule désormais « *organe du groupe bolchevique-léniniste (SFIO) (Anc. Ligue communiste)* », ils gagnent les Jeunesses de la Seine, peuvent exposer leurs positions, défendre leur motion au congrès.

« Ce qui est important c'est d'étudier l'expérience. La Jeunesse socialiste de France a accueilli à bras ouverts nos camarades... L'appareil bureaucratique a invalidé ces décisions comme anti-statutaires (...). Ce fait significatif montre que l'appréciation qui était celle de la Ligue sur les rapports entre la base et l'appareil est confirmée par les faits, au moins en ce qui concerne l'organisation de jeunesse » (Léon Trotsky, « Quelques remarques sur le tournant de la Ligue », 22 septembre 1934, *Œuvres*, tome 4, page 216).

LA CONTRE-OFFENSIVE DES APPAREILS

Mais en 1935, le Premier ministre Laval se rend à Moscou et signe un accord avec Staline. Ce dernier, inquiet du réarmement allemand et voyant que Hitler ne s'est pas effondré, reprend la diplomatie russe d'avant 1914 de recherche d'une alliance avec la France et l'Angleterre contre l'Allemagne.

Trotsky alerte immédiatement ses camarades. Et rapidement, effectivement, le PCF passe de déclarations antimilitaristes à un soutien à la défense nationale et le Front populaire est lancé. Le pacte entre le PCF et la SFIO est une menace, car le PCF va exiger la chasse aux trotskystes, et les bolcheviks-léninistes doivent se préparer à sortir de la SFIO. Ainsi, c'est l'analyse de la situation internationale qui pousse Trotsky à lancer l'alerte.

La loi des deux ans (12 mars 1935) : en faisant passer le service militaire de 18 mois à 2 ans, le gouvernement provoque une révolte antimilitariste de la jeunesse, qui s'exprime dans les Jeunesses socialistes. Quand Laval se rend à Moscou, les diplomates ont préparé depuis des mois le tournant stalinien, avec des applications dans l'Internationale communiste (IC) et le PCF. Entre le 25 avril et le 5 mai, rencontre entre les JS et les JC russes, les staliniens font pression sur les JS pour qu'ils soutiennent la défense nationale, Fred Zeller refuse. En Espagne, par une manœuvre de corruption du même genre, les dirigeants des JS rejoignent le PCE.

La contre-offensive de l'appareil social-démocrate autour de Blum, appuyé par les staliniens, se développe. En juillet 1935, les dirigeants de la Jeunesse socialiste et l'ensemble la fédération la Seine sont exclus de la SFIO, tout comme les rédacteurs de *La Vérité*. Les bolcheviks-léninistes ont eu de grandes difficultés à sortir en bon ordre, à faire face à ce nouveau tournant de la situation et adapter leur stratégie, et sont en crise au moment où la grève générale de juin 1936 aurait pu leur ouvrir des possibilités importantes.

Sans entrer ici dans les détails de cette crise de la section française qui sont analysés dans la brochure de Nicolle Braun "*L'Organe de masse*", *Contribution sur la crise de la section française de la Ligue des Communistes-Internationales (bolcheviks-léninistes)*, juin 1936, retenons cette remarque de Léon Trotsky (« La situation présente dans le mouvement ouvrier et les tâches des bolcheviks-léninistes », octobre 1934, *Œuvres*, tome 4, pages 228-229) :

« La psychologie, les idées, les habitudes sont d'ordinaire très en retard sur les développements des rapports objectifs dans la société et la classe ; même dans les organisations révolutionnaires, le mort saisit le vif. La période préparatoire de propagande nous

a fourni les cadres sans lesquels nous ne pouvions avancer d'un pas, mais nous en avons hérité le fait que puissent s'exprimer à l'intérieur de l'organisation des conceptions tout à fait abstraites de la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale (...).

On peut, au moyen d'une littérature propagandiste, si elle est bonne, éduquer les premiers cadres, mais on ne peut gagner l'avant-garde prolétarienne qui ne vit ni dans un cercle ni dans une salle de classe, mais dans une société de classe, dans une usine, dans les organisations de masses, une avant-garde à laquelle on doit savoir parler le langage de ses expériences. Les cadres propagandistes les mieux préparés ne peuvent que se désintégrer s'ils n'entrent pas en contact avec la lutte quotidienne des masses. L'attente des bordiguistes que les événements révolutionnaires poussent d'eux-mêmes les masses vers eux en récompenses de leurs idées "justes" est la plus cruelle de leurs illusions. Pendant les événements révolutionnaires, les masses ne cherchent pas l'adresse de telle ou telle secte, mais passent par-dessus (...).

Et pour cela, il faut non seulement ne pas se prendre pour un palliatif en guise du nouveau parti, mais seulement pour l'instrument de sa création. En d'autres termes, tout en préservant intégralement une intransigeance de principe, il faut se libérer radicalement des résidus sectaires qui nous restent comme héritage de la période purement propagandiste. »

SUR LES COMITÉS D'ACTION

Dans *La Vérité* du 26 novembre 1935, Trotsky développe la façon dont il concevait l'action révolutionnaire comme l'intervention consciente et organisée des révolutionnaires dans le processus spontané de la lutte des classes. Il soulignera plus tard à plusieurs reprises que le mot d'ordre des « comités d'action » n'a été en fait pas compris alors par ses camarades français.

Dans son texte connu sous le titre « *Pour les comités d'action* », on trouve un extrait d'un courrier de Trotsky du 4 novembre 1935 à Jean Rous pour la direction des bolcheviks-léninistes :

« On répète qu'entre le fascisme et nous, c'est une course de vitesse. Mais il faut bien analyser le contenu de cette formule du point de vue du parti révolutionnaire. Saurions-nous donner aux masses une armature révolutionnaire avant que le fascisme ne les écrase ? Ce serait absurde de croire que nous aurons suffisamment de temps pour créer un parti omni-

potent qui pourrait éliminer toutes les autres organisations avant les conflits décisifs avec le fascisme ou avant le déclenchement de la guerre ; mais il est tout à fait possible, dans un bref délai — les événements aidant — de gagner les larges masses non à notre programme, non à la IV^e Internationale, mais à ces comités d'action. Et, une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire. Il ne s'agit pas ici de l'une des questions, il s'agit de la question de vie ou de mort » (cité par Nicolle Braun, *L'Organe de masse*, pages 44-45, et Léon Trotsky, « Pour les comités d'action », *Œuvres*, tome 7, pages 60-61).

Dans la même lettre à Jean Rous, il précisait :

« (...) Aux mots d'ordre de passivité et de lâcheté, nous opposons nos mots d'ordre d'action révolutionnaire (...). Quand l'action révolutionnaire est déclenchée par les masses elles-mêmes, il faut savoir opposer à l'appareil opportuniste un appareil de l'action révolutionnaire créé *ad hoc* par les masses pour les besoins de leur action, élu par les masses en lutte (1).

S'il y avait eu à Toulon un groupe suffisamment orienté pour lancer au moment de l'explosion (2) le mot d'ordre simple et clair : *chaque centaine d'ouvriers envoie un délégué pour le comité d'action toulonnais*, la masse aurait certainement suivi cet appel. Ce comité d'action aurait une tout autre autorité, non seulement aux yeux de la masse elle-même, mais aussi aux yeux de toute la France, que les organisations traditionnelles apeurées. Même si le mouvement s'était arrêté sans avoir pris cette fois des dimensions nationales, un précédent salutaire aurait été créé. Et, à une nouvelle étape, on pouvait recommencer plus facilement l'expérience.

Je me réjouis de ce que *La Vérité* ait lancé dans son dernier numéro le mot d'ordre de comités d'action. Mais un seul article ne suffit pas (...).

LE PSOP ET LA IV^e INTERNATIONALE

L'offensive contre la gauche de la SFIO s'est poursuivie durant le Front populaire. En dépit de sa participation au cabinet Léon Blum, Marceau Pivert est exclu, comme la « Gauche révolutionnaire ». Marceau Pivert fonde le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) en juin 1938. Et Léon Trotsky, convaincu de l'approche de la guerre, se prononce pour un nouveau tournant et pour

l'entrée des bolcheviks-léninistes dans le PSOP.

Le 14 février 1939, dans une lettre au comité central du Parti ouvrier internationaliste (POI), il précise sa proposition (Léon Trotsky, « Un tournant délicat », 14 février 1939, *Œuvres*, tome 20, page 115) :

« La situation en France nous inquiète beaucoup ici. Lors de la conférence internationale (*de fondation de la IV^e Internationale*, *Ndlr*), il fut décidé, à ce que j'ai compris, que le POI (*section française de la IV^e Internationale*, *Ndlr*) enverrait une partie importante de ses membres pour travailler dans le PSOP (*Parti socialiste ouvrier et paysan, né de l'exclusion de la SFIO de l'aile "pivotiste" de ce parti*, *Ndlr*). On parla d'un tiers ou d'un quart. Malheureusement rien ne fut fait. Pourquoi ? Nous ne le savons pas ici. On s'est privé de la possibilité d'accumuler une expérience importante durant les mois passés et peut-être de prévenir la scission (...). Il semble cependant que quelques camarades parmi vous soient enclins à considérer l'entrée dans le PSOP comme une trahison. Ce serait une très grande faute, qui pourrait nous isoler en France et dans l'Internationale. Vous avez le journal, un instrument puissant (*le POI avait un hebdomadaire*, *La Lutte ouvrière*, *Ndlr*) ; vous pouvez influencer l'activité de la fraction dans le PSOP à condition que vous vous donniez pour tâche de les aider et non de les compromettre. N'oubliez pas, chers camarades, que tout le monde se demande comment et pourquoi est venue la stagnation, et même le déclin, dans des conditions exceptionnelles. Tout le monde est a priori enclin à approuver et à soutenir la fraction qui cherche de nouvelles voies pratiques d'action. Si vous apparaissez à l'Internationale comme de simples conservateurs et surtout comme des "saboteurs" de l'initiative de l'autre partie de la section, les résultats en seraient fatals pour le POI.

Rien n'est perdu ni compromis si nos amis du POI ne se laissent pas entraîner par une intransigeance purement formelle ou par l'esprit de clan. »

(1) Le souci de précision de Trotsky sur cette question s'explique. La motion des bolcheviks-léninistes pour le congrès fédéral de la Seine avait préconisé ces comités en les présentant comme des « comités dirigés par les masses ». Le 13, Léon Trotsky écrivait à Jean Rous : « *La relation réelle est renversée. Les comités d'action sont nécessaires précisément pour diriger les masses. Vous n'indiquez pas que ces comités doivent émaner de la masse en lutte, être élus par elle, et que les délégués doivent être responsables et révocables.* »

(2) Sur les événements de Toulon, cf. *Œuvres*, tome 6, pages 118 à 121.

Trotsky se prononce pour une fusion avec le PSOP et, devant la résistance de Pivert, il se prononce pour l'entrée de tous les B-L dans le PSOP. Il s'en explique dans une lettre à Alfred Rosmer, également datée du 14 février 1939 (« Où va le PSOP ? », *Œuvres*, tome 20, pages 126 puis 128).

« C'est pourquoi je dois conclure que Marceau Pivert ne tire pas les conclusions indispensables de ses prémisses révolutionnaires. C'est plus dangereux que tout à l'époque révolutionnaire. C'est précisément par son incapacité à tirer les conclusions pratiques indispensables que le POUM s'est fracassé la tête. Le malheur est que Marceau Pivert semble se satisfaire de son analyse radicale de la situation, mais qu'il s'en tient à l'indécision face aux tâches révolutionnaires qui découlent de cette analyse (...).

Le PSOP s'est détaché du parti socialiste à gauche, à un moment, en outre, critique et très grave. On m'écrit que le PSOP comprend des ouvriers. Ces deux éléments permettent de penser que ce parti peut avoir un développement révolutionnaire. Pour que cette possibilité se réalise, le PSOP doit passer par une phase de discussions très larges, courageuses, indépendantes de toutes considérations extérieures ou secondaires. Il ne s'agit pas du ton de la critique, mais du contenu. Il ne s'agit pas d'amour-propre personnel, mais du destin du prolétariat français. Les mois et même les semaines qui viennent montreront si le PSOP est résolu et capable de prendre la voie du marxisme, c'est-à-dire du bolchevisme ; ces deux courants concordent totalement à notre époque. »

“ELLE EST PRÊTE À LUTTER EN COMMUN...”

Et dans une autre lettre, du 10 mars 1939, adressée à Daniel Guérin, il précise ses divergences avec Marceau Pivert (« Centrisme et Quatrième Internationale », 10 mars 1939, *Œuvres*, tome 20, pages 233 à 246). Il va jusqu'au bout de la critique du « centrisme » du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM - Espagne) et précise :

« Je n'ai pas la moindre intention de présenter à votre parti des exigences extraordinaires : il vient seulement de se séparer de la social-démocratie ; il n'a connu aucune autre école. Mais il s'est séparé sur la gauche dans une période de profonde crise, et cela lui ouvre de sérieuses possibilités de développement révolutionnaire. C'est de là que je pars : sinon, je n'aurais pas eu la moindre raison de m'adresser à Marceau Pivert (...).

Pour préparer le parti à une telle épreuve (*la guerre*), il faut dès maintenant polir et repolir sa conscience, tremper son intransigeance, aller jusqu'au bout de toutes les idées, ne pas faire grâce aux amis perfides (...). Non pour se mettre dès maintenant sous (*le*) drapeau (*de la IV^e Internationale*) — personne ne le demande — mais pour s'expliquer honnêtement avec elle sur les problèmes fondamentaux de la révolution prolétarienne (...).

À la différence de Pivert, vous estimez personnellement que la fusion est possible et nécessaire mais, ajoutez-vous, à la condition que ce soit une fusion loyale, honnête. Qu'entendez-vous par là ? Le renoncement à la critique, la rémission réciproque des péchés ? Notre section française mène avec un programme déterminé et avec des méthodes déterminées la lutte pour ses conceptions. Elle est prête à lutter en commun avec vous pour ces conceptions ; elle est prête à lutter dans vos rangs pour ses idées — par les méthodes qu'assure toute organisation prolétarienne saine. C'est cela que nous considérons comme une unité honnête (...).

Quelle est la conclusion, me demanderez-vous ? Je n'identifie pas Pivert à votre jeune organisation. La fusion avec elle me semble possible. La technique de la fusion ne dépend pas de moi, c'est l'affaire des camarades qui travaillent sur place. Je suis pour une fusion honnête dans le sens indiqué plus haut : poser clairement et franchement, devant tous les membres des deux organisations, toutes les questions de la politique révolutionnaire. Personne n'a le droit de faire serment de sa sincérité et de se plaindre de l'esprit chicanier de l'adversaire. Il s'agit du sort du prolétariat. On ne peut s'appuyer sur les bons sentiments d'individus isolés, mais sur la politique conséquente d'un parti. Si on allait jusqu'à la fusion, ce que je veux espérer, et si la discussion ouvrait une discussion sérieuse, je vous prierais de considérer ma lettre comme une contribution, venue de loin, à cette discussion » (*Ibidem*, pages 239, 240, 245).

En avril 1939 (« Discussion sur la situation de la IV^e Internationale », compte rendu sténographique de la seconde discussion entre L. Trotsky, C.L.R. James et O. Schüsler, *Œuvres*, tome 21, pages 53-54), Trotsky insiste :

« La situation est en train de mûrir et elle insiste pour que nous sachions exploiter cette occasion. Si nos camarades se laissent convaincre qu'il faut virer, la situation changera. Nos camarades américains doivent absolument retourner en Europe, et ne pas se contenter de donner des conseils. Avec le secrétariat international, il faut décider que notre section doit entrer dans le PSOP. Il

compte plusieurs milliers de membres. Pour une révolution, la différence n'est pas énorme, mais, pour le travail de préparation de l'avant-garde, elle est considérable. Avec des éléments neufs, nous pouvons faire un énorme pas en avant. »

Le 9 mai 1939, Trotsky s'impatientait : « *Camarades, vous avez perdu trop de temps !* », lance-t-il à l'adresse de ses camarades (« La situation en France », 9 mai 1939, *Œuvres*, tome 21, pages 162-163-164).

« Vous vous souvenez peut-être qu'au mois de septembre, j'étais plutôt contre l'entrée dans le PSOP. Quelles étaient mes raisons ?

La France passait par un des moments les plus critiques et on pouvait craindre qu'au moment du déclenchement de la guerre notre organisation soit paralysée (...).

Camarades, vous avez perdu trop de temps ! Il faut que le POI tout entier entre dans le PSOP... Il s'agirait seulement d'assurer une composition adéquate de la rédaction de cette revue intérieure... La rédaction de cette revue devrait comprendre un ou deux camarades du POI qui n'entreraient pas dans le PSOP, un représentant du comité central belge, peut-être un ou deux représentants d'autres pays latins qui n'ont pas d'organe propre. Il s'agit en somme d'un organe de la IV^e Internationale dont l'une des tâches serait d'aider les B-L au sein du PSOP. »

Enfin, son article du 25 juillet 1939, « Le "trotskysme" et le Parti socialiste ouvrier et paysan » (*Œuvres*, tome 21, pages 267 à 291), dans lequel il reconnaît, sans nier les divergences, le cadre de la « discipline dans l'action » du parti pour les trotskystes qui viennent d'entrer dans le PSOP, il dit :

« La discipline de l'action est le correctif de la lutte de fractions. Le parti n'est pas un club, mais une association de combat. Si Pivert prétendait que les "trotskystes" enfreignent la discipline de l'action, l'argument serait sérieux. Mais Pivert ne le prétend pas, ce qui veut dire qu'il n'en est rien (page 272). A propos de l'adhésion au Parti socialiste ouvrier et paysan, le "monolithisme" ou la "soumission aveugle" étaient bien la chose qu'on eût pu le moins déceler dans les milieux "trotskystes". Nos camarades français discutèrent longtemps et passionnément cette question, et finalement se divisèrent. Quelle fut mon attitude à l'égard de ce problème ? Je l'avoue franchement : j'étais hésitant. Quelques mois avant, dans une lettre personnelle, je m'étais prononcé plutôt dans un sens négatif. Cela n'empêcha pas un groupe influent de camarades français que dirigeait Rous d'adhérer au Parti socialiste ouvrier et paysan. Selon moi, ils ont eu raison (page 273).

L'internationalisme est indubitablement la condition nécessaire de la collaboration. Nos camarades français ont pris au sérieux la rupture du Parti socialiste ouvrier et paysan avec le parti social-démocrate de Blum, sinon ils n'y auraient pas adhéré.

Mais présenter les choses comme si le fait de se détacher d'un parti corrompu résolvait automatiquement tous les problèmes n'est pas juste. Il faut après la rupture élaborer un programme révolutionnaire, définir sans commettre d'erreurs ses amis et ses ennemis. La direction du Parti socialiste ouvrier et paysan ne le fait pas : elle est encore loin d'avoir coupé l'ancien cordon ombilical (page 278).

Le fait que les stalinien, de même que la police bourgeoise, appellent trotskysme toute tendance à gauche montre bien que toutes les forces de la réaction mondiale sont tournées en fin de compte contre la IV^e Internationale. Le GPU entretient un nombre considérable d'agents, d'une part pour la filature, la fabrication des faux et les assassinats, d'autre part, pour les conflits et les scissions qu'il cherche à provoquer dans nos rangs. Il n'y a pas encore eu dans toute l'histoire de mouvement politique aussi persécuté que le nôtre. La réaction comprend très bien que la IV^e Internationale est le danger. Ce n'est que sous l'effet de la critique intransigeante de celle-ci et de sa propagande que les centristes commencent à bouger, les centristes de gauche à se détacher de ceux de droite, les droitiers à se séparer des social-patriotes avoués. Il y a quelques années, Pivert a dit fort justement que la lutte contre le trotskysme était un indice sûr de réaction. Il est dommage, toutefois, que ladite réaction l'entraîne lui-même dans ses rangs » (page 282).

EN CONCLUSION

Léon Trotsky évalue la situation internationale et propose des tactiques en relation avec les changements brusques. C'est l'accord sur l'analyse des événements et les leçons des combats antérieurs (programme) qui permet les ajustements tactiques sans trop de crise. Le cours sectaire d'une partie des militants rend la cohésion, nécessaire aux tournants, difficile ; cela tient à leur refus de tenir compte des évolutions et de la nécessité de changer en analysant au plus près les développements de la lutte de classe et du mouvement ouvrier. Le passage du groupe de propagande à l'organisation se construisant dans l'action pour aider le combat de la classe est le souci constant de Léon Trotsky. Etudier pas à pas l'expérience pour ajuster, confirmer, modifier si besoin l'intervention.

Climat, écologie, environnement : une réunion-débat avec des jeunes

FIN octobre 2021, s'est tenue à Paris une réunion publique à destination de la jeunesse, à l'invitation de la section française de la IV^e Internationale. A l'ordre du jour, entre autres : débattre, tenter d'esquisser ensemble un point de vue politique indépendant sur les questions de l'environnement, un point de vue qui ne soit pas celui des gouvernements et des multinationales qui allaient se réunir à la COP 26 qui s'ouvrirait alors à Glasgow (1^{er}-12 novembre 2021).

Partant de quatre questions posées par les jeunes, Stéphane Marati a ouvert la discussion, puis il a, dans un second temps, présenté un exposé sur la question du climat et de l'écologie.

1. "QUELLES REVENDICATIONS AVANCER SUR LA QUESTION ÉCOLOGIQUE ?"

D'abord, je ne suis pas sûr de savoir ce qu'est une revendication écologique. Par exemple, 100 % d'énergie renouvelable, ou le développement des technologies vertes — ou dites vertes — et du numérique, dans le cadre du mode de production actuel, c'est-à-dire dans le cadre du mode de production capitaliste, est-ce que c'est une revendication écologique ?

Pour celles et ceux qui ont lu l'article paru dans le numéro 109 de *La Vérité* qui s'intitule « L'empreinte énergétique et environnementale du numérique et des technologies vertes », vous aurez relevé que la réponse à cette question est loin d'aller de soi et d'être évidente. Des gens qui ont pignon sur rue, qui ne sont pas nous, qui écrivent des livres, qui écrivent dans des journaux reconnus, écrivent eux-mêmes que, dans les conditions actuelles du mode de production capitaliste, « *la transition énergétique et numérique dévastera l'environnement dans des proportions inégales* ».

Evidemment, il y a un ensemble de problèmes que vous connaissez tous, auxquels vous, les jeunes, avez été sans doute beaucoup plus sensibilisés que les précédentes

générations, sur la question de la pollution des airs, des mers et des océans, du sol, les risques chimiques... Nous n'avons pas, comme organisation, en quelque sorte, un livre d'or avec l'ensemble des revendications qui permettraient de résoudre la totalité des problèmes qui assaillent l'humanité, et donc la nature. Mais si nous réunissons des ingénieurs et des scientifiques pour leur demander quelles solutions sont possibles pour résoudre les problèmes de la pollution par exemple, sans contrainte budgétaire, c'est-à-dire avec la seule préoccupation d'utiliser les connaissances et les techniques actuelles, ou d'en découvrir de nouvelles, nous n'avons aucun doute qu'ils viendront avec des solutions, dont beaucoup existent déjà (et qu'on peut probablement encore améliorer).

● Des carburants alternatifs pas (ou très peu) produits

Prenez par exemple la question de l'aviation, qui est présentée, habituellement, comme étant un des secteurs les plus polluants. L'utilisation de carburants durables pourrait réduire les émissions de CO₂ de l'aviation jusqu'à 80 % (1). Ces carburants existent. Le problème est qu'ils coûtent au moins trois fois plus cher que le kérosène. Et comme l'activité est conditionnée au profit, l'utilisation massive de ces carburants est contradictoire à l'exploitation capitaliste des avions. Preuve en est que ces carburants alternatifs représentent moins de 1 % de la consommation du secteur aérien à l'heure actuelle, un chiffre qui pourrait monter à 5 % en 2030, c'est-à-dire quasiment rien. Les aéroports qui distribuent régulièrement ces carburants se comptent sur les doigts d'une main. La conclusion qu'en tirent un certain nombre de gens, par exemple les écologistes — évidemment, je parle de l'écologie

(1) « Quand Airbus explique pourquoi il ne pourra pas décarboner le transport aérien tout seul », *L'Usine Nouvelle*, 22 septembre 2021, consultable sur le site : www.usinenouvelle.com

politique, je ne parle pas des scientifiques qui étudient ces questions —, c'est qu'il faut arrêter de voyager en avion, ce n'est pas de renverser le capitalisme pour instaurer une société socialiste qui généraliserait l'utilisation des carburants alternatifs. Or, comme je l'ai dit tout à l'heure, ces carburants existent. On pourrait, presque du jour au lendemain, les généraliser.

En Allemagne, ils vont construire, l'année prochaine, une usine de kérosène « vert » (2). Il s'agit d'utiliser de l'hydrogène produit par électrolyse et de capter du CO₂ dans l'atmosphère. En recombinaison des deux, on obtient un carburant de synthèse imitant le kérosène d'aviation, qui peut remplacer le kérosène d'origine fossile. Le problème, c'est que ce carburant de synthèse est dix fois plus cher que le kérosène actuel. Donc, la production de la nouvelle usine n'atteindra qu'une tonne par jour. L'Allemagne s'est donnée pour objectif d'atteindre, dans sa consommation totale de carburant aéronautique, une part de 0,5 % de kérosène vert. Vous avez bien entendu : 0,5 % ! Pourtant, la technique existe. Ils vont construire une usine. On pourrait en construire plein d'autres. Mais ils ne le font pas parce que ce carburant coûte dix fois plus cher que le carburant d'origine fossile. Donc, il y a beaucoup de communication sur ces sujets, mais rien de réellement efficace n'est fait, parce que c'est contradictoire au mode de production capitaliste.

Prenez les déchets nucléaires. Il y a quelques années, on ne savait pas quoi en faire, à part les enfouir dans le sol. Maintenant, les ingénieurs ont inventé un réacteur qui peut recycler et réduire quantité de déchets nucléaires. C'est ce qu'on appelle les réacteurs Astrid. Le problème est que le gouvernement Macron a mis tout ce travail, gigantesque et absolument génial, des scientifiques du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à la poubelle. Il a abandonné le projet Astrid parce qu'il est prétendument trop cher, et, maintenant, on reparle de l'enfouissement des déchets nucléaires. Ce gaspillage fantastique de la connaissance, des techniques, de milliers d'heures de travail d'ingénieurs brillants est l'expression de l'impasse totale du système capitaliste, dont la seule préoccupation est le profit, et rien d'autre.

Notre programme à nous est justement d'ouvrir la voie à toutes ces possibilités en expropriant le capital et en confiant le pou-

voir à la classe ouvrière, parce que c'est la condition indispensable. Rien de sérieux n'est possible sans la révolution socialiste.

2. “QUELLES ACTIONS AVONS-NOUS DÉJÀ MISES EN PLACE PAR LE PASSÉ ?”

Je ne sais pas exactement à quoi fait référence cette question. Ce que je peux vous dire, c'est comment nos camarades, qui pour beaucoup sont des militants ouvriers, des syndicalistes, interviennent tous les jours et depuis toujours, dans les entreprises, sur les questions environnementales.

Vous avez peut-être lu, dans *Informations ouvrières*, ces derniers mois, des articles relatifs à une usine qui est dans le sud de la France qui s'appelle Fibre Excellence. C'est une usine de pâte à papier, classée Seveso (3), qui est, donc, une usine dangereuse avec des risques environnementaux majeurs, des risques d'explosion extrêmement graves. Les camarades se battent avec leur syndicat, depuis des années, pour que les conditions de travail, les conditions d'entretien de l'usine, soient réunies pour éviter les accidents industriels.

Les accidents industriels, on en a connus en France : par exemple Lubrizol à Rouen, AZF à Toulouse. Nos camarades militent depuis des années pour la sécurité des installations. Et ils font face à une politique de démantèlement systématique de la part des différents gouvernements : démantèlement de l'Inspection du travail, du Code du travail et des moyens qui permettaient aux travailleurs d'assurer la sécurité de ces installations.

Les centrales nucléaires sont confrontées à un problème depuis des années avec ce que l'on appelle l'externalisation des emplois, la sous-traitance, qui fait que de nombreuses tâches sont confiées à des travailleurs qui sont mal formés, qui sont précaires, avec de la sous-traitance en cascade, ce qui peut met-

(2) *Décarboner le secteur aérien : L'Allemagne inaugure sa première usine de kérosène "vert"*, 4 octobre 2021, consultable sur le site : <https://www.tdg.ch/lallemagne-inaugure-sa-premiere-usine-de-kerosene-vert-393507098770>

(3) Classification de sites qui présentent des risques industriels majeurs, parce que leur activité est liée à la fabrication, l'emploi ou le stockage de substances dangereuses comme les dépôts pétroliers ou les usines chimiques.

tre en danger la sécurité de certaines installations. Nos camarades luttent depuis des années pour préserver la sécurité des installations, pour préserver les comités hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT) qui ont été supprimés par Macron, pour préserver la sécurité des travailleurs et de l'environnement qui les entoure.

Ils se battent pour l'augmentation des salaires, pour la défense du contrat à durée indéterminée (CDI) et des statuts contre le dumping social, contre la privatisation et la liquidation des services de l'Etat qui étaient chargés depuis des décennies d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

● L'incendie du Var cet été : une fatalité ?

Il pense en particulier à nos camarades des directions départementales de l'Équipement qui étaient chargés de l'entretien des routes et de la prévention des risques naturels. Les gouvernements successifs ont démantelé ces services, de sorte qu'ils ne peuvent plus assurer ces missions. Une des conséquences est le manque d'entretien, et, comme vous avez pu le constater cet été, un feu gigantesque s'est déclenché dans le Var, simplement parce, comme dans de nombreux autres cas, quelqu'un a dû jeter un mégot de cigarette sur le bord de la route qui n'était pas suffisamment entretenu.

Cela ne résulte pas, comme le dit le gouvernement, d'une quelconque fatalité ou de la responsabilité individuelle de gens qui n'ont pas pris garde à la nature. Oui, il y a des gens qui ne font pas suffisamment attention, c'est vrai. Mais, justement, la société s'était équipée, elle avait mis en œuvre tout ce qui était nécessaire pour pouvoir se prémunir face à ces situations, à ces « incivilités », comme certains les appellent, qui font que, parfois, ces choses-là arrivent. Et donc, on avait mis en place des services publics qui s'occupaient de prendre toutes les précautions nécessaires pour que ces problèmes ne prennent pas l'ampleur qu'ils prennent aujourd'hui. Les différents gouvernements et Macron ont décidé de détruire ces acquis de civilisation que représentaient ces services publics et qui permettaient de faire face à ces drames.

Tout le combat que mènent nos camarades, avec leurs organisations syndicales dans ces secteurs, contre le démantèlement

des services publics, pour l'augmentation des salaires, est une contribution essentielle à l'écologie aujourd'hui, parce que la déréglementation, la liquidation des services publics, la privatisation, la pauvreté et la misère ne peuvent pas être écologiques.

Vous avez peut-être entendu Mélenchon dire à plusieurs reprises dans les médias que, en France aujourd'hui, huit millions de personnes bénéficient de l'aide alimentaire. Ce chiffre a été multiplié par huit en quarante ans. Vous comprenez bien que c'est beaucoup plus facile pour des gens qui peuvent se nourrir et mettre un peu d'argent de côté de faire de la rénovation énergétique des bâtiments plutôt que pour des gens qui vont chercher de la nourriture auprès de l'aide alimentaire. Et donc la question de l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat est une question centrale, car la misère, la pauvreté ne peuvent pas être écologiques.

3. "QUELLE EST NOTRE POSITION SUR L'ORGANISATION EXTINCTION-RÉBELLION ?"

D'abord, j'ai envie de vous dire : on n'est pas obligé d'avoir une position sur tout. Maintenant, si leurs actions visent le capital ou l'Etat, on aura plutôt tendance à avoir un regard sympathique sur ces actions, pour autant qu'ils ne chargent ni le capital ni l'Etat d'un rôle qui n'est pas le leur. Mais s'ils visent les travailleurs de l'aviation ou de l'automobile, alors on aura probablement une autre position et on défendra les ouvriers. Parce qu'on a une position de classe et parce que le problème, ce n'est ni l'aviation ni l'automobile, mais le capital qui investit dans ce qui permet le profit et pas ce qui permet un développement harmonieux des forces productives.

Le problème, très souvent, des associations écologistes, et pas particulièrement de celle-ci, il y en a beaucoup d'autres, c'est qu'elles n'ont pas de délimitation de classe. Patrons, ouvriers, pour eux, c'est pareil : on vit tous sous le même ciel et sur la même planète. Et, donc, on s'en remet au pouvoir existant, c'est-à-dire au pouvoir du capital qu'on charge, même si certains s'en défendent, de régler les problèmes qu'il a lui-même créés.

● Défense de la nature et propriété privée des moyens de production sont incompatibles

D'une manière générale, si l'on veut se faire un avis sur telle ou telle organisation, pour ma part, je vous suggère de regarder qui finance. Ça vous donnera une idée des intérêts qu'ils défendent.

Prenez une minute, allez voir sur Wikipédia la page d'Extinction-Rébellion et dites-moi qui finance... Effectivement, il y a l'héritière d'un groupe pétrolier américain, il y a des milliardaires. Il y a aussi des contributions individuelles, il faut être honnête et regarder la composition réelle. Mais il est fort probable que les milliardaires seront moins enclins à financer cette association si ses membres vont les voir en leur disant qu'ils vont exproprier leurs entreprises sans indemnité ni rachat, parce la défense de la nature est incompatible avec la propriété privée des moyens de production.

4. "DANS UNE SOCIÉTÉ SOCIALISTE, QUELLES SERAIENT NOS ACTIONS ?"

Vaste débat... Je dirais simplement : dans une société socialiste, on déterminera nos actions de manière rationnelle et scientifique en fonction des besoins, et non en fonction du profit. On mettra tout en œuvre pour satisfaire les besoins de l'homme et de la nature, parce que les deux sont indissociables. Nous avons aujourd'hui toutes les connaissances, toutes les techniques ou presque, pour satisfaire sans limite les besoins humains et les besoins de la nature. Il y a des gens bien plus calés que nous pour dire ce qu'il faut faire et comment il faut le faire. Le problème, c'est que, aujourd'hui, tout est cadré par le régime pourrissant, décomposé, parasitaire du capital, y compris les propositions des associations écologistes qui se situent toutes, sans exception, dans le cadre du système, même si, parfois, elles s'en défendent au nom du réalisme et du fameux « *on ne peut pas faire autrement* ». Donc, rien de vraiment efficace ni de décisif n'est possible dans le cadre du système actuel.

Après l'introduction (réponse aux quatre questions ci-dessus), l'exposé qui suit a été soumis à la discussion (extraits).

J'ai évoqué dans *Informations ouvrières* (n° 667, page 15) un rapport confidentiel des stratégies de la Deutsche Bank, publié le 8 septembre 2020, en pleine pandémie (4). C'est un document qui a fuité sur Internet, destiné aux investisseurs, aux banquiers, aux spéculateurs, aux clients de la Deutsche Bank, et qui est intéressant à plus d'un titre.

Ce rapport cite la revue *Nature*, l'une des revues scientifiques les plus prestigieuses. Cette revue (5) dit que, au pic de la pandémie, l'année dernière, c'est-à-dire quand il y avait le *lock-down* partout dans le monde (quasiment tout le monde était cantonné chez soi, à ce moment-là), on a observé une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 26 % par rapport à 2019.

Or, pour atteindre un réchauffement climatique de seulement 1,5 degré, qui est l'objectif de l'accord de Paris, le Giec (6) affirme que les émissions devraient baisser de 55 %. Donc, il faudrait une réduction pérenne d'une ampleur équivalente à deux fois le pic du *lock-down* lié au Covid, quand tout le monde était enfermé chez soi. Ce qui signifie, disent les experts de la Deutsche Bank, dans le cadre du système actuel, par exemple, pour les Etats-Unis, un taux de chômage de 30 %. C'est-à-dire des millions de jeunes voués à la déchéance et à la misère.

Tout cela ne vise pas à faire prendre conscience à l'humanité des problèmes — ni à résoudre quoi que ce soit. Tout cela ne vise qu'à terroriser la population pour la culpabiliser et pour lui faire accepter les mesures encore plus dures que le capital entend prendre, en s'abritant derrière la lutte contre le changement climatique.

(4) « The age of disorder, long-term asset return study », *Deutsche Bank Research*, 8 septembre 2020.

(5) *Nature Climate Change*, 19 mai 2020, consultable sur le site : citepa.org

(6) Le Giec a été constitué en 1988, à l'initiative de Ronald Reagan, président des Etats-Unis qui ne voulait pas d'un organisme scientifique indépendant sous l'égide de l'ONU. Il a donc imposé un organisme intergouvernemental au sein duquel les Etats-Unis pourraient peser de manière décisive. Il a été fortement appuyé par Margaret Thatcher, Premier ministre de la Grande-Bretagne, engagée dans une politique de contre-réformes destructrices des acquis des travailleurs et de liquidation des mines de charbon. Face à l'annonce de la fermeture des mines, une grève générale eut lieu. La fermeté de M^{me} Thatcher face aux mineurs s'appuyait sur la politique des dirigeants du Labour Party, qui contribuait à isoler la grève. Elle fut défaite, M^{me} Thatcher prit des mesures antisyndicales qui demeurent en vigueur encore aujourd'hui. Le Giec n'est pas un organisme scientifique, mais un instrument des gouvernements impérialistes.

Vous avez peut-être vu dans le numéro 109 de *La Vérité* ce que l'on explique sur la nécessité pour le capital, dans ces circonstances, d'imposer un consensus par la terreur pour faire accepter les restrictions des libertés et de la démocratie, pour imposer le télé-enseignement, pour imposer la fin des diplômes, les licenciements, l'ubérisation de toute la société et réduire la contestation comme ils l'ont fait avec le Covid. Et pour vouer, *in fine*, des millions de jeunes à la déchéance. Pourquoi ? J'ouvre juste une parenthèse sur cette question.

LES PLANS DU CAPITAL POUR LA JEUNESSE : CHÔMAGE DE MASSE ET DÉQUALIFICATION

Quand le capital a imposé l'école obligatoire au XIX^e siècle, ça correspondait à un fort développement de l'industrie et des forces productives. Aujourd'hui, l'ubérisation de la société et le développement du numérique impliquent ce que les experts appellent une polarisation extrême des emplois et une déqualification massive de la population. Ça veut dire que les emplois vont désormais se concentrer entre des emplois très qualifiés et une masse d'emplois très peu qualifiés. Et que les emplois de qualification intermédiaire vont progressivement disparaître. Une étude du Cepremap dit que,

« depuis le milieu des années 1990, le marché du travail du secteur privé français a connu une forte polarisation de l'emploi (...). Le rythme de polarisation des emplois en France a été particulièrement rapide (...) pendant les années qui ont suivi la crise (*de 2008*), le nombre d'emplois qualifiés a considérablement diminué. Non seulement la chute est beaucoup plus importante qu'auparavant, mais elle se produit encore plus rapidement et sur une période plus courte » (7).

Le développement fantastique des nouvelles technologies aujourd'hui accélère ce processus à une vitesse incroyable. Par exemple, on sait que le passage à la voiture électrique va avoir comme conséquence non seulement une perte massive d'emplois, qu'on estime à 100 000 en France et 200 000 en Allemagne, mais une déqualification massive des travailleurs.

Le capital a besoin de moins de travailleurs, moins d'étudiants, moins de savoir. Et c'est la raison fondamentale pour laquelle,

aujourd'hui, ils utilisent Parcoursup (8) pour jeter à la rue des dizaines de milliers de jeunes, 130 000 cette année. Ils n'ont plus besoin de les former, ils les mettent à la rue. Je referme cette parenthèse, mais il me semble que c'était nécessaire.

LA DÉGRADATION VA S'ACCÉLÉRER À UN NIVEAU ET À UNE VITESSE JAMAIS VUS

Donc oui, le capital va prendre des mesures. Mais il n'y aura strictement aucun progrès en matière d'environnement.

A l'inverse, la dégradation va s'accélérer à un niveau et à une vitesse jamais vus. Ça peut paraître d'ailleurs une affirmation assez surprenante, au moment où s'ouvre la COP 26 à Glasgow, puisque tout le monde semble se mobiliser pour l'écologie. Tous les jeunes, les moins jeunes, les entreprises, l'Etat sont appelés à se comporter de manière écologique, à prendre des mesures pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et la pollution. Mais pour quel résultat ? Rien ou presque rien. Parce que les multinationales, les Etats, sont responsables à une échelle incomparablement plus grande que les individus.

Depuis 2015 en France, le financement du développement des hydrocarbures par les banques et les assurances a augmenté de 12 %. Ils vous expliquent qu'ils font des efforts, qu'ils ont une « *green attitude* ». Mais la réalité, aujourd'hui, c'est que le charbon représente 40 % des émissions de CO₂, produit principalement en Chine et en Inde. Hier, je lisais dans les journaux que les nouveaux projets d'ouverture des centrales à charbon ont baissé de 70 % (9). Donc, ils nous disent qu'ils font des efforts importants afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Mais, entre 2000 et 2019, en Chine, la production brute de charbon a augmenté

(7) Ariell Reshef et Farid Toubal, *La polarisation de l'emploi en France – Ce qui s'est aggravé depuis la crise de 2008*, étude du Centre pour la recherche économique et ses applications (CEPREMAP), éd. rue d'Ulm – Presses de l'ENS, avril 2019, pages 16, 18 et 33. Consultable sur le site : cepremap.fr

(8) Parcoursup est une plate-forme Web destinée à recueillir et à gérer les vœux d'affectation des futurs étudiants de l'enseignement supérieur français. Instrument mis en place pour organiser la sélection.

(9) « Le monde toujours aussi accro au charbon », *Les Echos*, 29 octobre 2021.

de 175 %. Alors, il y a beaucoup de communication. Mais la réalité est que, aujourd'hui, la pollution s'aggrave.

56 % DES JEUNES ESTIMENT QUE L'HUMANITÉ EST CONDAMNÉE

D'ailleurs, une enquête internationale récente (10), portant sur plus de dix mille jeunes de 18 à 25 ans, révèle que 56 % des jeunes estiment que l'humanité est condamnée et 75 % que l'avenir est effrayant. Voilà ce que le système capitaliste a produit. Ce résultat résume à lui seul l'impasse complète dans laquelle le capital plonge l'humanité.

Les jeunes générations essaient de mettre leur intelligence et leur énergie au service de l'écologie et de l'humanité. Elles essaient de trouver des solutions et, parfois, elles trouvent des solutions, qui sont des solutions partielles. Parce qu'en l'absence d'une compréhension politique fondamentale fondée sur le matérialisme historique, sur le marxisme, le système les envoie dans des impasses et des voies de garage.

L'écologie en bas de chez soi, qu'on pratique tous, à des degrés divers, ça évite de se culpabiliser en permanence, parce que le système pousse à cela. On ramasse les papiers par terre, on trie nos déchets, on fait attention à notre consommation d'eau ou d'énergie. On se dit qu'on fait quelque chose pour la planète. Mais, en matière d'environnement, il ne suffit pas de faire des choses. Il faut être efficace. Sinon, on se donne bonne conscience à peu de frais, mais on ne règle absolument rien. On fait juste ce que le système capitaliste nous demande de faire, c'est-à-dire de nous occuper de notre environnement immédiat — parce que ça paraît plus accessible — pour éviter de nous occuper du problème global et de poser le problème de la révolution mondiale.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DE LA NATURE ?

Les tenants du système tentent, Macron en tête, de rassurer en nous expliquant que, avec les nouvelles technologies, avec le numérique, le *big data*, les technologies vertes, la « *green IA* », c'est-à-dire l'intelligence artificielle nourrie avec des énergies renouvelables, « *l'IA for green* », c'est-à-dire

l'intelligence artificielle mise au service de la nature, les *smart cities*... , ils nous expliquent que tout cela va nous aider à régler tous les problèmes, voire les régler eux-mêmes. Il y a derrière cela une gigantesque escroquerie. Le numérique ne résoudra rien tout seul, il ne fera qu'accentuer et accélérer les processus qui sont déterminés par les hommes eux-mêmes dans le cadre des rapports sociaux de production existants, et, d'ailleurs, de nombreux exemples le démontrent.

Prenez par exemple les transactions financières mondiales. A peu près la moitié de ces transactions financières sont automatisées dans le monde. Aux Etats-Unis, je crois que le chiffre est de 80 %. Ça veut dire que ce sont des robots, des algorithmes, qui décident quand acheter, quand vendre pour réaliser du profit. Ces algorithmes favorisent les investissements les plus polluants, parce qu'ils sont paramétrés pour faire du profit, pas pour favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Et lorsqu'on demande aux banques et aux gestionnaires d'actifs de changer leur algorithme, ils disent que ce n'est pas possible parce qu'ils doivent faire fructifier l'argent de leurs clients (11).

La classe ouvrière ayant le pouvoir, à l'échelle mondiale, mettrait toute la puissance de la société humaine au service des besoins humains et de la nature. Nous avons toutes les connaissances, ou nous sommes proches de les acquérir, pour résoudre tous ces problèmes, sans exception, mais avec des difficultés croissantes au fur et à mesure que la situation s'aggrave, et répondre à tous les besoins humains et naturels, sans aucune limite. Mais le capital est là pour le profit et pour rien d'autre. Le principal obstacle n'est pas technique, il est politique.

TRUCAGES ET MENSONGES À TOUS LES ÉTAGES

Bien sûr, il est possible d'améliorer l'efficacité énergétique des machines et des processus dans ce système, à travers quelques

(10) Etude de chercheurs britanniques, finlandais, américains, « Young people's voices on climate anxiety government betrayal and moral injury : a global phenomenon », *Lancet Planetary Health*, 7 septembre 2021, consultable sur le site : papers.ssrn.com

(11) Guillaume Pitron, *L'enfer numérique – Voyage au bout d'un like*, chapitre « une multinationale en quête d'investissements passifs », éditions Les Liens qui libèrent, septembre 2021.

exemples bien choisis, et de donner l'illusion qu'on fait des efforts pour la planète. Mais ce monde est fait de trucages et de mensonges qu'il faut sans cesse débusquer. Sinon, on se fait avoir. Je vais vous en donner quelques exemples.

Prenez l'exemple d'une voiture : entre 2005 et 2018, la consommation moyenne d'un véhicule à essence est passée de 8,8 litres à 7,2 litres pour 100 kilomètres, c'est-à-dire un gain de 22 %. On nous dit : c'est formidable, on est green, on est vert. Mais, dans le même temps, la vente annuelle de véhicules neufs dans le monde est passée de 66 à 95 millions, c'est-à-dire une hausse de 44 % (12).

Prenez l'aviation. En 2019, un passager aérien émettait 12 % de CO2 en moins par kilomètre parcouru qu'en 2013. On nous dit : c'est formidable, on est green, on est vert. Or, durant la même période, les émissions de carbone du secteur aérien civil ont augmenté de 29 %. Et elles devraient même, à l'horizon 2050, être sept fois plus élevées qu'en 1990. Donc, ne nous laissons pas avoir par ces communicants qui, pour vendre plus, sont prêts à nous raconter n'importe quoi.

En moyenne, on observe chaque année une croissance de 9 % pour les smartphones, 26 % pour le trafic des données, 40 % pour les centres de données et 55 % pour l'Internet des objets industriels, ce qu'on appelle maintenant « l'Internet de tout ». Mais, et ce n'est pas nous qui le disons, ce sont des gens qui ont pignon sur rue :

« Cette croissance se produit à un rythme qui surpasse celui des gains d'efficacité énergétique des équipements, des réseaux et des *data centers* » (13).

C'est ça la réalité. D'ailleurs, l'Organisation des Nations unies (ONU) vient de dire : malgré les engagements de l'accord de Paris et les efforts engagés, la situation s'aggrave.

Regardez par exemple la consommation énergétique :

« Consommer un euro de numérique en 2018 induit une consommation d'énergie directe et indirecte supérieure de 37 % à ce qu'elle était en 2010. Cette tendance est exactement inverse à celle généralement attribuée au numérique et va à l'encontre des objectifs de découplage énergétique et climatique fixés par l'accord de Paris » (14).

Il faut comprendre que tout cela, malgré toutes les déclarations que vous allez entendre fleurir dans les jours qui viennent avec la

COP 26, va s'accélérer dans des proportions absolument gigantesques.

UNE DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

Les acteurs de la transition écologique et numérique, ceux qui construisent les voitures électriques par exemple, expliquent eux-mêmes qu'ils aggravent la pollution et la dégradation de l'environnement. Les voitures électriques elles-mêmes auraient un bilan carbone global équivalent aux voitures thermiques. Mais elles demandent moins d'ouvriers, dont ça fait grimper les profits. Un des experts des métaux rares qui a été interrogé à Toronto sur ce sujet a dit :

« Il n'est dans l'intérêt d'aucun professionnel de communiquer là-dessus. Tout le monde veut croire que nous améliorons les choses, pas que nous régressons, n'est-ce pas ? » (15).

C'est assez clair.

Lors d'une conférence donnée fin 2019 au salon *Data Centre World*, qui est l'un des grands rassemblements des professionnels du *Cloud* (16), à Paris, un responsable a fait cette déclaration :

« Nous nous sommes rendu compte que les *datacenters* allaient capter un tiers de l'électricité du Grand Paris » (17).

(12) *Ibidem*, chapitre « 5G : des enjeux écologiques largement ignorés ».

(13) Sébastien Dumoulin, « La facture énergétique de la tech flambe », *Les Echos*, 8 octobre 2018, consultable sur le site : lesechos.fr

(14) « Lean ICT : Pour une sobriété numérique », *The Shift Project*, 2018. L'accord de Paris est un accord mondial sur le réchauffement climatique. Il fait suite aux négociations qui se sont tenues lors de la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques (COP 21) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Il a été approuvé par l'ensemble des 195 délégations le 12 décembre 2015 et est entré en vigueur le 4 novembre 2016.

(15) Cité par Guillaume Pitron dans son livre *La Guerre des métaux rares, la face cachée de la transition énergétique et numérique*, éditions Les Liens qui libèrent, 2018.

(16) Le *Cloud computing*, en français l'informatique en nuage, correspond à l'accès à des services informatiques via Internet à partir d'un fournisseur disposant de centres de données répliqués en différents endroits et interconnectés. Les plus grands noms d'entreprises fournissant des solutions *Cloud* sont Amazon Web Services, Microsoft Azure et Google Cloud.

(17) Intervention de José Guignard, GRDF (Gaz Réseau Distribution France), *Data Center World*, 2019.

Une entreprise que vous connaissez bien, qui s'appelle Amazon et qui s'étend depuis 2017 en Ile-de-France, « *aurait signé, en France, un contrat de fourniture de 155 mégawatts d'électricité, soit les besoins d'une ville de plusieurs millions d'habitants* », pour faire tourner ses centres de données (18). Selon une étude de l'opérateur de transport d'électricité irlandais, les centres de données pourraient consommer 29 % de l'électricité du pays en 2028.

Est-ce que vous savez à quoi servent les centres de données ? Lors d'une conférence donnée autour de 2010, des ingénieurs de Google ont expliqué que la messagerie Gmail était dupliquée six fois, tandis que la règle générale veut qu'une vidéo de chats soit stockée dans au moins sept datacenters à travers le monde. Et je ne vous parle pas des vidéos prisées des jeunes sur toutes sortes de sujets sur TikTok...

Donc, la consommation électrique du numérique augmente de 5 à 7 % par an, et par conséquent, celui-ci pourrait solliciter 20 % de l'électricité mondiale en 2025.

Or 35 % de l'électricité de la planète est aujourd'hui produite à partir du charbon.

L'électricité d'Amazon et de Netflix provient à 30 % du charbon. 15 % du trafic Internet mondial est généré par Netflix. Pour Twitter, le chiffre avoisinerait 21 %.

Donc, la consommation de charbon va littéralement exploser dans les prochaines années et dégager encore plus de CO₂. D'ailleurs, la Chine vient de supprimer les quotas de charbon qu'elle s'était elle-même fixés pour satisfaire la demande d'électricité. Les centrales à charbon tournent à plein régime en Chine, en Inde, et même en Europe. Quant aux énergies dites renouvelables, lisez l'article dans *La Vérité* n° 109, et vous comprendrez pourquoi elles ne régleront pas les problèmes écologiques. Elles ne vont faire que les aggraver.

Pour permettre au capital de poursuivre ses activités de prédation, de parasitisme, de destruction de la nature, ils utilisent une vieille technique, qui consiste à faire reporter la responsabilité sur les gens.

Tout cela n'a qu'un but : nous soumettre. Nous faire faire ce qu'ils veulent, pour nous contrôler, nous abaisser, nous aliéner. Faire de nous des êtres guidés par des machines, des injonctions. Tout cela pour permettre au

capital de poursuivre sa quête de profit, même si cela signifie la destruction de la nature et de l'humanité elle-même (...).

Il ne peut y avoir de solution dans le cadre du capital. La conscience écologique de la jeunesse, il faut la mettre au service de la révolution, de l'expropriation du capital. C'est une tâche extrêmement difficile. Mais y a-t-il une autre tâche plus humaine ? En face, ils vous expliqueront que c'est un problème individuel, un problème de comportement. C'est la vieille opposition entre l'idéalisme et le matérialisme. L'idée est-elle le démiurge de la réalité, ou les idées ne sont-elles que le reflet des conditions matérielles d'existence des individus dans un rapport social déterminé ? Je vous invite à lire des livres comme l'*Anti-Dühring* d'Engels. Discutez de ces questions à fond, en explorant les écrits de Marx, de Lénine, de Trotsky.

On nous explique, dans certains cercles aujourd'hui, que le *nec plus ultra*, c'est de cultiver son lopin de terre, de faire sa permaculture et de créer son entreprise autogérée (...). Il n'y a pas de solution réelle dans les initiatives isolées. Il faut combattre pour la révolution mondiale, c'est le seul moyen de s'en sortir.

Il faut accélérer la construction de l'organisation révolutionnaire, du parti mondial de la révolution socialiste pour mettre toute l'intelligence de l'humanité, toutes les techniques, toutes les sciences au service de la planification et de la résolution des problèmes sur des bases rationnelles et scientifiques. Aucun gouvernement, aucune association, aucune ONG ne réussira cela. Aucune, jamais. C'est la tâche historique de la classe ouvrière. Pour vaincre, la classe ouvrière et la jeunesse ont besoin d'un parti, un parti mondial pour la révolution et la république universelle des conseils. Ce parti ne peut pas être autre chose que la continuité du long chemin engagé dans cette voie par la I^{re} Internationale jusqu'à la IV^e fondée par Trotsky en 1938, concentré et armé de toutes les expériences historiques du prolétariat mondial.

(18) Guillaume Pitron, *L'enfer numérique*, chapitre « *La continuité numérique à tout prix* », *op. cit.*

La dislocation du marché mondial comme expression de la crise du capitalisme

LA pandémie n'est pas à l'origine des difficultés économiques actuelles, qui étaient déjà bien présentes auparavant — à ce propos, on peut consulter les nos 108 et 109 de *La Vérité* —, mais en revanche elle montre plus clairement l'énorme degré de dislocation qu'a atteint le marché mondial. Aux tensions déjà connues et même reconnues par le Fonds monétaire international (FMI) lui-même, comme la guerre commerciale et l'endettement exacerbé, il faut ajouter d'autres éléments : la pénurie de fournitures de base qui paralyse les processus productifs, liée à l'incapacité de certaines infrastructures dont l'entretien a été abandonné, les difficultés d'approvisionnement en énergie et son coût croissant, la réapparition de l'inflation, en particulier dans les économies développées, avec l'attaque contre le pouvoir d'achat qu'elle implique, l'augmentation incessante des dépenses militaires (1), les oscillations des marchés boursiers sur lesquels plane la menace permanente d'un cataclysme, le pillage des ressources naturelles et, pour couronner le tout, l'extension du chômage et de la précarité.

Face à l'idéalisation de ces « chaînes globales de valeur » au nom pompeux, qui ne sont finalement rien d'autre que l'internationalisation du capital productif — accélérée dans la période récente par les délocalisations —, les problèmes d'approvisionnement rencontrés provoquent leur interruption. Ainsi s'effondre la rhétorique de la production « *Just in time* » (*juste à temps ou à flux tendu*) comme moyen idyllique d'augmenter la productivité et d'ajuster la production à la demande en minimisant le temps pendant lequel le capital est sous une forme non productive. Et il s'effondre en raison de la dislocation du marché mondial révélée par les éléments ci-dessus.

Dans ce tableau, se révèle le caractère illusoire des appels lancés aux Etats-Unis pour rétablir un certain ordre international ou à la Chine pour qu'elle joue un rôle effectif de locomotive mondiale, face à la constatation que l'origine des problèmes réside précisément dans le marché mondial lui-même, résultat du développement historique du capitalisme. Pour reprendre les termes de Marx dans *Le Capital* :

« Il faut (...) que le marché s'agrandisse sans cesse si bien que ses connexions internes et les conditions qui le règlent prennent de plus en plus l'allure de lois de la nature indépendantes des producteurs et échappent de plus en plus à leur contrôle » (2).

Exagérons-nous en affirmant qu'est en cours une authentique dislocation du marché mondial ? Les faits parlent d'eux-mêmes.

LES PREUVES DE LA DISLOCATION DU MARCHÉ MONDIAL

Nous caractérisons comme dislocation du marché mondial le processus par lequel les distorsions de toutes sortes qui le définissent, en provoquant un chaos général, un fonctionnement grippé, irrégulier, étranglent les circuits habituels de valorisation du capital, empêchant finalement que le mar-

(1) Sur ce point, nous invitons nos lecteurs à se reporter à la déclaration du bureau politique de l'OCI du 20 août 1971 dont nous avons publié de larges extraits dans le n° 109 de *La Vérité* (pages 9 à 12). On y décrit comment la militarisation de l'économie capitaliste conditionne la survie de l'impérialisme, ainsi que l'impasse de l'économie d'armement. Depuis 1971, cet aspect de fuite en avant dans l'augmentation incessante de l'économie d'armement s'est considérablement renforcé (*Ndlr*).

(2) Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, « Chapitre XV — Le développement des contradictions immanentes de la loi », éd. sociales, 1957, page 258.

ché mondial accueille un processus d'accumulation du capital un minimum fluide. Ces distorsions ne sont pas un résultat circonstanciel, mais reflètent la fuite en avant du capital face à l'étroussure du marché mondial pour sa valorisation, dans un contexte présidé par l'exacerbation de la lutte concurrentielle entre capitaux et par une accentuation de la lutte des classes. Elles sont donc liées au caractère de plus en plus contradictoire du capitalisme, exprimé dans la loi de la baisse tendancielle du taux de profit formulée par Marx.

Cette dislocation du marché mondial se vérifie-t-elle aujourd'hui ? On l'observe très clairement dans l'interruption de son fonctionnement, non pas à cause du problème des pénuries, qui est de toute façon très significatif, mais à cause d'un ensemble d'éléments dont les plus importants sont décrits ci-dessous.

En effet, les chaînes de valeurs globales ont été interrompues dans leur rythme plus ou moins régulier par la difficulté de l'approvisionnement en fournitures (semi-conducteurs, produits chimiques, plastiques, bois, métaux industriels, etc.). Par exemple, dans l'Union européenne (UE) et selon la Banque d'Espagne, elle a touché 38 % des entreprises manufacturières (71 % en Allemagne). On prétend que cela n'est que le résultat de la reprise brutale de la demande après la panne due au confinement. Mais le problème est plus profond.

La pénurie résulte de la perturbation générale de l'économie mondiale, en particulier de la vulnérabilité causée par les délocalisations et la négligence de l'entretien des installations et des infrastructures. Par exemple, selon *TS Lombard*, 83 % des chips pour processeur et 70 % des puces de mémoire sont produits à Taïwan et en Corée du Sud seulement. D'autre part, les politiques de réduction des dépenses et de licenciements dans le secteur public ont entraîné des pénuries de capacités sur le terrain, où l'on manque de main-d'œuvre, de trains, de camions et d'entrepôts. Lars Mikael Jensen, responsable du plus grand opérateur de cargos, Moller-Maersk (*groupe danois*), affirme « *qu'il y a suffisamment de navires si nous pouvions aller à Los Angeles et repartir le lendemain* ». Mais maintenant, nous pouvons perdre des semaines d'attente.

A cette situation s'ajoute une énorme centralisation dans le secteur. Selon Alphaliner,

les dix premières compagnies maritimes, qui disposaient en 2004 de 53 % de la capacité de transport, en disposaient en 2019 déjà de 86 %. Les alliances 2M (comprenant Maersk et MSC), Ocean Alliance (avec Cosco, CMA, Evergreen et OOCL) et The Alliance (comprenant MOL, Yang Ming, K Line, NYK et Hapag) contrôlent respectivement 34 %, 30 % et 17 %. C'est qu'à eux trois, elles contrôlent plus des quatre cinquièmes du marché, soit 81 %. En conséquence, les taux de fret s'envolent : selon le *Baltic Dry Index*, le taux de fret moyen pour des marchandises premières brutes a augmenté entre mai 2020 et octobre 2021 de 1 336 % (d'un niveau de 385 à 5 529). La chute qui s'ensuit est encore 307 % plus élevée aujourd'hui qu'il y a seulement vingt mois.

Dans le domaine de l'énergie, la preuve de la hausse des prix et, en tout cas, de leur volatilité, est l'indice néerlandais *Dutch TTF Gas Futures* (Mécanisme de transfert de titres du gaz hollandais) qui a été multiplié par huit en seulement huit mois, du 21 avril 2020 au 21 décembre (d'un niveau de 22,1 à 179,9).

Un mois plus tard, il est tombé à 75,2, ce qui est encore 3,4 fois plus. C'est le résultat du désordre capitaliste qui s'exprime dans tous les domaines, y compris des conflits empêchant l'utilisation des gazoducs Nord-Stream2 entre la Russie et l'Allemagne, ainsi que celui qui transportait le gaz entre le Maghreb et l'Europe, reliant l'Algérie à l'Espagne via le Maroc. Quant aux matières premières, l'indice à terme *Dow Jones Commodity Index* est passé au cours de l'année dernière de 761,9 à 1 007,7, soit une hausse de 32,3 %.

Il est important de préciser que nous parlons des marchés à terme de l'énergie et des matières premières, secteurs dont l'activité est décisive pour la société. Sur ces marchés à terme, les opérations d'achat et de vente sont contractées pour être effectuées à une date ultérieure déjà fixée (c'est-à-dire que les parties s'engagent à acheter et à vendre l'actif, appelé « actif sous-jacent », en déterminant à l'avance le prix et la date de l'opération). Cela pourrait sembler être un élément d'ordre pour le marché mondial, dans la mesure où cela permettrait de garantir un certain prix, évitant ainsi l'incertitude qui préside dans la situation actuelle. Mais ce n'est pas le cas, car en réalité les contrats négociés sur les marchés à terme ne sont qu'un rouage de plus dans le gigantesque

mécanisme spéculatif qui régit l'activité du capital à l'échelle internationale.

Ces marchés sont appelés marchés dérivés parce que des « produits financiers dérivés » y sont négociés. Outre les contrats à terme, il existe également des marchés d'options. Ici, ce n'est plus l'achat et la vente qui sont contractés, mais l'option de les réaliser. En d'autres termes, il s'agit d'un accord par lequel une partie, en échange d'un paiement (premier paiement), accorde à l'autre partie le droit — et non l'obligation — d'acheter ou de vendre un produit ou un service (actif sous-jacent) à un prix donné et à une date donnée. Par conséquent, la transaction de vente et d'achat peut finalement ne pas avoir lieu. Les produits ou services autour desquels ces spécificités se réalisent sont de toutes sortes et, parmi eux, les devises revêtent une importance particulière. On pourrait également penser qu'il s'agit d'une mesure d'ordre sur le marché mondial, dans la mesure où ces contrats offriraient une protection au capital face aux fluctuations du marché. Mais il n'en est rien. Ce qui se passe en réalité, c'est que l'opération sous-jacente, qui peut ne pas avoir lieu dans le cas des options, n'est que l'instrument qui sert à ce que, autour des deux genres de contrats, des milliers de milliards de dollars soient déplacés chaque jour sur les marchés financiers internationaux, avec un contenu strictement spéculatif. En d'autres termes, sous l'apparence d'un mécanisme qui imposerait un ordre sur le marché mondial, c'est exactement le contraire qui se produit : un gigantesque dévoiement spéculatif.

Les « entreprises zombies », c'est-à-dire les entreprises qui existent comme une sorte de « morts-vivants », constituent une autre dimension de la situation de dislocation. Mortes parce qu'elles ne parviennent pas à couvrir leurs besoins par leur activité, mais vivantes parce qu'elles continuent effectivement à exister en tant qu'entreprises. En effet, la notion d'entreprises zombies désigne celles qui ne peuvent pas vivre de leur activité, dont il n'est pas certain qu'elle ne suffise même pas à couvrir le paiement des intérêts de leurs dettes. On présuppose donc qu'elles sont subventionnées d'une manière ou d'une autre.

Ce phénomène a été si important au Japon que, si en 1991 seuls 5 % à peine des entreprises étaient des zombies, entre 1997 et 2002, ce chiffre a oscillé autour de 35 %. En 2013, il était de 10 % en Espagne, d'en-

viron 5 % en Grande-Bretagne, en Italie et en Suède. Mais le capital impliqué était de plus de 15 % en Espagne et en Belgique et de 19 % en Italie, les autres pays se situant entre 5 et 10 %. Plus récemment, en 2016, au Royaume-Uni, il était de 8 %, soit quelque 140 000 entreprises. En Chine, elles représentent au moins 10 % des entreprises, mais certaines études suggèrent que, sur 800 000 entreprises sondées, 51 % des aciéries, 45 % des sociétés immobilières et 32 % des entreprises de construction sont des zombies (3).

L'existence de ces entreprises est certainement une autre expression de la crise de dislocation du marché mondial. Dans la logique capitaliste, ce qui définit la bonne santé des entreprises qui composent le tissu productif n'est pas leur contribution au bien-être collectif, mais leur capacité à être rentables. Les entreprises zombies sont donc un poids pour le processus d'accumulation et constituent un facteur de risque, notamment en termes d'emploi.

Le corollaire de tout cela est que les conditions de vie de la majorité se dégradent et sont de plus en plus menacées. Selon le rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) « *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2022* » (4), le taux d'emploi mondial en 2021 a été de 55,9 %, soit 1,4 point de moins qu'en 2019, avec un chômage estimé à 207 millions de personnes en 2022 (le nombre d'heures travaillées sera inférieur de 2 % au niveau pré-pandémique). Avec la précarité et les attaques sur les salaires, les « travailleurs pauvres » ont augmenté de 108 millions par rapport à 2019. L'inflation galopante dans les économies avancées est l'une de ces attaques contre le pouvoir d'achat. Dans l'Union européenne, elle a atteint une augmentation cumulée de 5 % en 2021 et aux États-Unis encore plus, de 7 %. Les augmentations des salaires nominaux ne sont même pas proches de ces niveaux. Par exemple, dans le cas espagnol, par rapport à une augmentation

(3) Il convient de prendre en considération que les critères pour qualifier de « zombie » une entreprise sont variés. Les données utilisées ici procèdent de différentes recherches rassemblées par Gustavo Burachik, « *Empresas zombie y crisis mundial* » (*Entreprises zombies et crise mondiale*), *Cuadernos de Economía Crítica*, n° 7, année 2017, Buenos Aires, pages 131 à 156. Consultable sur le site : <https://www.redalyc.org/pdf/5123/512354315006.pdf>

(4) Rapport consultable sur le site de l'OIT : www.ilo.org

cumulée des prix de 6,5 % en 2021 (augmentation moyenne de 3,1 %), les salaires n'ont augmenté que de 1,47 %, ce qui consacre la baisse consécutive des salaires réels, du pouvoir d'achat. Selon la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (5), en 2021 les prix mondiaux des denrées alimentaires ont augmenté de 28,1 %.

NI ORDRE AMÉRICAIN NI LOCOMOTIVE CHINOISE

Dans la propagande bourgeoise, il y a un élément récurrent : les problèmes, les crises sont toujours le résultat de quelque circonstance contingente, de sorte que l'on prétend qu'il est naturel qu'après, la guérison vient toujours. Ainsi que nous l'avons soutenu dans les précédents numéros de *La Vérité*, le capitalisme est pleinement inséré dans une sorte de crise chronique, une notion qui fait allusion à l'absence de périodes d'expansion intercalées entre celles de crise. En fait, au cours des cinquante dernières années, aucune période de croissance soutenue et plus ou moins généralisée, c'est-à-dire d'expansion, ne peut être attestée.

Mais la machine de propagande de la bourgeoisie ne se repose pas, et ne le pourrait pas, puisqu'elle fait partie de la lutte des classes. C'est pourquoi elle se concentre aujourd'hui sur le mythe de la reprise, ce pour quoi sont formulés en ces termes les plans de dépenses publiques tels que celui de Biden aux Etats-Unis, prétendant de 1,9 trillion (mille milliards) de dollars, ou celui de l'UE, annoncé avec un montant de 800 milliards d'euros. Face à une Europe qui se morfond sur la scène mondiale, deux mythes sont véhiculés, selon que l'on attribue aux Etats-Unis ou à la Chine le rôle de moteur de cette reprise mondiale.

La première puissance mondiale, les Etats-Unis, est-elle en mesure d'imposer des éléments d'ordre qui contribuent à cette fin ? Son récent retrait d'Afghanistan est très éloquent, car il entérine le fait bien connu de son impuissance à garantir un cadre un minimum stable dans les relations économiques internationales, un certain ordre mondial. Logique, compte tenu de la gravité de ses problèmes internes qui, du point de vue du capital, incluent bien sûr le vaste processus de mobilisations qui a été relancé depuis le meurtre de George Floyd par un policier à

Minneapolis et qui a abouti à une vague de grèves et autres mobilisations. Cette vague comprend des collectifs de travailleurs tels que ceux des industries de la télévision et du cinéma regroupés au sein de l'*International Alliance of Theatrical Stage Employees (IATSE)* ; 1 400 travailleurs de la multinationale alimentaire *Kellogg Company* ; 24 000 infirmières du *Kaiser Permanente* en Oregon et en Californie ; 11 000 menuisiers à Washington, D.C. ; 24 000 ouvriers de la menuiserie à Washington, D.C. ; et l'*International Alliance of Theatrical Stage Employees (IATSE)* ; 11 000 menuisiers à Washington ; les mineurs de *BlackRock* en Alabama, les usines de l'entreprise alimentaire *Mondelez International* ; plus de 2 000 menuisiers à Seattle, 2 000 travailleurs de la voirie à Buffalo, 2 000 travailleurs des télécommunications, organisés dans le *Communications Workers of America* de Californie ; également à Hunt's Point, Volvo et les universités de Columbia et de New York.

Les problèmes aux Etats-Unis s'accumulent. Au cours des derniers mois, M^{me} Yellen, la secrétaire d'Etat au Trésor américain (*l'équivalent de ministre de l'Economie, Ndlr*), s'est adressée à plusieurs reprises au Congrès pour demander une extension de la limite de la dette, c'est-à-dire le montant total d'argent que le gouvernement est autorisé à emprunter pour faire face à ses obligations, notamment les prestations de sécurité sociale et de *Medicare*, les salaires des militaires, les intérêts de la dette, les remboursements d'impôts, etc.

La limite est actuellement de 22 000 milliards de dollars, alors que la dette s'élève à environ 29 000 milliards de dollars. Quelle que soit la manière dont il sera résolu à un moment donné, le problème est chronique car ce montant de la dette représente 130 % de son produit intérieur brut (PIB). Mais de plus, ce problème récurrent est une source de grande incertitude avec son impact. Par exemple, en 2011, *Standard & Poors* a dégradé la note des Etats-Unis de AAA à AA lorsque le Congrès était sur le point de ne pas prolonger le plafond. Ce déclassement a augmenté les coûts de la dette du Trésor d'environ 1,3 milliard de dollars cette année-là, en raison de la hausse des taux d'intérêt.

(5) Communiqué du 6 janvier 2022, consultable sur le site de la FAO : www.fao.org

Le 8 septembre, dans une lettre adressée au Congrès, M^{me} Yellen (6) a indiqué :

« Après le rétablissement du plafond de la dette le 1^{er} août, le Trésor a commencé à recourir à certaines mesures extraordinaires pour continuer à financer temporairement le gouvernement (...), notamment en suspendant certains investissements dans la Caisse de retraite et d'invalidité de la fonction publique, la Caisse de prestations de santé des retraités de la poste, le fonds d'investissement en valeurs mobilières de l'Etat fédéral et du plan d'épargne-retraite du système de retraite des employés fédéraux.

Une fois toutes les mesures disponibles et les liquidités disponibles épuisées, les Etats-Unis d'Amérique seraient incapables de respecter leurs obligations pour la première fois de leur histoire (...). Les liquidités et les mesures extraordinaires seront très probablement épuisées au cours du mois d'octobre. »

Nous parlons de la première puissance mondiale, un véritable géant, mais aux pieds d'argile. Dans la même lettre, M^{me} Yellen ajoute :

« Les impasses passées en matière de limite d'endettement nous ont appris qu'attendre jusqu'à la dernière minute pour suspendre ou relever la limite de la dette peut nuire gravement à la confiance des entreprises et des consommateurs, augmenter les coûts d'emprunt à court terme pour les contribuables et affecter négativement la cote de crédit des Etats-Unis. Un retard qui remettrait en question la capacité du gouvernement fédéral à respecter toutes ses obligations causerait probablement des dommages irréparables à l'économie américaine et aux marchés financiers mondiaux. »

En ce qui concerne le marché boursier, l'indice qui relie la capitalisation boursière au PIB américain affiche un niveau supérieur de 213 % (49 000 milliards de dollars capitalisés en Bourse, face à un PIB d'environ 23 000 milliards de dollars). Il est connu sous le nom d'« indicateur Buffett », du nom du spéculateur qui l'a désigné comme référence de la situation insoutenable de la bulle des entreprises « *point-com* », qui allait conduire à l'effondrement de l'indice Nasdaq-100 de la Bourse de New York, du pic du 10 mars 2000 (4 549,07) au 4 avril 2001 (1 434,01), soit une chute de 68,5 % en à peine treize mois. Mais il n'a pas dépassé 150 % à l'époque, pas plus qu'il ne l'a fait en 2008.

La fragilité de la position concurrentielle des Etats-Unis est également révélée par leur déficit commercial, qui a dépassé 80 mil-

liards de dollars en novembre dernier, après avoir augmenté de 29 % depuis janvier. C'est le résultat du processus de délocalisation du capital américain lui-même, qui rend le pays très dépendant des importations, notamment de la Chine. Entre-temps, la Réserve fédérale (*la Banque centrale américaine, Ndlr*) a prévu en décembre de relever ses taux d'intérêt, ce qui constituerait un obstacle supplémentaire à la croissance.

En bref, il est clair que les Etats-Unis sont incapables, non pas de faire avancer l'économie mondiale, mais tout simplement d'imposer des éléments d'ordre. Cela représente-t-il une occasion pour la Chine, qui pourrait effectivement être la locomotive du monde et ainsi même déloger l'impérialisme américain de sa position dominante à l'échelle mondiale ?

Le capitalisme a rendu l'économie mondiale possible, il a façonné le marché mondial et, par conséquent, il fait à toutes fins utiles avec ce qui a été tragiquement établi avec la chimère stalinienne du « socialisme dans un seul pays » (la prétendue faisabilité qu'une nation, isolée, achève la transition vers une société communiste), qu'il n'y a pas de facteurs externes à une telle économie mondiale, qu'il n'y a pas de possibilité de sortir un as de sa manche.

En fait, la trajectoire récente de la Chine montre précisément les implications de son insertion dans l'économie mondiale capitaliste, même avec des concessions telles que son incorporation dans des institutions impérialistes contrôlées par les Etats-Unis comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui lie les mains des gouvernements des pays membres en ce qui concerne des mesures aussi élémentaires que l'imposition de certaines conditions à l'entrée de capitaux étrangers dans le pays.

Pour n'en citer que quelques-uns, certes éloquentes, mentionnons l'impact des difficultés d'approvisionnement en énergie qui, selon *Reuters*, provoquent dans ce qu'on appelle « *l'atelier du monde* » une pénurie d'énergie qui a touché 44 % de ses industries en septembre dernier. Les données susmentionnées sur les entreprises zombies en sont également un bon exemple. Cela est aussi simple à comprendre que la loi de la valeur,

(6) Lettre au Congrès de Janet Yellen, secrétaire américaine au Trésor, US Department of the Treasury (site officiel : www.home.treasury.gov), dépêche AFP, 8 septembre 2021.

le régulateur de l'économie capitaliste, fonctionne à l'échelle mondiale et s'impose donc à tous les pays, même si, en expropriant le capital, ils disposent d'un Etat ouvrier. Dans le cas de la Chine, cependant, ce n'est pas seulement qu'elle était déjà bureaucratisée dès ses débuts en 1949 et qu'il soit si formidablement dégénéré aujourd'hui que certaines protections élémentaires contre l'action de la loi de la valeur, comme le monopole du commerce extérieur, n'existent plus. C'est précisément le contenu de l'orientation d'ouverture systématique décidée par la bureaucratie chinoise en décembre 1978 et mise en œuvre avec les zones économiques spéciales depuis mai 1979.

Un exemple très parlant est le cas d'Evergrande, un groupe commercial chinois qui fait partie de la liste « Global 500 » du magazine *Fortune*, qui recense les 500 plus grandes entreprises du monde en termes de revenus. Elle est particulièrement axée sur le secteur de l'immobilier, dans lequel, selon *Fortune*, elle a employé au moins 123 276 travailleurs en juillet et mènerait 1 300 projets de bâtiment dans 280 villes. Mais elle a également des intérêts dans d'autres secteurs tels que l'automobile, l'alimentation, les loisirs, etc. Elle est considérée comme le plus grand débiteur de la Chine, avec plus de 300 milliards de dollars de dettes. En août dernier, elle a déclaré avoir des problèmes de liquidités, liés à la difficulté de trouver des acheteurs, et a fait défaut sur le paiement des intérêts. Au-delà du cas de cette société, le secteur immobilier en Chine partage des caractéristiques avec celles des économies capitalistes, notamment en termes de risque (selon *Reuters*, le ratio de couverture des intérêts cumulé de 21 grandes sociétés immobilières chinoises cotées à Hong Kong est tombé à 0,94). En effet, l'année 2020 a vu de nombreux défauts de paiement de prêts dans le pays. Pour ce qui est d'Evergrande, la valeur de ses actions s'est effondrée, elle a laissé de nombreuses personnes sans abri et sans économies ; en outre, il est prévu qu'un grand nombre de ses employés soient licenciés, etc. On l'a même appelé le *Lehman Brothers* chinois, en référence à la faillite de ce géant américain en 2008 comme symbole de la crise. En Chine aussi, l'effondrement d'Evergrande aurait un énorme effet d'entraînement. L'analyste Michael Roberts explique que

« le secteur de la propriété privée en Chine est désormais composé d'entreprises "zombies" »

comme 15 à 20 % des entreprises des grandes économies capitalistes » (7).

Est-ce que le paragraphe ci-dessus apporte une différence s'il s'agit d'une entreprise chinoise ou s'il s'agit d'une entreprise d'un autre pays, de n'importe quelle économie capitaliste ? La loi de la valeur opère à l'échelle mondiale et s'applique donc également en Chine, comme le montre clairement cette affaire. Il n'y a pas non plus de différences qualitatives dans les données sur les inégalités dans le pays, où les 10 % les plus riches de la population possèdent 42 % du revenu total et 68 % de la richesse des ménages. Cela signifie qu'ils gagnent 14 fois plus que les 50 % les plus pauvres et qu'ils possèdent 53 fois plus que les 50 % les plus pauvres.

Non, la Chine ne peut pas être une solution de rechange des Etats-Unis dans l'économie mondiale, car précisément c'est son insertion dans le marché mondial qui fait que la Chine est totalement dépendante de ce marché, et notamment des Etats-Unis auxquels elle destine une bonne partie de ses exportations.

La crise aux Etats-Unis entraîne toute l'économie mondiale, précisément parce c'est la crise de décomposition de l'ensemble du marché mondial. Les Etats-Unis comme la Chine sont attachés à la même chaîne. Les données actuelles de ralentissement de la « croissance » chinoise le confirment : il n'y a pas une « souveraineté » ou « d'autonomie chinoise ».

Pendant ce temps, l'Europe renforce sa place de plus en plus subordonnée dans l'économie mondiale, l'UE entérinant son statut de contremaître au service du FMI, c'est-à-dire du capital financier américain. Cela se reflète dans le *modus operandi* lui-même, selon lequel les fonds de l'Union européenne de la prochaine génération sont gérés selon l'ancienne conditionnalité du FMI (8) :

« Lorsqu'un pays obtient un crédit du FMI, le gouvernement s'engage à ajuster sa politique économique pour surmonter les problèmes qui l'ont conduit à demander de l'aide financière à la communauté internationale. Les conditions de ces prêts servent également à garantir que le pays sera en mesure de rembourser les ressources au FMI, de sorte que ces ressources

(7) Michael Roberts Blog, « China at a turning point ? », 5 octobre 2021, article consultable sur : <https://thenextrecession.wordpress.com/2021/10/05/china-at-a-turning-point/>

(8) <https://www.imf.org/es/About/Factsheets/Sheets/2016/08/02/21/28/IMF-Conditionality>

puissent être mises à la disposition d'autres pays membres dans le besoin. Les réformes des prêts approuvées en 2009 ont simplifié la conditionnalité du FMI pour aider les pays à mieux s'identifier à des politiques solides et efficaces.»

Et non plus *ex post*, mais *ex ante*, à titre préventif :

« Les actions préalables sont des mesures qu'un pays accepte de prendre avant que le conseil d'administration du FMI approuve le financement ou achève son examen, parce qu'une mise en œuvre est cruciale pour atteindre les objectifs du programme ou surveiller son exécution. Ces mesures garantissent que les bases nécessaires soient en place pour que le programme réussisse ou pour qu'il se remette sur les rails s'il s'écarte des politiques convenues. Ces actions préalables pourraient inclure, par exemple, la suppression des contrôles des prix ou l'approbation officielle du budget conformément au cadre budgétaire du programme.»

De sorte que ni l'Europe, ni la Chine, ni les Etats-Unis n'ont de locomotive possible car c'est le système dans son ensemble, l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale, qui s'échoue inévitablement, victime de leurs propres contradictions. En d'autres termes, la « crise chronique » du capitalisme.

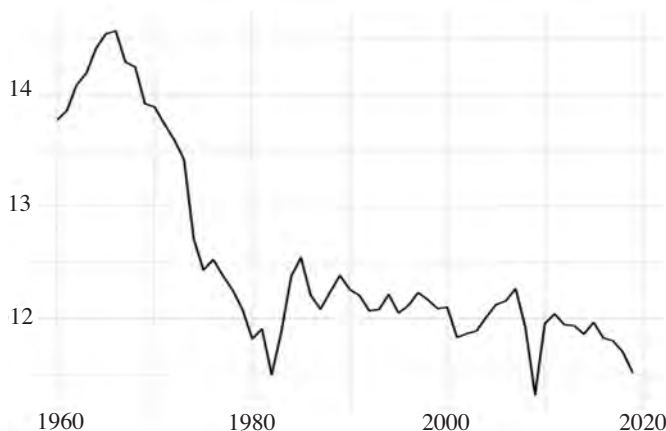
IL NE S'AGIT PAS DE CRISES PONCTUELLES, MAIS DE TOUT UN SYSTÈME EN CRISE CHRONIQUE

En effet, rien de ce qui précède n'est circonstanciel. Telle ou telle circonstance peut aggraver ou adoucir momentanément

la tendance de fond, mais celle-ci est sans équivoque car elle obéit aux lois qui régissent le processus d'accumulation capitaliste. Le capital est un rapport social de domination de classe, basé sur l'exploitation dont le contenu matériel est la plus-value, le travail non rémunéré à la classe ouvrière que s'approprie la classe capitaliste sous forme de profit. Ce profit est la force motrice de l'accumulation capitaliste, c'est-à-dire le processus par lequel une partie de la plus-value/profit est convertie en nouveau capital, dans le but de produire une nouvelle plus-value qui, appropriée comme profit, sera en partie recapitalisée, et ainsi de suite. Les sociétés dans lesquelles le mode de production capitaliste domine sont donc régies par cette logique de valorisation du capital, guidée par la rentabilité (le taux de profit). Cependant, comme Marx le démontre théoriquement dans *Le Capital* et le vérifie empiriquement, le taux de profit a tendance à chuter. Et même cette tendance peut éventuellement être contrecarrée, comme l'explique également Marx, ce qui devient de plus en plus compliqué. Le caractère contradictoire, mais de plus en plus contradictoire, du capitalisme est ainsi révélé.

Les nouvelles recherches révèlent ce fait de manière tranchée, au moyen d'une approche rigoureuse du calcul d'un taux de profit mondial, conformément à la forme mondiale que prend aujourd'hui le processus d'accumulation capitaliste (*voir graphique ci-dessous*).

Le capitalisme n'est pas un mode de production ordonné, on ne programme pas socialement ce qu'il faut produire pour



**Taux de profit
mondial 1960-2019 (9)**

(9) Deepankar Basu, Julio Huato, Jesus Lara Jauregui and Evan Wasner, « World Profit Rates, 1960-2019 », *Economics Department Working Paper Series* (2022), n° 318, page 30.

couvrir les besoins de la population, il n'y a pas de calcul rationnel, mais on produit selon l'intérêt individuel de chaque foyer d'accumulation particulier qui constitue chaque capital. Dans ce cadre, rien ne peut garantir que le processus d'accumulation se développera régulièrement. Surtout si l'on tient compte de la tendance à la baisse du taux de profit évoquée plus haut, car la seule façon d'éviter les crises serait que les facteurs qui les contrecarrent agissent en permanence et dans des proportions suffisantes. Ce qui est impossible à assurer, car cela dépend avant tout de la lutte des classes. C'est pourquoi les crises ne sont pas une exception dans le processus d'accumulation capitaliste, mais un moment normal dans sa trajectoire.

Il convient de préciser que les crises sont des périodes au cours desquelles le processus d'accumulation du capital est interrompu, ralenti, freiné. Dans cette interruption, se concrétise la destruction du capital qui n'est plus suffisamment rentable. Toutes les crises capitalistes se manifestent là où tout se manifeste : en surface, sur le marché. En particulier lors d'événements tels que la montée en flèche du chômage, c'est-à-dire lorsqu'il y a une énorme surabondance de main-d'œuvre sur le marché du travail par rapport à la demande. Si les problèmes n'étaient qu'une inadéquation ponctuelle du marché, résultant de l'absence de planification à l'échelle sociale dans le capitalisme, il s'agirait de problèmes mineurs. Il arrive cependant que sous la forme de déséquilibres sur les marchés, des faits plus profonds s'expriment également, et notamment un : l'absence d'une quantité suffisante de plus-value pour valoriser l'ensemble du capital qui y aspire. Cela implique donc une suraccumulation du capital : il y a plus de capital aspirant à se valoriser que celui qui peut effectivement le faire, étant donné la plus-value disponible pour l'appropriation en tant que profits respectifs des différents capitaux.

Les crises sont donc nécessaires dans le sens où elles se produisent nécessairement, où elles sont inévitables. Mais les crises sont aussi nécessaires dans un autre sens : elles sont nécessaires, elles sont indispensables parce que, comme on l'a dit, elles constituent une forme systématisée de destruction du capital, des fractions du capital qui ne sont pas compétitives parce qu'elles ne parviennent pas à se valoriser dans une proportion suffisante.

Or, dire que les crises sont indispensables pourrait faire croire que le capitalisme est capable de s'autoréguler et que, même si c'est à travers les fortes secousses que constituent les crises — en tant que moment d'arrêt dans le processus d'accumulation —, la reprise est toujours possible, comme la relance que les institutions du capital proclament de manière propagandiste, pour camoufler les crises en événements circonstanciels. Non, les crises ne se décrètent pas, mais sont le résultat de l'effondrement récurrent du processus d'accumulation capitaliste, pour les raisons évoquées plus haut. Et non, elles n'assurent pas en aucun cas une relance automatique et immédiate de l'accumulation.

Ce dernier point est crucial, car ce que révèle précisément la dernière étape du capitalisme, l'étape impérialiste, c'est l'existence de difficultés croissantes à relancer le processus d'accumulation. A cet égard, il est manifeste qu'au cours des cinquante dernières années, il n'y a pas eu de période que l'on pourrait qualifier de véritablement expansive, d'accumulation plus ou moins fluide, large et soutenue dans le temps. Cela signifie donc que les crises ne résolvent pas les problèmes, même si c'était de manière traumatisante, les recompositions qu'elles rendent possibles sont limitées, partielles, avec une date de péremption toujours plus péremptoire.

Les crises au stade impérialiste acquièrent une condition ajoutée, celle d'être une sorte de fuite en avant dont l'arrière-fond est une systématisation toujours plus grande de la destruction des forces productives. En particulier au cours des cinquante dernières années, depuis le déclenchement de la crise au début des années 1970 — symbolisée par le 15 août 1971. Un demi-siècle que l'on peut résumer par le schéma crise-ajustement-crise, c'est-à-dire l'ajustement permanent du FMI comme tentative de réponse à la crise qui échoue inévitablement et qui non seulement n'ouvre pas de possibilité d'expansion pour l'accumulation du capital, mais contribue directement à tomber dans une nouvelle crise encore plus grande.

La concrétisation finale en est l'explosion de la pandémie, sous la forme dans laquelle nous l'avons caractérisée, non pas comme un « facteur exogène » à l'accumulation du capital, mais comme une expression de celui-ci, en ce sens qu'elle ne peut être comprise, dans toute son ampleur, que comme résultat de la crise capitaliste et des

politiques qui l'accompagnent inévitablement.

Il existe une issue, mais pas sous le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production et l'exploitation du travail.

L'absence d'issue sous le capitalisme ne peut être comprise dans le sens où rien ne se passe jamais. Les contradictions s'aiguisent et, d'une manière ou d'une autre, s'expriment politiquement. L'alternative passe inévitablement par l'irruption massive de la classe exploitée, dont l'organisation en regroupements de front unique imposera une issue, sous la forme d'une rupture révolutionnaire par rapport à l'ordre établi.

Dans chaque pays, nous voyons de multiples expériences ouvrières et populaires de résistance à la barbarie que la survie du capitalisme approfondit inévitablement. Sous des formes particulières mais avec le dénominateur commun de la lutte, toutes et chacune ont de la valeur, mais cela ne suffit pas, il faut progresser dans leur regroupement et leur organisation afin que soit pleinement couronnée de succès la lutte pour les aspirations légitimes des masses, qui ne peuvent se défendre réellement que de manière inconditionnelle, c'est-à-dire sans les soumettre à aucune condition et, par conséquent, jusqu'au bout.

Le regroupement le plus large, dont les référents sont le front unique ouvrier (FUO) et le front unique anti-impérialiste (FUA), déjà formulés il y a cent ans par le mouvement ouvrier organisé au niveau international. En effet, cette année 2022 marque le centenaire du dernier des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, qui se sont tenus chaque année depuis sa fondation en mars 1919, avec la participation exceptionnelle de Lénine et de Trotsky, entre autres. Cette Internationale a été dissoute par Staline en 1943, peu avant la Conférence de Téhéran où il s'apprêtait à rencontrer les deux premières puissances impérialistes, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, pour organi-

ser leur collaboration, vérifiant ainsi la pertinence de la création de la IV^e Internationale en 1938. Lors du quatrième congrès, qui s'est tenu du 30 novembre au 5 décembre 1922, sont approuvées les thèses du troisième congrès concernant la méthode du front unique ouvrier :

« Les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier »,

à laquelle est ajoutée une résolution concernant la forme prise par l'orientation dans les économies dominées, qui est celle du front unique anti-impérialiste, dans laquelle

« le mouvement ouvrier dans les pays coloniaux et semi-coloniaux doit, avant tout, conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome dans le front anti-impérialiste commun » (10).

Aujourd'hui, l'affirmation de Marx dans *Le Capital* sur l'avenir du capitalisme reste pleinement valable en raison de son caractère irréformable :

« Si donc le mode de production capitaliste est un moyen historique de développer la force productive matérielle et de créer le marché mondial correspondant, il représente en même temps une contradiction permanente entre cette tâche historique et les rapports de production sociaux qui lui correspondent » (11).

Xabier Arrizabalo

22 janvier 2022

(10) *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923*, textes complets, Bibliothèque communiste, Librairie du travail, juin 1934, réimpression en fac-similé par les éd. Maspero, 1971, 216 pages.

(11) Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, « Chapitre XV – Le développement des contradictions immanentes de la loi », éd. sociales, 1957, page 263.



DR

Des travailleurs migrants nettoient la surface d'un immeuble à Pékin.



DR

Evergrande Changqing, à Wuhan, en Chine.

A propos de la situation en Chine

IL est certain que la pression américaine sur la Chine s'exerce de façon constante au moyen du fameux « *Accord de phase 1 du 15 janvier 2020* », puisque, selon l'administration américaine, la Chine restait à plus de 180 milliards de dollars en dessous de sa promesse d'acheter pour 380 milliards de dollars de produits américains avant la date limite fixée au 31 décembre (1).

Il y a aussi ces « *grands groupes étrangers, notamment japonais et coréens, (qui) s'alarment de leur dangereuse dépendance à la stratégie (du zéro Covid) de Pékin* » (2). Tout cela alors que s'accomplirait « *la longue marche de Xi Jinping vers le pouvoir absolu* » (3).

En réalité, il y a en Chine un puissant facteur agissant et en général ignoré des médias. La classe ouvrière chinoise — des centaines de millions d'ouvriers — résiste pour défendre ses conditions d'existence, exerçant ainsi une pression constante sur la bureaucratie.

Cet aspect de la situation en Chine va être abordé ici.

LE GOUVERNEMENT CHINOIS CONFRONTÉ AUX MULTIPLES PROTESTATIONS DES TRAVAILLEURS CONTRE LE NON-VERSEMENT DES SALAIRES

Les « *Lignes directrices sur la mise en œuvre des responsabilités des plates-formes de restauration en ligne et la protection efficace des droits et intérêts des livreurs de produits alimentaires* » sont publiées le 26 juillet 2021.

A ce moment-là, dans plusieurs grandes villes de Chine, Hefei, Shanghai, Chengdu,

Guangzhou, Shenzhen, Hong Kong..., les chauffeurs-livreurs de repas ont déclenché des grèves contre les réductions de salaires et les demandes oppressives qui leur sont imposées par les principales plates-formes en ligne, Meituan, Ele.me ou Foodpanda. Concernant l'origine sociale de ces livreurs, les statistiques de *China News Weekly* (28 mai 2021) indiquent que de janvier à juillet 2020, au cours de cette courte période de six mois, le nombre de livreurs en Chine a augmenté d'environ 2 millions de personnes... A noter que parmi les 2 millions de livreurs ajoutés, 30 % sont issus d'usines, soit 600 000 travailleurs qui les ont donc quittées pour rejoindre les équipes de vendeurs de plats à emporter (4).

Mais lundi 26 juillet, le site officiel du gouvernement chinois communique :

« Récemment, l'Administration d'Etat pour la réglementation du marché, l'Administration d'Etat du cyberspace de Chine, la Commission nationale du développement et de la réforme, le ministère de la Sécurité publique, le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale, le ministère du Commerce et la Fédération panchinoise des syndicats ont publié conjointement les "*Lignes directrices sur la mise en œuvre des responsabilités des plates-formes de restauration en ligne et la protection efficace des droits et intérêts des livreurs de produits alimentaires.*" Les avis énoncent des exigences globales pour la protection des droits légitimes et intérêts du personnel de livraison de nourriture. »

(1) *The New York Times*, 16 novembre 2021, consultable sur : [nytimes.com/2021/11/16/world/asia/biden-xi-usa-china.html](https://www.nytimes.com/2021/11/16/world/asia/biden-xi-usa-china.html)

(2) *Les Echos*, 18 janvier 2022.

(3) *Le Journal du dimanche*, 8 novembre 2021.

(4) <https://view.inews.qq.com/a/20210528A0891100?tbkt=C0&uid=>

En réalité,

« ces directives ont été publiées après que des livreurs se sont plaints de leur manque de sécurité au travail. Quelques jours avant que l'Administration d'Etat pour la réglementation du marché ne publie ce document, le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale et sept autres agences ont publié (le 16 juillet, Ndlr) des directives sur la sauvegarde des droits fondamentaux des travailleurs dans les "nouvelles formes d'emploi". Les travailleurs dans la nouvelle forme d'emploi comprennent les passagers sur les plates-formes de livraison, les chauffeurs sur les plates-formes de covoiturage et d'autres travailleurs de la livraison » (site chinois *m.k.sohu.com*, 26 juillet).

Et donc selon *m.k.sohu.*,

« la Chine prend des mesures pour protéger les livreurs de nourriture contre l'exploitation algorithmique et améliorer la sécurité du travail... Ces directives politiques ont été publiées alors que la Chine renforçait la supervision des grandes entreprises technologiques et rendait l'industrie plus soucieuse des droits des consommateurs et des travailleurs. Un examen réglementaire plus strict a fait chuter les actions des entreprises technologiques chinoises ces derniers jours en Bourse. Meituan a chuté de 14 % lundi. La société emploie environ 3 millions de coureurs et fournit en moyenne plus de 27 millions de commandes de nourriture par jour en 2020 » (5).

Le 30 juillet, l'ACFTU (la fédération des syndicats chinois) déclare à la CCTV (la télévision chinoise) :

« Chauffeurs routiers, chauffeurs de VTC en ligne, coursiers et livreurs de plats à emporter vous organiseront pour rejoindre le syndicat ! (...) L'ACFTU a clairement indiqué que la promotion de nouvelles formes d'emploi d'affiliation des travailleurs est une tâche essentielle des syndicats à tous les niveaux à l'heure actuelle et pour une période à l'avenir, et des actions ciblées sont prises comme un point de départ important pour orienter les nouvelles formes d'emploi des travailleurs vers l'adhésion et promouvoir la construction d'organisations syndicales de base. L'opération concentrée durera de juillet 2021 à décembre 2022. Les syndicats à tous les niveaux se concentreront sur quatre groupes, y compris les chauffeurs de camion, les chauffeurs de VTC en ligne, les coursiers et le personnel de livraison à emporter, et se concentreront sur les principales entreprises de plates-formes pour surmonter les difficultés » (6).

La prospérité commune, c'est « partager le gâteau équitablement au lieu de chercher uniquement à l'agrandir (...), sinon, cela conduira à de graves contradictions sociales ».

Le 17 août 2021, lors d'une réunion du PC chinois (PCC) consacrée aux affaires financières et économiques, Xi Jinping insistait sur le concept de « prospérité commune ». Le quotidien d'Etat *Global Times* (18 août) a traduit ce concept de la façon suivante :

« Partager le gâteau équitablement au lieu de chercher uniquement à l'agrandir sera le thème clé du développement économique et social de la Chine pendant un certain temps, et c'est un problème que toutes les économies à revenu intermédiaire supérieur devraient aborder ; sinon, cela conduira à de graves contradictions sociales. »

Il s'agit donc d'éviter l'explosion sociale découlant des inégalités trop voyantes.

D'ailleurs, ce même 17 août, la ville de Pékin annonce qu'elle aidera les personnes qui ont perdu leur emploi à la suite de la réglementation qui supprime le tutorat privé à trouver du travail. Les autorités de la capitale chinoise ont déclaré qu'il y avait des dizaines de milliers de postes « disponibles » pour ceux qui quittent le secteur et ont promis de mettre en place des salons de l'emploi spéciaux (7). Le 11 août, plus d'un millier d'enseignants avaient manifesté à Pékin pour le règlement des arriérés de salaires et le paiement des assurances sociales après la publication de la directive ministérielle du 24 juillet sur la « double réduction ».

Mais les services publics sont également touchés par les grèves...

« Le 1^{er} novembre, des dizaines de chauffeurs de bus ont fait grève dans la ville de Pingdingshan, dans la province de Henan, en Chine centrale, pour demander à l'entreprise d'Etat de transport en commun de verser les salaires en retard et les avantages sociaux... Cette action de grève a suscité un rare débat public sur la dette publique et la santé générale de l'économie chinoise. Le service de bus a repris mardi après que la *Pingdingshan Public Transportation Com-*

(5) <https://m.k.sohu.com/d/546128546?channelId=1&page=1>

(6) <https://finance.sina.com.cn/tech/2021-07-30/doc-ikqcfnc9876725.shtml>

(7) *SCMP*, 17 août 2021.

pany (PPTC) a promis que les huit mois d'arriérés de salaires dus aux chauffeurs de bus seraient payés dans la semaine. Cependant, les chauffeurs ont affirmé avoir déposé plus de 19 plaintes pour arriérés de salaires entre 2012 et 2020, sans réponse jusqu'à la grève de lundi dernier » (8).

Ici apparaît dans la discussion la référence à la dette publique à l'origine du non-paiement des salaires.

En effet, en Chine, la majeure partie de la dette des administrations locales chinoises est détenue par des institutions financières appartenant à l'Etat ou contrôlées par l'Etat. Pendant des décennies, les gouvernements locaux chinois ont eu recours à des emprunts hors bilan... Le resserrement de la dette chinoise alimente le risque de premiers défauts de crédit des gouvernements locaux (9).

Et actuellement, les gouvernements locaux réduisent à travers le pays une gamme d'avantages et de bonus dans le cadre d'une campagne visant à réduire les coûts. Certains fonctionnaires ont vu leur rémunération mensuelle chuter jusqu'à une proportion d'un tiers. Et

« alors que les coupes ont suscité une vague de plaintes sur les réseaux sociaux de la part de fonctionnaires qui ont du mal à joindre les deux bouts, le Premier ministre Li Keqiang a déclaré la semaine dernière que se serrer la ceinture était nécessaire pour stimuler l'économie en déclin » (10).

Malgré la promesse que le gouvernement central fournirait davantage de fonds aux gouvernements locaux pour combler le déficit, une seule des 31 provinces et municipalités de Chine continentale — Shanghai — a réalisé un excédent budgétaire en novembre de l'année dernière, selon un décompte des rapports financiers provinciaux. Pas moins de 18 provinces, principalement dans l'ouest, le nord et le centre de la Chine, ont enregistré un déficit supérieur à leur revenu total, le Tibet étant en tête du tableau des déficits avec 177,6 milliards de yuans, soit plus de sept fois ses revenus...

Dans la conclusion de la « Conférence centrale de travail économique » qui s'est tenue à Pékin 8 au 10 décembre sous la présidence de Xi Jinping, le compte rendu de Xinhua indique

« garantir le paiement des salaires des travailleurs migrants et renforcer la sécurité de la production et la sécurité publique ».

Mais le 23 décembre, les employés des entreprises d'Evergrande — entreprise de construction dont la dette s'élève à 300 milliards de dollars US — affichent dans le Shanxi, le Guangxi et le Hunan des déclarations de grève aux portes des entreprises, affirmant qu'Evergrande doit à ses employés les salaires, la sécurité sociale, le fonds de prévoyance et d'autres avantages sociaux connexes, et que donc tous les employés sont en grève.

La grève a été annoncée dans les départements d'ingénierie de Hunan Changsha Evergrande Junyue House, au Guangxi Nanning Evergrande International Center, à Evergrande Shanxi Company, Evergrande Guangxi Company et ainsi de suite.

Fin 2020, le nombre total d'employés d'Evergrande a dépassé les 120 000 et le nombre d'emplois liés à ses projets d'ingénierie s'élève à 3 millions (11).

La classe ouvrière chinoise, ouvriers comme fonctionnaires, n'accepte pas de payer pour la dette.

À PROPOS DU 6^e PLÉNUM DU COMITÉ CENTRAL DU PC CHINOIS QUI S'EST DÉROULÉ À HUIS CLOS DU 8 AU 11 NOVEMBRE 2021 À PÉKIN

En général, les 6^e plénums sont les dernières rencontres durant lesquelles le comité central finalise les listes pour le prochain congrès du parti, dont celles du Politburo et de son comité permanent, avant le vote symbolique qui devrait avoir lieu aux environs d'octobre 2022. Avec la vague de promotions en province entre le 19 et le 22 octobre, il est permis de penser que lesdites listes doivent être pratiquement terminées.

Le 8 novembre dernier, *Xinhua* annonce l'ouverture du comité central à Pékin en ces termes :

« Les communistes chinois, avec Mao Zedong, Deng Xiaoping, Jiang Zemin et Hu Jintao comme représentants principaux, ont mené l'ensemble du Parti et le peuple de tous les groupes ethniques à réaliser des progrès vitaux dans la révolution. Depuis le 18^e Congrès national du PCC en 2012, le comité central du PCC avec Xi Jinping

(8) *China Labour Bulletin*, 11 novembre 2021.

(9) *SCMP*, 26 mai et 5 juin 2021.

(10) *South China Morning Post*, 12 janvier 2022.

(11) *Radio free Asia*, 24 décembre 2021.

comme noyau dirigeant a conduit l'ensemble du Parti et le peuple de tous les groupes ethniques à obtenir de nouvelles réalisations importantes et à accumuler de nouvelles expériences précieuses.»

Et le 11 novembre *Xinhua* en annonce la conclusion :

« Une réunion de haut niveau du Parti communiste chinois (PCC) a adopté une résolution historique sur les principales réalisations et l'expérience historique des 100 ans d'efforts du PCC, selon un communiqué publié le jeudi. La résolution a été examinée et adoptée... selon le communiqué du plénum. Xi Jinping, secrétaire général du comité central du PCC, a prononcé un discours important lors de la session... La session a également examiné et adopté une résolution sur la convocation du XX^e Congrès national du PCC au second semestre 2022 à Pékin. »

Cependant, des voix discordantes se sont fait entendre à l'extérieur comme à l'intérieur de cette réunion du Parlement du PC chinois.

Un ancien vice-Premier ministre publiquement mis en cause le 2 novembre.

Le Figaro (8 novembre 2021) note qu'un « inhabituel parfum de scandale plane sur la réunion feutrée des caciques du Parti communiste chinois (PCC) qui s'est ouverte lundi à Pékin et qui doit décider de l'avenir de Xi Jinping à la tête de la deuxième puissance mondiale. La championne de tennis Peng Shuai a pris de court la propagande en accusant l'ancien vice-Premier ministre, Zhang Gaoli, de l'avoir violée, le 2 novembre, lançant des accusations sans précédent contre un ex-membre du comité permanent du Politburo... La vainqueur en double de Roland-Garros a semé la stupeur en révélant sa relation sulfureuse sur la messagerie Weibo avant d'être rattrapée par la grande armée des censeurs, qui ont rapidement effacé son post explosif en vingt minutes. »

Il faut tout simplement savoir que Zhang Gaoli a fait partie de 2013 à 2018 du comité permanent du bureau politique du PCC. Il s'agit de la plus haute instance du parti.

La crise de l'électricité en Chine est « d'origine humaine » et les erreurs de calcul de Pékin constituent « une leçon très douloureuse », déclare le 9 novembre à Pékin Chen Weidong, ancien chercheur en chef de l'énergie.

Alors que le *South China Morning Post* rappelait le 8 novembre que

« le pays est actuellement confronté à sa pire crise énergétique depuis des décennies après que l'approvisionnement en électricité a été touché par des pénuries de charbon et des restrictions agressives de la consommation d'énergie pour atteindre les objectifs d'émissions. Ces pénuries ont également fait monter le prix du charbon, mais comme les compagnies d'électricité ne sont autorisées à répercuter qu'une partie des coûts sur les consommateurs, elles ont dû réduire leur production pour rester rentables. Depuis août, au moins 20 des 31 provinces du pays ont introduit le rationnement de l'électricité pour maintenir l'approvisionnement. »

Et qui est responsable de cette situation ? Eh bien, le 9 novembre, Chen Weidong, ancien chercheur en chef de l'énergie à l'Institut chinois d'économie de l'énergie du géant de l'énergie d'Etat *China National Offshore Oil Corporation*, a déclaré lors d'un forum virtuel sur l'énergie à Pékin qu'il n'y avait aucun fondement à l'argument de la pénurie de charbon.

« La Chine, en fait, ne manque pas de capacité de production d'électricité, de ressources en charbon ni de capacité de production. Comment la Chine a-t-elle pu soudain sombrer dans le rationnement de l'électricité ? Il s'agit d'une crise provoquée par l'homme »,

a affirmé Chen lors du forum de mardi. La crise de l'électricité en Chine est « *d'origine humaine* » et les erreurs de calcul de Pékin constituent « *une leçon très douloureuse* », selon des initiés du charbon.

A propos de l'article « *La réforme et l'ouverture constituent un grand réveil du parti (étude approfondie et mise en œuvre de l'esprit de la sixième session plénière du 19^e comité central du PCC)* » par Qu Qingshan.

Il s'agit du président de l'Institut d'histoire et de littérature du comité central du Parti communiste, dont l'article publié dans le *Quotidien du Peuple*, organe central du CC, le 9 novembre, ne cite pas une seule fois Xi Jinping (12).

Le *Nikkei Asia* relève que ce commentaire détaille également les réalisations des deux prédécesseurs de Xi, Jiang Zemin et Hu Jintao, qui sont tous deux restés sur la voie des réformes de Deng, et montre claire-

(12) <http://theory.people.com.cn/n1/2021/1209/c40531-32303173.html>

ment le point que Qu essayait de faire valoir. Jiang et Hu ont fait de la Chine la deuxième économie, le premier exportateur et l'usine du monde, a déclaré Qu. L'article laisse entendre que depuis le début de l'ère Xi Jinping, en 2012, la Chine a vécu des restes du merveilleux festin préparé par Deng, Jiang et Hu. Ce qui est remarquable, c'est la position de Qu. Le président de l'Institut d'histoire et de littérature du parti est un poids lourd dont le rôle clé est l'interprétation de l'histoire du parti. Par définition, il aurait également été profondément impliqué dans la compilation de la « résolution sur l'histoire » récemment adoptée, qui tente de présenter Xi comme dépassant Deng en termes de statut (13).

On comprend comment, à la page 8 de la résolution adoptée par le 6^e plénum du CC, texte destiné à justifier le fait que Xi Jinping se verrait décerner au prochain congrès du PC chinois un troisième mandat successif comme secrétaire général, figure la phrase suivante :

« Le camarade Deng Xiaoping nous a mis en garde contre le dogmatisme, la sclérose spirituelle, l'adoration de toute idole. Un parti, un Etat ou une nation qui tombe dans ce travers ne peut que stagner et finalement déperir — jusqu'à la ruine. »

Remarques sur la résolution adoptée par le 6^e plénum du comité central du PC chinois (publiée le 17 novembre).

— Il y a une condamnation nette de la Révolution culturelle en ces termes :

« Alors que les erreurs théoriques et pratiques du camarade Mao Zedong en matière de lutte des classes dans la société socialiste faisaient tache d'huile, le comité central n'a pas réagi à temps pour rétablir le cap. Là-dessus, le camarade Mao Zedong a déclenché et dirigé la "révolution culturelle" qu'il jugeait — à tort — nécessaire en raison de l'évolution des classes en Chine et de la situation politique dans laquelle se trouvaient le PCC et l'Etat » (pp. 6-7).

Faut-il voir un rapport avec le récent procès d'un groupe de jeunes maoïstes ?

Le *South China Morning Post* présente ainsi cette affaire :

« 11 janv. 2022 - Cinq fanatiques de Mao emprisonnés pour des articles "diffamant d'anciens dirigeants chinois". Le chef du groupe, qui attend son procès, dit qu'il n'a "aucun regret" après avoir suivi avidement la pensée de Mao Zedong et avoir été attiré par le socialisme de l'ère Mao.

L'ancien rédacteur en chef du *Study Times* affirme que la condamnation montre que Pékin ne tolérera pas les ultra-gauchistes s'ils sont jugés déstabilisants avant le congrès national du parti cette année...

Le verdict les a qualifiés de "gang de forces du mal qui travaillaient sous le nom de Red Culture Association pour promouvoir ce qu'ils appelaient la culture rouge". Les cinq ont été identifiés comme étant Zhang Zhijing, Yu Chaoquan, tous deux âgés de 31 ans ; Qiu Pinghui et sa jeune sœur Pinqin ; et l'étudiant Huang Xiaochun, qui a eu 20 ans lundi. Yu Yixun, le leader qui est en liberté sous caution et sous surveillance résidentielle — une forme de détention à domicile —, attend son procès séparément.

Le tribunal populaire du district de Xinhua à Pingdingshan, dans la province du Henan, a condamné, fin décembre, deux hommes et trois femmes à des peines d'emprisonnement allant de neuf mois à deux ans pour l'accusation officielle d'avoir "attisé des querelles et provoqué des troubles", selon un verdict obtenu par le *South China Morning Post*. "Sélectionner des querelles et provoquer des troubles" est une accusation criminelle au sens large couvrant des infractions telles que le désordre public et le hooliganisme, et est également souvent utilisée par la police pour museler la dissidence politique.

Des articles diffusés par le groupe, et accompagnés du verdict du tribunal de Pingdingshan, indiquaient qu'ils avaient attaqué le défunt leader suprême Deng Xiaoping et d'autres dirigeants réformistes pour avoir trahi les idéaux révolutionnaires de Mao. »

— « La "démocratie populaire" signifie que le peuple a le droit et le devoir de critiquer n'importe quel chef de parti et d'Etat. »

Mais le site *Chine Rouge* (4 janvier 2022) explique (extraits) (14) :

« L'acte d'accusation fournit au total 11 éléments de preuve, qui sont les 11 articles transmis par ces six jeunes en moins d'un mois de fin mars au 23 avril 2021...

D'après les titres de ces articles, nous savons que la plupart d'entre eux sont des articles qui soutiennent le président Mao et critiquent les routiers capitalistes du parti. Comment peuvent-ils devenir des "articles

(13) *Nikkei Asia* (23 décembre 2021) : lorsque le principal journal chinois ignore Xi, tous les paris sont ouverts.

(14) <http://redchinacn.net/portal.php?mod=view&id=49880>

qui salissent l'histoire du parti et calomnient de nombreux anciens dirigeants de l'Etat" ? Au contraire, c'est résister au nihilisme historique et dénoncer les crimes des routiers capitalistes. Comme nous le savons tous, les deux dernières "résolutions" historiques du parti ont publiquement nié le fondateur du parti, le président Mao, et la prétendue "bande des quatre". Est-ce un article qui "salisse l'histoire du parti et calomnie de nombreux Etats dirigeants" ? Voulez-vous qualifier les comités centraux successifs du parti de "gang des forces du mal" et les arrêter et les condamner pour "avoir suscité des querelles et provoqué des troubles" ? Oserez-vous ?

Le comité central qui a formulé les deux dernières "résolutions" dit au peuple que tout chef de parti et d'Etat, y compris un grand homme comme le président Mao, peut exprimer ses propres opinions et même les critiquer. C'est fondamentalement différent de "chercher des querelles et de provoquer des problèmes". C'est deux choses différentes !

Le secrétaire général Xi n'a-t-il pas mentionné "centrée sur le peuple" dans la troisième "résolution" historique qu'il a personnellement formulée ? C'est une interprétation de la dictature démocratique populaire. La "démocratie populaire" signifie que le peuple a le droit et le devoir de critiquer n'importe quel chef de parti et d'Etat. Il a lui-même pris l'initiative de le faire. C'est aussi le droit accordé à chaque citoyen par la Constitution. Par conséquent, quiconque prive les citoyens de ce droit par quelque moyen que ce soit ne peut être qu'un criminel.

Dans le même temps, cet incident soulève également un problème social de premier plan. Ces six sont des jeunes, dont la plupart n'ont qu'un diplôme d'études secondaires, sont au chômage à la maison et constituent un groupe de parias oubliés par la société. Qui se soucie d'eux, qui se soucie de leurs moyens de subsistance et de leur croissance ? L'éducation actuelle est une éducation d'élite : seulement environ la moitié d'entre eux peuvent aller au lycée, et les autres diplômés du premier cycle du secondaire vont soit dans une école professionnelle, soit sont au chômage et errent dans la société, et c'est une foule énorme de centaines de millions de personnes qui sont liés à l'avenir... »

— Une condamnation très nette du mouvement démocratique de Tien Anmen de mai-juin 1989 en ces termes :

« Attisés par les forces anticommunistes et antisocialistes de l'étranger, dans un malheu-

reux concours des circonstances intérieures et extérieures, des troubles politiques se produisent en Chine vers la fin du printemps et au début de l'été 1989. Cependant, grâce à l'appui du peuple, le parti et le gouvernement ont résolument réprimé ces troubles, défendu le régime socialiste et sauvegardé les intérêts fondamentaux du peuple » (p. 9).

— Et surtout une justification de la terrible répression toujours en cours contre les militants et les organisations qui avaient participé au soulèvement populaire démocratique de Hong Kong en 2019 et 2020 :

« Cependant, en raison de facteurs intérieurs et extérieurs complexes, les activités visant à déstabiliser Hong Kong et par là à bouleverser la Chine ont sévi, et une situation grave a régné pendant un certain temps à Hong Kong (...), (ce qui implique) de faire appliquer fermement le principe "confier aux patriotes l'administration de Hong Kong et de Macao" » (p. 28).

CONCLUSION

La bureaucratie chinoise entend conserver le monopole du pouvoir politique. Mais elle redoute la résistance de la classe ouvrière contre son utilisation comme main-d'œuvre à bon marché pour attirer les capitaux étrangers. La bureaucratie chinoise entend conserver le contrôle du marché chinois en utilisant l'Etat issu de la révolution de 1949 contre la pression de l'impérialisme américain.

La pression gigantesque exercée sur la Chine par le marché mondial — dont la politique de pression de l'impérialisme américain est l'expression — se heurte à la résistance des ouvriers chinois provoquant des contradictions au sein du PCC, jusque dans son comité central à quelques mois de son XX^e Congrès.

Il n'y a pas de tâche plus urgente pour des internationalistes que de soutenir de toutes leurs forces le combat des ouvriers chinois pour leurs droits, au premier rang desquels le droit à l'organisation indépendante de la classe ouvrière.

Albert Tarp
20 janvier 2022



Séance plénière du 6^e plénum du comité central du Parti communiste chinois (8 au 11 novembre 2021) (source : Xinhua/Yan Yan).



Devant un site du pétrolier PDVSA, dans l'Etat de Zulia.

VENEZUELA

Et maintenant, où allons-nous ?

MALGRÉ un léger sursaut en 2021, la reprise économique mondiale perd de son élan et les projections pour 2022 laissent présager une autre année pleine de soubresauts et de difficultés, ainsi qu'une aggravation de la crise capitaliste mondiale et de l'instabilité politique qui l'accompagne.

Le contexte international est celui d'un approfondissement de la crise de l'économie mondiale. L'industrie était en mutation dès avant la pandémie, les systèmes logistiques et d'approvisionnement commençaient à se restructurer lorsque les confinements et leurs séquelles les ont plongés dans un authentique chaos avec la concurrence sur les réserves de matières premières. Cobalt, terres rares, pétrole et gaz, coltan utilisés dans la microélectronique, les télécommunications et l'industrie aérospatiale, plan de transition énergétique, économie verte... tout cela sert à alimenter de nouveaux conflits entre les grands Etats capitalistes et entre les entreprises impérialistes. Les mesures prises par la bourgeoisie et ses gouvernements visent à tirer profit de la terrible situation en préservant et en augmentant leurs profits au prix de la surexploitation, de la destruction des droits individuels et collectifs, et de l'attaque contre la souveraineté des nations.

L'immense entreprise de sauvetage des capitalistes, l'injection colossale d'argent, les subsides à la bourgeoisie n'ont pas empêché le monde d'entrer en récession, dont une nouvelle composante est la stagnation accompagnée d'inflation. Cette situation aura d'énormes conséquences non seulement sur le recul de l'économie, mais aussi parce que cela va immanquablement engendrer de nouvelles privations et des sacrifices sans

précédent pour la population travailleuse. Un scénario prend forme : convulsions et tourments de la lutte de classe, fortifiant la résistance des travailleurs. Les mouvements de grève aux Etats-Unis, en Corée du Sud et en Inde, les actions radicales de la classe ouvrière iranienne, des métallurgistes de Cadix en Espagne, des métallurgistes en Afrique du Sud, des travailleurs du métro au Portugal, de ceux des transports en Allemagne, toutes ces grèves et résistances font partie de l'émergence d'un mouvement ouvrier mondial qui résiste.

L'Amérique latine a commencé à prendre sa place sur l'actuelle scène internationale et dans les formes rénovées de la lutte des classes. Avec le début d'une nouvelle période à partir de 2019, des troubles politiques et sociaux ont éclaté dans plusieurs pays de la région, sous des gouvernements aux couleurs politiques différentes et aux performances économiques diverses. Des millions de personnes sont descendues dans la rue dans des pays comme Porto-Rico, Haïti, l'Equateur, le Mexique, le Nicaragua, Cuba, la Colombie, la Bolivie et le Chili. Et récemment, il y a le soulèvement de masse avec des éléments d'insurrection en Guadeloupe et en Martinique. Tous ces mouvements ont marqué la situation. La résistance de masse à l'impérialisme et aux gouvernements du continent qui lui sont soumis s'exprime également — bien que de façon déformée — sur le terrain électoral avec la victoire de Luis Arce en Bolivie, de Pedro Castillo au Pérou, de Gabriel Boric au Chili et de Xiomara Castro au Honduras. De même, elle s'exprimera lors des prochaines élections au Brésil avec un Bolsonaro qui plonge dans les sondages et un Lula renforcé pour briger la présidence. En mai, il

y aura une élection présidentielle en Colombie, partenaire privilégié des Etats-Unis dans le sous-continent. Tous les sondages donnent une avance écrasante à l'ancien guérillero Gustavo Petro, avec la coalition historique du « Pacte pour une Colombie humaine » (1).

Les circonstances qui accompagneront cette deuxième vague de gouvernements progressistes modérés sont compliquées : pression de l'impérialisme pour récupérer son arrière-cour dans une période d'hégémonie déclinante, de crise de l'économie mondiale et d'un processus de dislocation du marché mondial. La situation économique s'est aggravée sous les effets de la pandémie de Covid. Les prix des matières premières continuent de stagner, ce qui réduit la faible marge de manœuvre des gouvernements.

Au Venezuela, la crise du capitalisme se répercute de manière particulière dans une situation de dépendance et de retard des forces productives. Elle est particulièrement aiguë et retombe de tout son poids sur les épaules meurtries du peuple travailleur en raison des sanctions impérialistes illégales, de la politique de concessions au capital anti-ouvrière et antipopulaire appliquée par le gouvernement actuel dans un contexte d'hyperinflation prolongée et dollarisée, et de régression des droits du travail.

APRÈS LE 21 NOVEMBRE

Parmi les événements politiques de l'année 2021 au Venezuela, les plus importants ont été les élections régionales et municipales du 21 novembre, ainsi que les élections annulées et reconvoquées à Barinas le 9 janvier (2). Les résultats des élections sont, d'une certaine manière, une photographie déformée de la lutte des classes, mais ils n'en sont pas la photo complète. Dans un pays qui se reconfigure à un rythme accéléré, il est indispensable de tirer des conclusions, d'analyser les résultats et leurs conséquences, et d'identifier les points d'intervention dans la construction d'une expression politique de la classe travailleuse, avec en perspective le devenir du processus révolutionnaire vénézuélien.

Le gouvernement de Nicolás Maduro contrôle 19 des 23 postes de gouverneurs des Etats et plus de 200 maires sur 335. Il possède une majorité écrasante au sein du pouvoir législatif avec 185 sièges à l'Assemblée nationale, ce qui lui ouvre la voie pour faire

adopter des lois de type constitutionnel et modifier à sa guise la quasi-totalité du cadre juridique de la nation. Il a gagné en force institutionnelle, plus qu'il n'en avait déjà, grâce à la solidité de son appareil politique plus qu'au soutien populaire, qui s'érode de plus en plus. De même, il a résisté aux tentatives de blocage et de renversement via l'instauration d'un gouvernement parallèle, tentatives soutenues par le *statu quo* en Europe et aux Etats-Unis, et par certains gouvernements latino-américains — le défunt Groupe de Lima (3). Il a réalisé des avancées en termes de légitimité internationale. Le vote de l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu les pouvoirs du gouvernement du président Nicolás Maduro en tant que représentant légitime du Venezuela.

Contrairement à ce que prétend un secteur de l'opposition au lendemain de la défaite du chavisme dans l'Etat de Barinas, les résultats des élections ne peuvent pas être utilisés pour pousser à une élection présidentielle anticipée ou à un référendum révocatoire.

Les Etats-Unis observent une politique étrangère de retrait, qui a impliqué le départ des troupes américaines d'Afghanistan. Avec l'instabilité intérieure qui a vu une foule d'extrême droite prendre d'assaut le Capitole pour empêcher la certification des résultats de l'élection présidentielle, avec la cote de popularité de Biden en baisse en pleine pandémie, avec l'instabilité économique et l'inflation qui atteint son niveau le

(1) *Colombia Humana* : mouvement politique colombien fondé en 2011 sous le nom de *Movimiento Progresistas* qui entend promouvoir la protection de l'environnement, l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption et des réformes en faveur de la justice sociale.

(2) Reconvocation des élections dans l'Etat de Barinas : le gouvernement de Maduro, par l'intermédiaire de la Cour suprême de justice (*Tribunal Supremo de Justicia - TSJ*), a décidé, dans une décision clairement bonapartiste, de suspendre le dépouillement de trois urnes ne dépassant pas 1 000 voix face à un résultat serré, faisant allusion au fait que le candidat de l'opposition était cité dans une affaire en cours auprès du Bureau du contrôleur général. Le TSJ le disqualifie en plein processus de comptage des voix, alors que le CNE lui-même n'était pas au courant, que tout le processus électoral s'était déroulé normalement et que la « découverte » avait été faite par le TSJ après le jour du scrutin et que la défaite était acquise. Ils ont ensuite appelé à de nouvelles élections comme s'il n'y avait pas de Conseil national électoral (CNE).

(3) Le Groupe de Lima (*Grupo de Lima - GL*) était un organisme multilatéral constitué de gouvernements des pays américains cherchant à renverser le gouvernement vénézuélien (août 2017).

plus élevé depuis 40 ans, les Etats-Unis ont de plus en plus de mal à résoudre leurs problèmes de politique étrangère sur la scène mondiale.

Toutefois, en ce qui concerne le Venezuela, le résultat des élections ne modifiera pas sa politique à l'égard du gouvernement. La décision de maintenir les sanctions comme moyen de pression vise à ce que ne cesse de s'accroître l'usure du gouvernement à l'approche de l'élection présidentielle de 2024 et à obtenir des concessions plus importantes dans la reconfiguration économique entreprise par le gouvernement. En ce sens, Maduro devient l'interlocuteur direct dans les négociations avec les Etats-Unis, à la recherche d'un pacte de cohabitation avec l'impérialisme.

Ainsi, la reprise du dialogue avec l'opposition, avec laquelle il existe déjà des préaccords et des accords assez avancés, sera déterminée par les discussions secrètes avec le gouvernement américain.

Maduro restera au pouvoir au moins jusqu'en 2024, date à laquelle il aspire à sa réélection, après avoir amorcé son tournant économique. Dans le même temps, au sein du chavisme, la bataille interne entre les factions s'ouvre en vue de l'élection de 2024. Il est très important de noter que le mécontentement à l'égard du gouvernement n'a pas migré vers la droite pour le moment.

L'ABSTENTION

Avec un taux d'abstention de 59 %, c'est le chiffre le plus élevé après les législatives de 2020. Selon les données officielles du CNE (*Consejo Nacional Electoral – Conseil national électoral, Ndlr*), le gouvernement, sur un total de 90,21 % de votants, n'a obtenu que 45,67 % des suffrages des inscrits. Les 54,4 % restants correspondent aux différentes oppositions, divisées dans ce scrutin. En 22 ans de gouvernement, le chavisme est passé sous la barre des 50 % des votes validés au niveau national lors des élections parlementaires de 2015 et lors de ces élections régionales de 2021. Les résultats sont très mauvais : le gouvernement a obtenu environ 4 127 816 voix, ce qui ne représente que 19,50 % des 21 159 846 personnes inscrites. En fait, les sondages indiquent un rejet de l'ordre de 80 %.

ANNULATION DES ÉLECTIONS RÉGIONALES À BARINAS

Le dimanche 9 janvier, le conseil électoral régional de l'Etat de Barinas (*Etat frontalier avec la Colombie, Ndlr*) a annoncé que Sergio Garrido, candidat du bloc d'opposition de la MUD (*Mesa de la Unidad Democrática – Table ronde de l'unité démocratique*), avait remporté le poste de gouverneur avec 55,36 % des voix contre 41,27 % pour le candidat du PSUV (*Partido socialista unido de Venezuela – Parti socialiste unifié du Venezuela – parti de Maduro, Ndlr*), Jorge Arreaza. Bien qu'il ait mobilisé les grands moyens, les résultats obtenus par le gouvernement lors de ces élections ont été pires que lors des élections du 21 novembre à Barinas même. Tout indiquait alors qu'il y avait moins de 1 % d'écart entre l'opposition et Argenis Chávez. Lors de ce dernier scrutin, l'écart a atteint 14 points. Car cette fois il y a eu unité de l'opposition, à commencer par Juan Guaidó lui-même — ce qui ne s'était pas produit lors des élections du 21 novembre de l'année dernière. Il s'agit là de cette opposition renforcée et promue par l'impérialisme, celle qui a participé à tout le processus de tentative de coup d'Etat de janvier 2019. Elle a remporté une victoire politique hautement symbolique en enlevant le poste de gouverneur de Barinas, l'Etat natal de feu Hugo Chávez ! Elle a réussi à se constituer en portrait politique du pays et les résultats peuvent signifier beaucoup de choses, exprimant ainsi le déclin du chavisme, la désillusion, l'apathie et la désaffection politique, une expression de la crise des représentations politiques.

UN ÉVENTUEL RÉFÉRENDUM RÉVOCATOIRE DE LA PRÉSIDENTENCE EST EN ROUTE

Le 21 janvier 2022, le conseil d'administration du CNE (*Consejo Nacional Electoral – Conseil national électoral*) a approuvé les termes et conditions qui régiront la procédure de réception des manifestations de la volonté des électeurs intéressés à demander un référendum révocatoire présidentiel, à la suite de la demande lancée par le Mouvement vénézuélien pour la révocation (*Movimiento Venezolano por el Revocatorio – MOVER*) et d'autres organisations adhérentes. Les

organisations adhérentes sont les groupes suivants : Tous unis pour le référendum révocatoire, la Droite démocratique et l'organisation à visées politiques MIN Unidad (*Movimiento de Integridad – Unidad*), promue unilatéralement par un secteur de l'opposition.

Or, le référendum révocatoire n'est pas une obligation constitutionnelle. Il s'agit uniquement d'un droit constitutionnel, qui est inscrit dans la Constitution bolivarienne. De manière surprenante, les autorités du CNE ont défini les termes et modalités qui régiront la procédure de réception des signatures requises pour réclamer un référendum de révocation présidentielle.

La réception des signatures aura lieu le 26 janvier prochain, entre 6 heures et 18 heures. A cette fin, le médiateur créera 1 200 centres dans tout le pays, en fonction du poids électoral de chaque entité fédérale. Cela signifie que les promoteurs du référendum doivent recueillir 20 % du registre électoral (4 232 084 millions de signataires) au niveau national. Bien que la réception des signatures ne constitue pas une élection, mais une étape préliminaire conforme à ce qui est exigé constitutionnellement pour qu'un nombre représentatif d'électeurs enclenche ce moyen de participation, le CNE assurera la transparence et la sécurité de ce processus en maintenant des garanties telles que l'accréditation de témoins et la réalisation d'audits. Si, à ce stade, ce nombre de signatures est atteint, le CNE organisera alors le référendum révocatoire. Dans le cas contraire, il mettra fin au processus, activant ainsi la disposition constitutionnelle qui établit qu'une seule demande de révocation peut être faite durant la période pour laquelle le fonctionnaire a été élu.

Le jeu politique du chavisme qui compte avec une majorité au CNE vise à faire avorter le référendum révocatoire en ouvrant précipitamment le processus de réception des signatures pour le convoquer face à une opposition désunie et sans leadership. Le référendum révocatoire est une initiative sans consensus stratégique de la part de l'opposition et avec une probabilité nulle de succès procédural. Si l'opposition majoritaire ne s'associe pas à la campagne révocatoire, les organisations autorisées par le pouvoir électoral à recueillir les signatures (20 % du registre électoral) auront du mal à s'en sortir. Il est physiquement impossible de collecter plus de 4 millions de signatures en 12 heures, alors que dans les rues, les

gens en parlent peu, voire pas du tout : le peuple travailleur veut seulement voir les problèmes résolus et vivre mieux. L'échec de la mise en route du référendum servira à accorder une plus grande légitimité au mandat de Maduro jusqu'en 2024.

UNE OPPOSITION SANS CONSENSUS

Il y a de moins en moins de consensus interne au sein de l'opposition de droite malgré les efforts de l'administration Biden pour la rassembler autour d'un programme commun. Il y a explosion des partis d'opposition les plus importants ou de ce qu'on appelle le G-4 (4). Ils ont montré leur crise au grand jour en arrivant déjà divisés à des élections auxquelles ils avaient accepté de participer, mais auxquelles ils ne se sont pas présentés unis.

Ils se sont divisés en trois groupes principaux : la MUD, l'Alliance démocratique progressiste et le Gouvernement provisoire (5). Leurs divergences évidentes vont donner lieu à de nombreuses luttes internes quant à la forme de la future représentation de l'opposition dans les négociations au Mexique. Le débat de l'opposition sera de savoir s'il faut ou non se lancer dans le référendum révocatoire. Ils veulent apporter des changements, mais ils sont divisés sur la question de savoir s'il faut concentrer l'énergie et les maigres ressources sur une élection présidentielle qui va avoir lieu ou sur un référendum révocatoire dépendant d'institutions sous contrôle du pouvoir.

Après sa rupture avec le gouvernement de Maduro, l'Alternative populaire révolutionnaire (*Alternativa popular revolucionaria*)

(4) Le G-4 est regroupement de quatre partis politiques : *Voluntad Popular, Primero Justicia, Acción Democrática, Un Nuevo Tiempo*.

(5) La MUD (*Mesa de la Unidad Democrática*) est une organisation politique qui regroupe un certain nombre de partis politiques et de mouvements citoyens opposés au chavisme. Depuis les élections régionales de 2008, cette alliance se positionne comme la deuxième force politique la plus plébiscitée — *Alianza Democrática Progresiva* (Alliance démocratique progressiste), composée de : *Acción Democrática (AD)* (intervenu), *Socialdemocracia, Copei* (intervenu), *Socialcristiano, Centro Cambiemos (CMC), Progresismo Centro-izquierda, Avanzada Progresista (AP) — Gobierno Interino* (Gouvernement intérimaire), composé de : *Ciudadano, Voluntad Popular, Proyecto Venezuela, La Causa R et Copei*, tous membres de la *Plataforma Unitaria* (Plateforme unitaire).

ria – APR) (6) dirigée par le Parti communiste du Venezuela (*Partido comunista de Venezuela – PCV*) a été en proie à la persécution gouvernementale avec la non-habilitation de listes électorales des partis de l’alliance APR, contre les candidatures du PCV et de l’APR. Avec la violation de son droit à participer politiquement aux élections du dimanche 9 janvier à Barinas, l’APR n’a pas réussi à avoir un impact comme option électorale ou instrument politique organisationnel. Elle semble stagner et s’éloigner de la possibilité de constituer une référence de gauche, alors que de plus en plus de voix critiques commencent à émerger. La plus grande responsabilité en revient à la politique bureaucratique et sectaire imprimée par le PCV, qui s’en est approprié comme porte-parole pour se concentrer sur une auto-proclamation comme seule issue pour la classe.

LA NOUVELLE RECONFIGURATION DE L’ÉCONOMIE

Ces dernières années, l’économie vénézuélienne a changé : la production de pétrole a chuté à partir de 2015 et, depuis 2019, elle a plongé sous le million de barils par jour. Le Venezuela connaît une hyperinflation depuis plus de quatre ans et, en sept ans, son produit intérieur brut s’est effondré de plus de 80 %. En réponse à la crise et aux sanctions financières et sectorielles imposées par les États-Unis en 2017 et 2019 touchant le pétrole et l’or vénézuéliens, le gouvernement de Nicolás Maduro a avancé un ensemble de réformes économiques qui visent à libéraliser certains secteurs commerciaux et productifs. Elles se caractérisent par l’opacité — on ne connaît pas la portée des alliances, les termes des contrats et les transferts d’actifs — ainsi que par la mise en place arbitraire de réglementations et de modifications juridiques.

La réponse du gouvernement s’est traduite par des concessions de plus en plus importantes à la bourgeoisie et au capital international, érodant la base du soutien à la révolution bolivarienne. Le plan de relance économique d’août 2018 a marqué un tournant, notamment avec la destruction des droits acquis des travailleurs et de la négociation collective. La politique de nationalisation a connu un recul avec la privatisation déguisée d’entreprises.

Dans un contexte d’hyperinflation, de tensions sociales, de pénuries et de migration

massive, la libération du marché des changes a servi d’arme de survie. En contournant les sanctions, en s’appuyant sur l’utilisation des devises privées et des consommateurs, le gouvernement a ouvert les portes aux importations peu contrôlées et a encouragé l’apparition d’ouvertures portuaires opaques.

Avec ce qu’on appelle les « *bodegones* » (7), ce sont des nouveaux modèles commerciaux qui ont été mis en place pour remplir les rayons de produits importés que seule peut consommer la population ayant accès à des devises étrangères. Le dollar a gagné du terrain sur le marché local pour les échanges et pour certains salaires, tandis que d’autres monnaies, comme l’euro, le peso colombien, le real et même le bitcoin font partie du nouveau système multidevises. Le bolivar joue un rôle référentiel lointain pour le commerce de détail plus quotidien comme pour les transports locaux et les salaires appauvris des secteurs public et privé, ainsi que pour les 6 millions de retraités.

Toutefois, la libéralisation du taux de change n’est que la couche superficielle la plus visible des changements opérés par le

(6) L’Alternative populaire révolutionnaire (*Alternativa Popular Revolucionaria – APR*) : coalition formée par les mouvements politiques et sociaux de gauche du pays en vue des élections législatives de décembre 2020. Les organisations qui composent l’alliance sont : *Patria Para Todos* (PPT), le Parti communiste du Venezuela (PCV). Le *Corriente Marxista Lucha de Clases*, *Compromiso País* (Compa), *Movimiento Popular Alternativo* (MPA), *MBR-200*, *Red Nacional de Comuneras y Comuneros*, *Somos Lina*, *Izquierda Unida* (IU), *Movimiento LGTI* et d’autres groupes indépendants. Le Parti communiste du Venezuela a pris ses distances avec le régime de Nicolás Maduro, qu’il accuse même aujourd’hui d’autoritarisme, de perte des droits du travail et de persécution des leaders sociaux. Le PCV a reçu le soutien de plusieurs partis communistes dans le monde, les Cubains sont restés silencieux face à cette rupture.

(7) Les *bodegones* : magasins d’alimentation vendant des produits de détail et ménagers, tous importés — avec des prix en dollars. Ils sont fondamentalement la continuation de la bourgeoisie rentière et importatrice, mais au moyen d’importations réelles de marchandises, avec lesquelles ils cherchent à obtenir des taux de profit très élevés en très peu de temps sans rien produire, sans innover en quoi que ce soit, sans développer aucune force productive et en facilitant plutôt la sortie du capital qui entre par le biais des transferts de fonds ou des exportations de pétrole pour acheter des choses qui pourraient être produites au Venezuela. Les produits qui sont vendus dans ces magasins entrent dans le pays sans payer de taxes, ce qui entraîne une concurrence déloyale avec ce qui est produit dans le pays, avec plus de taxes à payer, comme les taxes sur les matières premières importées et les problèmes internes du pays comme le manque de carburant et de services de base.

gouvernement de Maduro. Parallèlement à la dollarisation, un processus de privatisation rampante ou de transfert des actifs de l'Etat vers le secteur privé s'est effectué par le biais de mécanismes peu transparents, dans lesquels le gouvernement détermine a priori les gagnants de la libéralisation. Il a entrepris d'autres politiques de déréglementation du marché. Principalement dans le secteur des hydrocarbures, où, sous l'égide du ministre du Pétrole Tareck El Aissami, le gouvernement a conclu des contrats de service et de partage de la production avec le secteur privé afin de tenter de relancer la production pétrolière. Ces accords de services de production sont couverts par la loi dite Anti-blocus, qui permet des modifications de la structure actionnariales des sociétés mixtes d'hydrocarbures et, en violation de la loi organique en la matière, maintient la procédure sous le secret d'Etat.

Dans un certain sens, le gouvernement de Maduro serait en train de jouer de façon chaotique la transition d'un Etat rentier du pétrole vers un régime bonapartiste régressif. Une « caste » économique émerge, constituée de patrons, civils et militaires, à caractère extractif, affermissant les liens entre les hommes d'affaires qui disposent des moyens de production et les fonctionnaires qui s'élèvent par la corruption.

Le virage entrepris par Maduro s'apparente en quelque sorte à la démarche du gouvernement cubain vers une plus grande ouverture au capital, quand en 2008 Raúl Castro a accédé à la présidence en actualisant son modèle économique. *L'Ordenamiento Económico* (Mise en ordre économique) a apporté avec lui la réforme monétaire entreprise par le gouvernement cubain en pleine crise économique mondiale et de pandémie de coronavirus. Il a mis fin à la monnaie double et a fixé un taux de change unique de 24 pesos pour un dollar ; il a diminué les ressources attribuées à l'aide sociale à 0,4 % du PIB en 2019, un chiffre qui contraste avec les 2,2 % dont Raúl Castro avait hérité de l'administration de Fidel. La valeur réelle des salaires des travailleurs a plongé, tandis que s'accroissait une inflation généralisée et soutenue des prix des biens et services sur le marché. On a vu l'ouverture de *bodegones* ou de boutiques MLC (*moneda libremente convertible* – monnaie librement convertible), c'est-à-dire en devises étrangères, notamment en dollars américains. Ces magasins vendent des produits de première néces-

sité, surtout des denrées alimentaires, ainsi que des articles de toilette et de la quincaillerie. La société cubaine est de plus en plus divisée entre ceux qui perçoivent leur salaire dans la monnaie nationale et ceux qui ont accès aux dollars américains et aux euros. Les réformes qui ont eu lieu entre le 11 et le 17 juillet 2021 ont provoqué une explosion sociale.

Concernant les changements mis en œuvre par le gouvernement Maduro, il est important d'en noter les conséquences politiques et sociales. A moyen terme, le gouvernement a atteint son objectif : il a stabilisé un régime à tendances bonapartistes, avec l'utilisation de l'appareil d'Etat (TSJ et CNE) (8) où l'exécutif exerce le pouvoir, avec une répression sélective contre les militants ouvriers et syndicaux (on compte plus d'une douzaine de personnes injustement emprisonnées ayant subi toutes sortes de violations de leurs garanties juridiques). Le régime politique est en train de muter en un autre régime, beaucoup moins ouvert et plus répressif, autoritaire, intervenant dans les directions des partis, empêchant l'enregistrement de nouvelles listes électorales, disqualifiant des candidats sans autre explication pour négocier des espaces avec la bourgeoisie et empêcher des candidats critiques de la gauche de se présenter aux élections (bloc électoral du PCV-APR).

LES SÉQUELLES SOCIALES

Dans le domaine social, un système de protection sociale s'est effondré, qui subsistait tant bien que mal depuis l'époque des gouvernements de la Quatrième République. Le réseau de services alternatifs qui avait surgi avec la révolution bolivarienne a été rogné. La destruction brutale des droits de la classe ouvrière avec l'élimination ou la suspension de la négociation collective et des autres droits du travail par le Mémoire 2792 a eu pour conséquence que la Loi du travail, bien que non supprimée formellement, n'est aucunement appliquée.

Selon l'Institut de recherches économiques et sociales de l'UCAB (*Instituto de Investigaciones Económicas y Sociales de la Universidad Católica Andrés Bello*), huit travailleurs sur dix dans le pays sont dans le

(8) Voir note (2) ci-dessus, page 48.

secteur informel. Ce chiffre alarmant, qui a augmenté de 74 % au cours des cinq dernières années, a commencé à croître à partir de 2015 en raison de la crise économique du pays qui a entraîné la précarisation du travail et la recherche par les travailleurs d'alternatives en dehors de l'emploi formel. Le travail informel, entendu comme la main-d'œuvre qui n'a pas accès à la sécurité sociale, a augmenté pour passer de 48,5 % à 84,5 % entre 2015 et 2020. Au cours des cinq dernières années, on a constaté une augmentation de la part des travailleurs non qualifiés de 9,7 % à 36 %, une réduction de la masse salariale du secteur public de 36 % à 24 %, et une contraction du travail salarié de 62 % à 46 %, tandis que les travailleurs indépendants sont passés de 31 % à 45 % (9).

Dans ce contexte, la société a été abandonnée et de nouveaux acteurs sociaux sont apparus, avec des niches économiques qui ont pris l'initiative de l'organisation, de la participation et de la production au niveau local pour satisfaire leurs besoins. La fourniture de services publics est extraordinairement fragile et vulnérable avec l'effondrement de leur infrastructure. Tous les acquis obtenus en termes de souveraineté nationale, de conditions de vie et de libertés démocratiques pour les masses, depuis l'Assemblée constituante de 1998-1999 et plus encore depuis la victoire révolutionnaire du 13 avril 2002, sont en recul.

LES TRAVAILLEURS RÉSISTENT ET DRESSENT LEURS REVENDICATIONS

En 2021, les conflits du travail n'ont pas cessé, malgré la pandémie et la quarantaine stricte. Au moins 106 conflits professionnels ont eu lieu. Le 4 novembre, près d'un millier de travailleurs de la santé se sont mobilisés, accompagnés d'enseignants, d'étudiants universitaires, de travailleurs du métro de Caracas et d'autres organismes publics, tandis que les éducateurs se sont mobilisés dans tout le pays. Dans les industries de base, les travailleurs du pétrole ont réalisé plus de cinq mois de protestations continues, exigeant un salaire selon le panier de base, un salaire digne, et la récupération du fonds de pension. C'est le secteur de la santé qui a connu le taux le plus élevé de conflits (29 %). À ses côtés, les secteurs les plus mobilisés sont l'éducation (18 %), les industries manufacturières (9 %) et le commerce

(8 %). Parmi les principaux motifs de protestation figurent les exigences de salaires décentes (42 %), les conditions de travail (16 %) et les protestations contre le non-respect des conventions collectives (10 %).

Une fois de plus, dès début 2022, les travailleurs retraités sont descendus dans la rue dans différentes régions du pays pour réclamer des salaires garantissant le panier de base et des pensions décentes. À Guayana, les travailleurs de l'usine de granulés, de l'usine de billettes, de l'usine de brames (*blocs d'acier de forme parallélépipédique et de fortes dimensions, Ndlr*) et les chauffeurs routiers ont cessé l'activité en protestation contre le non-paiement de quatre primes qui leur sont dues. Le 13 janvier, la contestation a touché différentes parties du pays, ce que les différents organisations syndicales régionales du secteur ont fait savoir lors de cette journée de protestation, comme la Fédération des travailleurs de l'hydrologie (*Fedesiemhidroven*), qui regroupe plus de 13 000 travailleurs, à laquelle ont participé les militants de Cait (*Coordinación autónome independiente des travailleurs*).

LA STABILITÉ POLITIQUE, JUSQU'OU ?

Le bilan du gouvernement pour 2021 est qu'il est parvenu à une stabilité politique, mais en termes économiques, la contraction est moindre. Des économistes prévoient que le Venezuela pourrait sortir de l'hyperinflation en mars 2022. L'inflation sera élevée mais ne sera pas une hyper-inflation. La dollarisation a apporté stabilité politique et profits pour la bourgeoisie et pour différentes couches de secteurs intermédiaires liés à l'économie grise, tandis qu'en même temps les inégalités augmentent ainsi que la surexploitation de la majorité des travailleurs.

Quant aux signes de reprise à court et moyen termes, il n'y a pas de bases suffisantes pour soutenir un boom économique durable dans le temps. Le gouvernement se trouve dans l'impossibilité de réaliser et d'attirer des méga-investissements dans les secteurs stratégiques de l'économie en raison des effets des sanctions impérialistes, de l'inflation globale et de l'instabilité du mar-

(9) <https://elucabista.com/> *La informalidad laboral en Venezuela, Le travail informel au Venezuela.*

ché mondial. La pandémie est le facteur qui a déclenché la chute des prix mondiaux des hydrocarbures et a mis à l'ordre du jour les perspectives de transition énergétique, avec l'impact que cela implique sur les différentes économies des pays exportateurs d'énergie, invalidant tout scénario actuel de sortie de la crise économique vénézuélienne.

La suite en est le renforcement des accords entre bourgeois et bureaucrates pour appliquer à fond la restauration en faveur du capital et pour tirer profit des possibilités de revenus ouvertes par la réactivation économique capitaliste dans la perspective de prix élevés des hydrocarbures à l'échelle mondiale. Tout cela porté par la vision attractive de privatisations suivant un schéma de « *maquillas* » avec l'un des salaires réels les plus bas et les plus flexibles du monde. Cependant, une légère reprise économique peut briser la situation de reflux social qui prévaut, avec une augmentation des mobilisations de la classe travailleuse pour ses revendications et pour tenter de recouvrer les conquêtes et les droits qui lui ont été confisqués au cours de la dernière période.

UN ESPACE POUR CONSTRUIRE LA RÉFÉRENCE POLITIQUE DE CLASSE

Alors que la polarisation commence à céder, un centre hétérogène surgit. Les gens considèrent que la politique est sans rapport avec leurs principaux besoins. Tout semble y être une lutte pour le pouvoir : le slogan « *Dehors Maduro !* », son corollaire sur la

guerre économique, le discours du gouvernement selon lequel nous sommes en transition vers le socialisme sont des phrases creuses pour les travailleurs. La nation exige la construction d'une issue à la crise, ce qui suppose la coordination des organisations du mouvement des travailleurs et des secteurs populaires qui sont toujours debout et qui continuent la lutte, et résistent. C'est le terrain de la construction d'une référence politique. La grande aspiration des travailleurs a été le retour à une vie normale, de pouvoir vivre du travail, avec un salaire qui permette non seulement de se nourrir mais qui donne aussi accès à d'autres biens élémentaires.

En même temps, nous participons au regroupement de la Coordination nationale autonome indépendante des travailleurs (CAIT), qui réunit des militants syndicaux, des retraités d'origines politiques diverses, qui présente une plate-forme pour la défense de la nation et du peuple travailleur. Nous sommes un pays soumis à la pression, au blocus de l'impérialisme, nous luttons pour les salaires, la santé, les services publics, le contrôle sur la propriété de l'Etat contre la corruption, contre la criminalisation des luttes, pour la défense de la loi organique du travail — la Constitution issue de l'Assemblée constituante de 1999. Nous promouvons également la construction d'un groupement politique indépendant pour défendre nos intérêts en tant que classe, ainsi que le combat pour se réapproprier l'indépendance des organisations syndicales pour la lutte.

Alberto Salcedo

28 janvier 2022

Une plate-forme pour la lutte, pour la défense de la nation et du peuple travailleur

DANS cette situation, où le sort de la nation et les acquis du processus bolivarien sont en jeu et sont menacés par une politique régressive impulsée depuis le gouvernement national, l'un des plus grands défis que doivent relever les travailleurs est de surmonter la dispersion et la fragmentation de leurs luttes revendicatives. Il s'agit de trouver une voie d'unité et d'organisation autour des objectifs d'un chemin commun, qui permette à la classe travailleuse d'occuper le devant de la scène. Un seul poing pour se défendre des attaques contre nos conditions matérielles de vie, un seul poing pour défendre la souveraineté, car seul le peuple travailleur peut aller jusqu'au bout pour défendre la nation. Tout cela dans la perspective que ce sont la classe ouvrière et le peuple qui donneront une issue à la crise que traverse le pays. Telles sont les raisons de l'appel à unifier tous les secteurs, les courants nationalistes et les intellectuels, pour faire face au cours politique régressif du gouvernement.

Pour le rattrapage des salaires et le respect de nos droits

Démantèlement immédiat du plan de nivellement des salaires, abrogation du Mémorandum 2792 appliqué par le ministère du Travail, pour un respect total de la LOTTT (*Ley orgánica del Trabajo, los Trabajadores y las Trabajadoras — Loi organique du travail, des travailleurs et des travailleuses*) et des autres lois protégeant les travailleurs. Pour le respect et l'application des ordres de renégociation, pour les discussions des conventions collectives, pour la préservation des prestations sociales.

L'indexation des salaires sur la chaîne de valeur du petro (*crypto-monnaie émise par le Venezuela, Ndlr*) n'est pas la même chose que le paiement des salaires en petros : la première option est fluctuante et si ceux qui détiennent le pouvoir au plan multinational continuent à manipuler l'économie, ils peuvent à court terme détruire l'indexation par une hyperinflation induite. C'est la deuxième option qui bénéficie le plus aux travailleurs.

Pour des mesures d'urgence sur le travail. Intégration de toutes les primes (légal, contractuelles et de patrie) dans les salaires. Intégration du ticket panier dans les salaires. Face à la dollarisation du prix de l'essence, prime de transport de 1 petro pour les travailleurs, les retraités, les pensionnés. Révision du salaire minimum, qui devrait correspondre à la valeur du panier de biens de base afin de couvrir les besoins.

Dotation en équipement de santé pour tous les travailleurs. Pour des soins médicaux complets pour tous les travailleurs du secteur public, des entreprises d'État, des entreprises privées, les retraités, les pensionnés et les étudiants. Restauration de l'IVSS (*Instituto Venezolano de los Seguros Sociales — Institut vénézuélien de la sécurité sociale*) qui a été créé avec la contribution de nos salaires, pour la prise en charge des travailleurs.

Contre les poursuites et la criminalisation des luttes pour les droits du travail, pour la libération des travailleurs, des syndicalistes et des militants sociaux emprisonnés. Pour l'abrogation de la loi contre la haine, instrument utilisé contre les travailleurs qui se mobilisent pour leurs revendications. Contre les expulsions et les assassinats de pay-sans.

Pour la défense de la liberté et de l'autonomie syndicales, pour des processus électoraux démocratiques à tous les niveaux de l'organisation syndicale, sans contrôle ni ingérence du gouvernement par le biais du CNE. Garantie et impartialité de l'enregis-

trement des syndicats, dans le respect du privilège des dirigeants élus par les travailleurs. Pour la réappropriation des organisations syndicales avec indépendance vis-à-vis de l'Etat, des patrons, des partis.

Pour un tournant complet dans la politique économique

Pour une réforme fiscale qui permette la création d'un système d'imposition juste et progressif, avec des impôts sur les capitalistes et les grandes fortunes, qui fournirait la base matérielle de la reprise économique par des plans d'investissement et des crédits à des fins productives.

Défense et promotion accrues du caractère national de l'industrie pétrolière, qui est la base — et le restera sans aucun doute pendant de nombreuses années encore — de toute stratégie de développement économique et de construction de la justice sociale dans notre nation.

Promotion et stimulation de la production nationale afin de générer les produits nécessaires au bien-être du peuple.

Augmentation de la consommation intérieure en donnant du pouvoir d'achat aux travailleurs, mais il n'est pas possible de produire davantage ou d'investir de manière durable si nous maintenons les salaires à un niveau aussi déplorablement bas.

Protection de l'ensemble du cadre juridique qui garantit la jouissance des droits et avantages des travailleurs et de l'environnement dans les contrats qui régiront les zones économiques spéciales.

Lutte pour les services publics, maintien des compétences de l'Etat en tant que fournisseur de services publics de qualité.

Révision totale et audits de l'endettement du pays et des dettes publiques extérieures. Non-paiement de la dette pour répondre aux besoins matériels du pays.

Pour mettre fin au secret commercial des entreprises d'Etat. Nous, les travailleurs, nous avons le même droit que les fonctionnaires de l'Etat de savoir comment sont gérés les biens de la nation. Pour un modèle de contrôle des entreprises d'Etat, pour que soit institutionnalisée la transparence et qu'il en soit rendu compte, contrôle préalable et a posteriori.

Pour une enquête approfondie sur le vol des biens de la nation à l'instigation du laquais de l'impérialisme Juan Guaidó. Audits dans PDVSA (*Petróleos de Venezuela SA — compagnie pétrolière appartenant à l'Etat vénézuélien, Ndlr*), Corpoelec (*électricité*), Agropatria (*agroalimentaire*), Banco Bicentenario (*banque nationalisée*), Misión Vivienda (*construction de logements*), Misión Venezuela Bella (*rénovation urbaine*), CLAP (*comités locaux d'approvisionnement et de production*), dans les municipalités et les gouvernements des Etats. Audits des ministres et des membres de leur famille qui seraient actionnaires de sociétés anonymes. Enquête sur le détournement de fonds publics déposés à l'étranger par d'anciens responsables gouvernementaux.

GUADELOUPE, MARTINIQUE

La résistance contre la barbarie capitaliste et colonialiste se poursuit

LA Guadeloupe, la Martinique, la Guyane dite française font partie des « dernières colonies » de la France. Ces colonies constituent un immense domaine maritime pour l'impérialisme français et lui permettent d'occuper la deuxième place au niveau mondial, place qu'il cherche à préserver à tout prix. Dans cet article sur « les colonies françaises dans les Antilles », le développement va porter surtout sur la Guadeloupe.

Elles sont des colonies de la France depuis plusieurs siècles, depuis 1635 concernant la Guadeloupe, avec les actes de barbarie : les assassinats, les viols, le vol de la propriété des *Kali'nas*, premiers habitants de l'Archipel (1).

Les abolitions de l'esclavage arrachées à deux reprises par nos ancêtres, les valeureux combattants de la liberté, n'ont rien changé de fondamental à cette domination coloniale et à ses conséquences atroces pour les travailleurs, le peuple et la jeunesse de ces pays-là.

La colonisation s'est poursuivie avec la traite négrière et l'esclavage : mise en esclavage d'Africains arrachés à leur terre. L'Etat français, au moment de l'abolition de l'esclavage en 1848, a indemnisé les esclavagistes, les ancêtres des *békés* (2), pour la perte de leur cheptel.

Dans ces pays, c'est un taux de chômage avoisinant les 30 % de la population active, touchant essentiellement les jeunes.

C'est un taux de mortalité maternelle quatre fois supérieur à celui de la France.

C'est un taux de couverture des importations par les exportations de moins de 10 %.

C'est l'empoisonnement des populations. Comme l'affirme le LKP (3) dans une « *Lettre ouverte au président de la République française* » :

« Pendant des décennies, la France a autorisé la commercialisation et l'utilisation du chlorocone en Guadeloupe et en Martinique, en affirmant que les vérifications avaient été faites et que ce produit ne présentait aucun risque ni pour la santé ni pour l'environnement (...). Différents rapports affirment que les autorisations de vente ont été données sans respecter la législation, avec pour résultat 95 % de la population empoisonnée et des terres polluées pour sept siècles. »

C'est la répression judiciaire qui frappe les dirigeants syndicalistes dans l'exercice de leurs activités et prérogatives, en particulier ceux de l'UGTG (4). Par exemple, au mépris

(1) *Kali'nas* : Indiens de la famille karib qui peuplent une zone qui s'étend sur la côte atlantique, du nord du Brésil au sud du Venezuela en passant par la Guyane française.

(2) *Békés* : nom donné aux descendants des propriétaires esclavagistes. Lors de l'abolition de l'esclavage, ils ont été grassement indemnisés, ce qui leur a permis d'accaparer toute la richesse de l'île et de se maintenir au pouvoir économique et politique, reléguant toute la population noire et métisse à un statut de « citoyens de seconde zone » (*Ndlr*).

(3) « *Liyannaj kont pwofitasyon* » (LKP — « Ensemble contre l'exploitation »). Collectif regroupant 49 organisations, parmi lesquelles tous les syndicats et les associations populaires et culturelles de la Guadeloupe. Constitué à l'initiative de l'UGTG après les premières mobilisations de décembre 2008 contre la vie chère, il a dirigé la grève générale, rendant compte à chaque étape de son mandat dans des assemblées générales qui ont réuni jusqu'à plusieurs milliers de grévistes (*Ndlr*).

(4) Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG), centrale syndicale indépendante créée en 1973.

du respect du droit syndical et du droit de grève, ce ne sont pas moins de 77 militants et dirigeants syndicaux de cette organisation qui, de janvier 2012 à juin 2012, ont été traduits en justice alors qu'ils ne faisaient qu'exercer leurs mandats syndicaux. Ce sont plusieurs dizaines aujourd'hui.

Ce sont des assassinats chaque fois que le peuple se soulève contre la situation qui lui est imposée, par exemple plus de 100 morts lors des événements de mai 1967.

C'est l'accaparement de nos ressources par les multinationales françaises (problème de l'eau, géothermie, biodiversités...). Ce sont les nombreux petits entrepreneurs exclus des marchés et/ou réduits à la sous-traitance en 3^e ou en 4^e rang, les grandes entreprises françaises et européennes raflant tous les marchés (ex : chantier du nouveau Centre hospitalier universitaire — plus de 650 millions d'euros).

C'est enfin le non-respect des engagements pris : à commencer par les Accords Bino (5) du 4 mars 2009.

Sachez

- qu'en Guadeloupe, plus de 100 000 personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, sur une population d'environ 450 000 habitants ;

- que le chômage touche près de 60 000 Guadeloupéens, et singulièrement les jeunes (un sur deux) ;

- que 1 000 jeunes quittent le système scolaire chaque année sans aucun avenir ;

- que 80 % des chômeurs ont un niveau à peine équivalent au CAP-BEP ;

- que des dizaines de familles sont constamment menacées d'expulsion...

Tandis qu'une caste de békés continue d'exploiter et de discriminer notre peuple ; propos illustré par une intervention d'Elie Domota, porte-parole de LKP, le 28 janvier 2009 :

« **La société guadeloupéenne s'est construite sur des rapports de races et de classes depuis 400 ans.** Au sommet de la pyramide, on retrouve les Blancs et les Européens, au bas de l'échelle se situent les Nègres et les Indiens, c'est un constat (...). La paix sociale ne peut exister dans un pays quand la majorité d'un peuple est exclue. Et aujourd'hui, en Guadeloupe, 99,99 % des chômeurs sont des Guadeloupéens d'origine africaine ou indienne. »

OÙ EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI ?

Le contexte actuel

Face à une telle situation, les travailleurs et leurs organisations, la jeunesse, les peuples de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane, ont décidé de se soulever.

Ainsi, depuis quelques années, nous assistons à des mobilisations sous différentes formes en fonction des réalités des pays.

Mais, depuis quelques mois, depuis le mois de juillet 2021, la mobilisation contre le passe sanitaire et l'obligation vaccinale que veut imposer l'Etat français à nos populations, et pour la défense des droits et libertés, a pris une nouvelle tournure.

Concernant la Guadeloupe (et certainement la Martinique), à travers ces revendications qui touchent à la situation sanitaire dans le pays, c'est toute la question de la société guadeloupéenne qui est posée, avec l'empoisonnement de la population au chlordécone, les problèmes de l'eau, la situation des travailleurs et de la jeunesse...

Au cours des quatre premiers mois, à l'appel des organisations syndicales, politiques, des associations des usagers de l'eau, des associations culturelles, de LKP, la population a participé aux meetings et manifestations dans quasiment toutes les communes.

Malheureusement, il a fallu attendre le renforcement de la mobilisation contre l'imposition des mesures arbitraires et criminelles des autorités (suspension sans salaire de centaines de salariés) pour que le pouvoir colonial et ses élus daignent « réagir ».

Mobilisation avec la grève générale, les piquets de grève dans les entreprises et surtout les piquets de grève populaires dans tout le pays, avec la participation active des jeunes en solidarité avec les travailleurs et qui cherchent une issue à leur situation (chômage, etc.).

La place de la classe ouvrière et de LKP dans ce mouvement !

Forgé dans le feu même de la grève générale de 2009, le LKP s'est constitué à la

(5) Accord régional interprofessionnel sur les salaires qui a pris le nom d'« Accord Bino » en hommage au syndicaliste Jacques Bino tué par balles dans la nuit du 17 au 18 février 2009 à Pointe-à-Pitre.

fois comme comité central de grève et comme organe de front unique anti-impérialiste. C'est, d'une certaine manière, cette dernière fonction qu'il continue de remplir encore aujourd'hui.

La réalité montre chaque jour que le LKP est encore aujourd'hui le seul lieu de rencontre capable de mobiliser tous les travailleurs avec leurs syndicats, les jeunes, les associations, les mouvements culturels (...), dans le combat « *pou déchouké pwofitasyon* » (6) en Guadeloupe.

Ce n'est pas un hasard si c'est l'UGTG, principale organisation de LKP (et qui a été, en 2009, à l'origine du rassemblement qui a donné naissance à LKP), qui a œuvré à la mise en mouvement du collectif des organisations en lutte.

Il en découle, pour nous trotskystes, que le combat politique que nous avons à mener pour sceller l'unité des forces vives de la nation se situe encore aujourd'hui au sein de LKP.

Mais comment en est-on arrivé là ?

La résolution générale adoptée par la Conférence nationale de la section IV^e Internationale de Guadeloupe du 23 juillet 2020 nous éclaire (extraits) :

« (...) **En Guadeloupe**, comme cela s'est fait par les autres gouvernements impérialistes dans d'autres pays, **le pouvoir colonial français a prétexté de la crise du Covid-19 pour renforcer la situation criminelle imposée depuis des années et des années, pour tenter de mettre en cause les libertés individuelles et collectives.**

Mais, là aussi, il s'est trouvé confronté à la résistance des travailleurs et du peuple de Guadeloupe mobilisés depuis de longs mois, voire des années, et organisés par l'UGTG et LKP en particulier (...).

Résistance contre un pouvoir colonial qui nous empoisonne, qui nous assassine, qui nous méprise et qui cherche, par tous les moyens, à maintenir sa domination sur notre peuple. »

Aussi, l'éditorial du n° 54 du journal de *Travayé é Pèyizan* (7), organisation dans laquelle interviennent les militants de la IV^e-Guadeloupe, se conclut par :

« (...) Cette situation démontre, l'actualité nous montre, une fois de plus, que face à ce système capitaliste qui nous conduit à la barbarie, il ne nous reste qu'un choix : com-

battre pour s'en débarrasser, combattre pour se défaire du joug colonial français.

Nous ne saurons l'accepter ! Nous ne saurons le tolérer plus longtemps !

Sé pousa jòdla tan rivé pou lévé vayan pou raché souvrènné nasyonale a Gwadeloup.

Di sa sé :

— *pran chimen a Kaskòd sé owganizé, sé konstwi zouti a Kaskòd, sé konstwi zouti a "émancipation sociale et nationale" a pèp Gwadeloup !*

— *c'est construire une authentique représentation politique de la classe ouvrière. Sé angajman a militan a Travayé é Pèyizan* (8).

Nous réaffirmons que ces questions ne seront réglées que dans le cadre du combat pour se débarrasser du capitalisme et du joug colonial français.

En ce sens, il faut s'organiser, trouver les formes d'organisation adéquates, **«créer des organisations conformes à la situation».**

C'est le sens du combat des militants de la IV^e Internationale.

C'est le sens du combat des militants de la IV^e Internationale de Guadeloupe.

C'est le sens de la création du Comité international de liaison et d'échanges (Cilé), du Cilé des Amériques (...).

C'est le sens de notre combat pour renforcer le Cilé dans notre pays, dans la Caraïbe (...). »

La résolution se poursuit par :

« Considérant la crise de domination des institutions coloniales, conséquence de la crise du capital, caractérisée par l'effon-

(6) *Pou déchouké pwofitasyon* : pour détruire l'exploitation.

(7) *Travayé é Pèyizan* (Travailleurs et Paysans), organisation constituée en janvier 1998 à l'initiative des militants de la IV^e Internationale en commun avec d'autres militants d'origines et d'expériences politiques différentes.

(8) *Sé pousa jòdla tan rivé pou lévé vayan pou raché souvrènné nasyonale a Gwadeloup* : C'est pour cela, aujourd'hui, qu'il est temps de se soulever pour arracher la souveraineté nationale de la Guadeloupe.

Di sa sé : L'affirmer, c'est : *pran chimen a Kaskòd sé owganizé, sé konstwi zouti a Kaskòd, sé konstwi zouti a « émancipation sociale et nationale » a pèp Gwadeloup !* prendre le chemin de la rupture, c'est organiser, c'est construire les outils de cette rupture, c'est construire les outils de l'émancipation sociale et nationale du peuple de Guadeloupe.

Sé angajman a militan a Travayé é Pèyizan : C'est l'engagement de *Travayé é Pèyizan*.

drement des partis institutionnels de droite comme de gauche, l'atomisation du mouvement nationaliste.

Crise qui s'inscrit dans la situation exceptionnelle que nous vivons à la suite des processus révolutionnaires que nous avons connus en 2019 (Algérie, Chili, Hong Kong, Liban...), avec l'explosion qui s'est produite aux Etats-Unis, en plein cœur de l'impérialisme le plus puissant.

Cette situation aux Etats-Unis et à l'échelle mondiale est le produit de la résistance des travailleurs et des peuples en réponse aux attaques du capital en crise d'agonie qui, pour se préserver, cherche à tout détruire.

Considérant la formidable résistance des travailleurs et du peuple de Guadeloupe durant la crise du Covid-19 notamment, organisée par l'UGTG et le LKP.

Considérant la nécessité pour les militants de la IV^e Internationale d'amplifier le combat pour la construction du parti, conformément à la résolution adoptée lors de la dernière conférence de la section Guadeloupe de la IV^e Internationale, qui s'est tenue le 18 novembre 2018.

Considérant la contribution des militants de la IV^e Internationale dans :

- la campagne pour la libération de Louisa Hanoune,

- la deuxième réunion du Cilé et le meeting international avec la participation de 3 camarades de Guadeloupe, les 28, 29 30 novembre 2019.

Considérant la nécessité de construire une authentique représentation politique de la classe ouvrière pour l'émancipation nationale et sociale de notre peuple, qui repose sur notre combat dans la lutte des classes (dans les syndicats, en particulier l'UGTG, et auprès de notre peuple),

Considérant notre combat pour la souveraineté nationale de notre peuple, notre combat pour l'Assemblée constituante souveraine (*élue par le peuple dans toutes ses composantes : ligne de rupture avec les institutions subordonnées à la domination impérialiste, ligne de la démocratie politique dont le peuple lui-même définira la forme et le contenu. Pour un gouvernement ouvrier et paysan réalisant les revendications urgentes et vitales des masses : réforme agraire, expropriation, etc.*).

Nous, militants de la IV^e Internationale, réaffirmons la nécessité de :

- mieux appréhender nos tâches de construction dans la nouvelle situation mondiale, au moment où nous assistons, tant dans notre

pays qu'au niveau international, à la révolte des peuples contre la barbarie capitaliste, colonialiste ;

- de poursuivre la lutte, dans l'objectif d'aider les travailleurs et le peuple à créer ses propres outils d'organisation, pour la conception et la mise en place d'un programme permettant d'atteindre la souveraineté politique, sociale, économique et culturelle.

Cette nouvelle situation mondiale nous offre des opportunités de construction :

- au moment où nous entamons la préparation de l'assemblée générale de *Travayè é Pèyizan* ;

- au moment où LKP se penche sur ses nouvelles orientations, mettant de plus en plus à l'ordre du jour :

- la question du pouvoir ;

- la question de l'organisation : mise en place de LKP-régions s'appuyant sur l'apparition de formes d'auto-organisation issues de la résistance des travailleurs et des masses, notamment pendant la crise du Covid-19.

Pour cela, nous devons structurer, harmoniser et renforcer notre intervention par nos discussions.

Dans le syndicat,

- nous devons aider les travailleurs, sympathisants à comprendre la situation, et comment faire face aux difficultés qu'ils rencontrent,

- prendre part au débat sur la base de nos positions (pour ne pas subir la position des uns et des autres),

- Apporter notre contribution à la préparation du prochain congrès de l'UGTG.

Dans LKP,

- donner une plus grande place à la **préparation des réunions** du comité de direction du LKP ;

- être plus concrets dans l'**organisation de notre intervention dans le secteur de l'eau**, dans l'élaboration des plans d'action et la réalisation de nos engagements (...);

- donner une plus **grande place à notre participation dans Lakou LKP** ;

- **mieux organiser la participation de LKP au niveau de la Caraïbe** et au niveau international.

Dans *Travayè é Pèyizan, Tép*, organisation dans laquelle interviennent les militants de la IV^e-Guadeloupe :

— dans cette perspective, la préparation de la prochaine assemblée générale de *TéP*, début octobre 2020, revêt une importance capitale.

Par conséquent, nous, militants de la IV^e Internationale, réunis ce jour, décidons, pour le renforcement de nos camarades :

— *l'organisation de séminaires réguliers de formation*, à commencer avec les thèmes suivants : “*Socialisme*”, le 3 août 2020 ; “*Assemblée constituante*”... ;

— **de poursuivre et d'améliorer le journal de *TéP***, qui permet de donner une place privilégiée au combat de la classe ouvrière, par la mise en place d'une tribune offrant la parole aux travailleurs et à d'autres militants engagés dans la lutte des classes ;

— de renforcer la section IV^e Guadeloupe par le **recrutement de cadres ouvriers** (camarades et sympathisants de *TéP* que nous côtoyons tous les jours dans le combat syndical, singulièrement ceux qui ont acheté *La Vérité*). Ce travail de recrutement sera facilité par la qualité et la pertinence des interventions des militants dans la lutte des classes ;

— de mettre en place un plan d'actions afin de renforcer le travail de relance de la “construction Caraïbe” en tissant des liens de solidarité entre les travailleurs et les peuples de la Caraïbe, en s'appuyant sur l'Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe, ATPC... »

Le compte rendu d'une réunion organisée par notre section sur l'actualité du combat de la IV^e Internationale au mois d'août 2020 précise les choses (extraits) :

« A l'occasion du 80^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky, les militants du groupe IV^e Internationale de Guadeloupe ont organisé un bokantaj (9) autour de l'actualité du combat pour la prise du pouvoir, du combat pour **éradiquer** le régime capitaliste, pour se débarrasser du colonialisme...

C'était aussi l'occasion de rappeler que Léon Trotsky a fondé la IV^e Internationale avec ses camarades en septembre 1938 **pour renverser** le régime réactionnaire de l'exploitation capitaliste, régime de gestion privée des moyens de production.

Dans l'introduction à la discussion, nous sommes partis de l'actualité politique en Guadeloupe, du combat des travailleurs, de l'UGTG, de LKP, de *TéP* à l'intérieur et à l'extérieur de LKP, qui **met de plus en plus à l'ordre du jour la question du pouvoir**. Comment y parvenir ? Comment mettre à

bas le système réactionnaire de l'exploitation capitaliste, comment se débarrasser du système colonial ? Et pourquoi maintenant ?

Parce que, avec la IV^e Internationale, nous réaffirmons : “**Il faut utiliser les occasions qui se présentent et construire le parti révolutionnaire**” :

— **Au plan international** : Aux Etats-Unis comme ailleurs (en Algérie, au Liban, en Irak, au Chili, au Mali...), les mobilisations expriment cette volonté d'en finir avec les gouvernements au service du capital et arracher le pouvoir des mains des représentants des monopoles impérialistes pour réorganiser l'économie de fond en comble sur de nouvelles bases ; nous pensons que c'est la voie pour sauver l'humanité de la barbarie.

— **En Guadeloupe** : la résistance des travailleurs et des masses, notamment pendant la crise économique et sanitaire du Covid-19, à travers les syndicats, et l'UGTG en particulier, à travers LKP (Manifeste de l'eau, Caravanes du 27 mé...) s'organise avec :

- l'apparition de formes d'auto-organisation ;

- la mise en place de LKP-régions (*Bik a pawol* régionaux) (10).

Car il s'agit pour cela, pour la prise du pouvoir, de s'organiser.

En cela, les militants de la IV^e Internationale apportent leur contribution, afin de créer des organisations conformes à la situation.

Contribuer à créer des organisations conformes à la situation...

... C'est aussi l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), le Comité international de liaison et d'échanges (Cilé), le Cilé des Amériques...

Au centre de la discussion, comme il fallait s'y attendre, nous sommes revenus sur les questions :

— **Nécessité de renverser le système !**

— **Comment le renverser ?**

Le remplacer par quel système : quel régime, quel “projet de société” ? par un monde plus juste et plus équitable ? le socialisme ? **La prise du pouvoir !**

(9) *Bokantaj* : échange.

(10) *Bik a pawol* : espace d'échange.

Au cours de nos échanges

— Un camarade explique que le système nous détruit, notamment à travers les mesures prétendument contre le Covid 19 ; il tente de faire de nous des zombies et que, face à cela, nous n'avons d'autre choix que nous reprendre en main, combattre pour l'éradiquer, combattre pour une vie meilleure.

— Un autre camarade affirme que le système n'est pas bon pour nous, il crée des *vèglaj* (illusions) et cherche à nous rendre responsables de sa politique de destruction. Il n'est là que pour faire du profit.

— Un échange a eu lieu sur la notion de socialisme. Des camarades ont beaucoup insisté sur la pédagogie dont il faut faire preuve, enracinée dans les pratiques sociales de notre peuple.

Pour y parvenir, nous devons :

— poursuivre nos échanges, organiser ce type d'échanges au sein de la population, dans les quartiers, les secteurs... ;

— puiser dans notre culture (*Liyanné adan istwa é mémwa an nou*) (11) pour renforcer notre combat, nous aider à nous émanciper. »

OÙ ALLONS-NOUS ?

Malgré le renforcement du mépris, de la répression policière et judiciaire de la part du pouvoir colonial, la mobilisation ne faiblit pas.

Malgré la provocation et le harcèlement des militants, en particulier les jeunes, par les centaines de gendarmes et de policiers, renforcés par les agents du GIGN et du RAID (12).

Malgré la machine répressive de la justice coloniale.

Malgré toutes sortes de manipulations à l'intention des personnels soignants, des pompiers, des personnels des services médico-sociaux, à l'intention de la population, plus de 80 % des Guadeloupéens n'ont pas de schéma vaccinal complet, plus des deux tiers des Guadeloupéens ne sont pas vaccinés.

Malgré la tentative de récupération et de manipulation des jeunes par les services de l'Etat, à travers des propositions d'insertion « bidon » qui consistent à les faire entrer dans les plans précaires...

La mobilisation se poursuit, à l'appel du Collectif des travailleurs en lutte, à travers les grèves, les piquets de grève, les meetings dans les communes, les manifestations...

Rappelons ce qui se disait à la suite de la grève générale de 2009 : « Plus rien ne sera comme avant ! » (on peut se reporter à l'article « Guadeloupe : grève générale "Plus rien ne sera comme avant" » paru dans *La Vérité*, n° 65, février 2009, pages 7 à 16). **La population s'en souvient !**

Cette mobilisation se poursuit aussi avec la solidarité internationale du mouvement ouvrier et démocratique international, en particulier de la Caraïbe et des Amériques avec l'Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe (ATPC), avec le Cilé-Amériques, et de France.

Au niveau de la France, nos camarades qui combattent l'adversaire commun, l'impérialisme français, apportent une solidarité concrète à ce niveau.

Ce sont des dizaines de messages de protestation auprès des autorités françaises, et de soutien à la lutte en cours en Guadeloupe, qui parviennent chaque semaine. Le Comité international contre la répression (Cicr) y prend une part active et n'hésite pas à envoyer un représentant sur place chaque fois que c'est nécessaire, notamment pour participer à certains procès dans le cadre de la lutte contre la répression.

Cette mobilisation se poursuit plus que jamais, pour exiger :

— la réintégration de tous les salariés suspendus ;

— la réintégration de tous les libéraux suspendus ;

— l'arrêt de la répression sur les travailleurs et la jeunesse de Guadeloupe ;

— l'ouverture de négociations sur la plate-forme de revendications du collectif.

Devant une telle situation (mépris du pouvoir colonial, aveu d'impuissance des

(11) *Liyanné adan istwa é mémwa an nou* : implanter dans notre histoire, dans notre mémoire.

(12) Le Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) est une unité d'élite de la gendarmerie nationale spécialisée dans la gestion des crises et les missions dangereuses demandant un savoir faire particulier dans les domaines du terrorisme, de la libération d'otages, de lutte contre le grand banditisme.

Le RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion) est une unité d'élite de la police nationale (terrorisme, grand banditisme...). Le terme « raid », en français désigne un assaut militaire.

élus), de plus en plus de travailleurs, de jeunes, de compatriotes commencent à comprendre qu'ils ne peuvent compter ni sur l'Etat français ni sur les élus pour régler leurs problèmes.

S'ils veulent faire respecter leur volonté, la volonté de la majorité des Guadeloupéens, il faut faire sauter le verrou, il faudra s'émanciper du pouvoir colonial.

Il s'agit du combat pour le droit du peuple guadeloupéen à la liberté, à la souveraineté et à l'indépendance, à la rupture avec les institutions coloniales.

Ce combat pour la souveraineté nationale du peuple de Guadeloupe, comme pour celle de Martinique et de Guyane, est intimement lié à celui pour l'Union libre et fraternelle des peuples de la Caraïbe et celui des peuples du Bassin caribéen, au combat

pour les Etats-Unis socialistes des Amériques.

C'est le sens du combat pour la souveraineté du peuple haïtien « *Pour une Haïti libérée de l'occupation* ».

C'est le sens de notre combat pour la défense des acquis de la révolution cubaine de 1959, qui demeure une référence pour les travailleurs et les peuples de la région.

Débattre des structures nécessaires pour y parvenir !

Construire les outils pour y parvenir !

Apporter leur contribution !

C'est à cette tâche que s'attellent les militants de la IV^e-Guadeloupe.

Robert Stéphan

31 janvier 2022





Couvertures du dernier numéro de *La Vérité* édité simultanément en six langues : français, arabe, portugais, espagnol, anglais et allemand.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

